



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Extension Ouest (PROPACOM Ouest)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 27 novembre au 8 décembre 2017

Date du document: 27/12/2017

No. du Projet: 1100001590

No. du rapport: 4647-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et Effets	2
D. État d'avancement de l'exécution du projet	23
E. Gestion fiduciaire	24
F. Durabilité	29
G. Autres aspects	29
H. Conclusion	31

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	33
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	37
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	47
Appendice 4: État avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI)	63
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	79
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	85

1.

Sigles et acronymes

AC	Agent comptable
AFD	Agence Française de Développement
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANO	Avis de Non Objection
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BNI	Banque Nationale d'Investissements
CAFM	Chargé de l'Administration, des Finances et des Marchés (dans les antennes)
CEDAICI	Caisse d'Epargne pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire
CGR	Crédit Groupement Rural
CLEAR	Centers for Learning on Evaluation and Results
CMR	Cadre de Mesures de Rendements
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
Coordo	Coordonnatrice
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COPA	Chargé des OPA (dans les antennes)
COPA-CA	Chargé des OPA- Chef d'Antenne
CPA	Chargé de la Production Agricole (dans les antennes)
CRC	Cadres Régionaux de Concertation
CSE	Chargé du Suivi-Evaluation (dans les antennes)
CTC	Chargé de la Transformation et de la Commercialisation (dans les antennes)
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DDA	Directions Départementales de l'Agriculture
DEP	Direction de l'Evaluation des Projet
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DID	Développement international Desjardins
DNMP	Direction Nationale des Marchés Publics
DPD	Demande de Payement Direct
DR/ DRA	Directions régionales / Directions régionales de l'Agriculture
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DRF	Demandes de Remboursement de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DVR	Digital Video Recorder
ECD	Etats Certifiés de Dépenses
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GDTE	Gestion Durable des Terres et des Eaux
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-Arides)
IF	Institution Financière
MCLAU	Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme
MCR	Micro Crédit Rural
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MP	Microprojet
MP	Micro-projet
MPR	Mécanisme de Partage des Risques
OFID	OPEC Fund for International Development
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture

OP / OPA	Organisation des Producteurs / Organisation des Producteurs Agricoles
ORMS	Operational Results Management System
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRFM	Projet de Reboisement des Flancs des Montagnes
PROPACOM-Ouest	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation extension Ouest
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-verbal (Procès-verbaux)
RAF	Responsable Administratif et Financier
RIR	Responsable des Infrastructures Rurales
RMEC	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit
RMP	Revue à Mi-Parcours
RPM	Responsable Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SFR	Spécialiste en Finances Rurales
SIG	Système d'Information Géographique
SIM	Système d'information de marchés
SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SYGRI /RIMS	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact /Results and Impact Measurement System
TDR	Termes de référence
TPE	Terminal de paiement électronique
UCP	Unité de Coordination du Projet
UNACOOPEC-CI	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
USD	Dollars des Etats Unis
WAAPP	West African Agricultural Productivity Programme

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a eu lieu en Côte d'Ivoire du 27 novembre 2017 au 8 décembre 2017 dans le cadre de la supervision du Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Extension Ouest (PROPACOM Ouest). Cette mission avait pour objectif général d'examiner le niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en 2015, d'apprécier la pertinence des approches et stratégie de mise en œuvre et de mesurer le degré d'atteinte des objectifs du projet.
2. De manière spécifique, la mission de supervision devait : (i) apprécier l'état d'avancement de l'exécution du projet; ii) faire ressortir les résultats de la mise en œuvre au cours des années d'exécution; iii) fournir des informations sur les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs en terme d'effets et d'impact par rapport aux indicateurs préfixés, iv) faire ressortir les contraintes et les leçons apprises pour déboucher sur des recommandations de nature à mieux garantir l'atteinte des résultats attendus à la fin du projet; v) apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de mai 2017.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM-Ouest a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP et les antennes régionales de Man et de Séguéla, en plus des visites de terrain et des rencontres avec les organisations bénéficiaires du Projet pour passer en revue : i) l'état d'avancement du PTBA 2017 du PROPACOM-Ouest; ii) la qualité de la gestion du projet ; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la mission de supervision datant de Mai-Juin 2017; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Au terme de la mission, il a été organisé le 07/12/2017, sous la présidence du Directeur Général de la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) du MINADER, une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission à laquelle ont été conviés des représentants de l'ONDR, du Ministère des finances et celui des Eaux et Forêts ainsi que de SODEXAM.
5. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes et aux populations locales pour l'accueil, le soutien et l'adhésion dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et les partenaires à l'exécution pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. L'accord de financement du PROPACOM Ouest a été signé le 21/11/2014 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 03/10/2015 à Toubia. Le projet comporte trois composantes dont, deux techniques : (i) Amélioration durable de la production agricole ; et ii) Valorisation et mise en marché ; et une troisième dite « Coordination-Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs ». Dans la zone d'intervention, le projet cible 30 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz pluvial, maïs, manioc et cultures maraîchères.
7. Bien que le PROPACOM Ouest en soit réellement à sa troisième année de mise en œuvre (en partant de la date de signature de l'accord de financement), le PTBA 2017 est le 2ème programme de travail annuel mis en œuvre par un personnel qui n'a pris fonction dans les antennes qu'entre janvier et mars 2016.
8. D'une manière générale, il convient de rappeler que le projet d'extension du PROPACOM Ouest, en vigueur depuis Novembre 2014 pour une période de six ans, avait dès le départ accusé du

¹ Composition de la mission: La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) Mme Haoua SIENTA, Chargée des Finances au siège du FIDA ; (iii) Mme Abelle Yelome DOSSOU HOUSSOU, Spécialiste en production agricole, CPO du FIDA au Bénin ; (iv) Mme Odile SARASSORO, Spécialiste des aspects institutionnels, durabilité, ciblage et genre, CPO du FIDA en Côte d'Ivoire ; (v) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en production et Génie Rural, (vi) M. Malhado BARRY, Expert génie rural; (vii) Hippolyte G. AHONLONSOU, Spécialiste en finance rurale; (viii) M. Tenjoh-Okwen OKWEN, Expert environnement et changement climatique; (ix) Mme Oumou Touré, Spécialiste en gestion administrative et financière; (x) Mme Coumba FALL, Spécialiste en renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et capitalisation; (xi) M. Thomas CAZALIS, Expert post-récolte; (xii) Mme Marion TRIQUET, Experte en suivi-évaluation. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par : (a) M. Silué SIONSELIGAM, Directeur de la DEP du MINADER, b) M. Abdoulaye TRAORE, sous-directeur à la DEP du MINADER et (c) Abel YAVO, chargé d'études DEP, MINADER.

retard en raison de : (i) les lenteurs constatées pour la satisfaction des conditions relatives au premier décaissement qui n'est intervenu que le 11/11/2015 pour le don ASAP et le 07/12/2015 pour le prêt FIDA ; et (ii) le long délai pris pour négocier, signer et approuver les conventions avec le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF), la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) et la COOPEC, (iii) les mises en place des antennes de Man et de Séguéla intervenues seulement en mars 2016.

9. Le recrutement du personnel a démarré en décembre 2015 avec la signature des contrats du SFR et des COPA en décembre 2015 alors que le recrutement du CSE, du CAFM et du CPA a eu lieu entre janvier et mars 2016. Par conséquent, les activités opérationnelles du PROPACOM Ouest n'ont véritablement démarré qu'en Mai 2016 avec, d'une part, l'atelier d'imprégnation et les missions d'information sensibilisation entre juillet et septembre 2016, suivi des CRC et, d'autre part, par la production semencière. Pour ce qui concerne les infrastructures rurales, capitalisant sur l'expérience du Propacom, une bonne partie des aménagements sera confiée au BNETD pour accélérer la mise en œuvre du Propacom Ouest.

10. Suite à la mission de supervision de Mai-Juin 2017, des mesures avaient été préconisées pour sauver la campagne 2017 mais, à en juger par les taux d'exécution physique et les taux de décaissement à date, les résultats sont mitigés, tel qu'indiqué ci-après :

11. Ainsi, le **taux d'exécution physique du PTBA 2017** révisé au 30/11/17 n'est que de **51%** avec des taux par composantes de 53% pour la composante 1 « Amélioration durable de la production agricole », 15% pour la composante 2 « Valorisation et mise en marché des produits agricoles », et 60% pour la composante 3 « Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs ».

12. Le **taux d'exécution global** de ce projet n'est pour le moment que de 6% réparti comme suit pour chacune des composantes : Composante 1 (4%) ; Composante 2 (0.2%) ; Composante 3 (21%). Ce taux d'exécution global est donc plombé surtout par le manque de progression pour la composante (activités post-récolte). Les mesures prises pour améliorer la situation sont, d'une part, la signature d'une convention avec le BNETD pour ce qui concerne les aménagements hydro-agricoles et le recrutement d'un expert qui appuie depuis quelques mois l'UCP et les antennes pour les activités post récolte de la composante 2.

13. Quant à la **gestion financière** du projet, elle se caractérise par un taux de décaissements sur le PTBA 2017 révisé de **88%** portant essentiellement sur des acquisitions d'immobilisations, des charges récurrentes et des avances de fonds sur les budgets des conventions signées avec les partenaires ; ii) des performances financières par bailleurs considérées comme faibles au regard du profil de décaissement pour ce type de projet avec des taux de **décaissement cumulés** au 30/11/2017 de **13,15%** et **14,45%** respectivement sur le financement FIDA de 35 millions USD et le don ASAP de 7 millions USD.

14. Globalement, l'état de mise en œuvre du **volet ASAP** du PROPACOM Ouest, depuis le lancement du projet, a relativement progressé en 2017. En effet, pour la mise en œuvre du volet ASAP, les conventions SODEXAM, Projet Reboisement des flancs des montagnes, Projet Muraille verte Université Nangui AGBROGOUA ont été signées mais ont connu un démarrage tardif sur le terrain au cours de l'année 2017. A la date du 31/03/ 2017 le taux d'exécution physique de la composante ASAP au regard des objectifs du PROPACOM Ouest était quasi nul. Au 30/11/2017, ce taux s'est nettement amélioré aussi bien globalement que sur le PTBA, pour atteindre respectivement de 31% et 53%. Parallèlement le taux de décaissement du don ASAP de 14,45% se présente comme suit par convention: (i) **Convention avec la SODEXAM** : un taux d'exécution **de 8% sur la convention** concernant les activités gérées par SODEXAM et **15%** pour les acquisitions gérées par l'UCP ; (ii) **Convention du Projet Muraille Verte du MINEF** avec un taux de **25%** ; (iii) **convention Projet Reboisement des Flancs de Montagnes** du MINEF dont le taux d'exécution financière est de **23%**.

C. Produits et Effets

Composante 1 : Amélioration durable de la production agricole

15. La composante 1 a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole, notamment par la production de : i) 11 500 tonnes de riz irrigué sur 2 300 ha avec un rendement moyen de 5 tonnes/ha ; 20 250 tonnes de riz pluvial sur 13 500 ha pour un rendement moyen de 1,5 tonnes/ha ; iii) 18 000 tonnes de maïs sur 9 000 ha pour un rendement attendu de 2 tonnes/ha ; iv)

67 500 tonnes de manioc à raison de 15 tonnes/ha et iv) la réalisation de 80 ha pour des productions maraîchères. Il est également prévu la mise en œuvre de microprojets au profit de 30 000 exploitants agricoles à travers l'appui à la professionnalisation de 578 OPA de type "groupement" et de 15 OPA de type "union".

16. Pour atteindre ces objectifs, le PROPACOM-Ouest a prévu de faciliter l'accès des petits producteurs aux facteurs de production en mettant à leur disposition des semences améliorées, des engrais, des produits phytosanitaires, des équipements et des matériels agricoles pour initier et soutenir la mécanisation agricole dans la zone du projet. Il a, par ailleurs, prévu d'apporter l'appui-conseil agricole.

Appui à la structuration et à la professionnalisation des OPA

Information/ sensibilisation

17. Ces activités visent à faciliter la compréhension du projet et à sensibiliser les populations sur la vision, la stratégie, les objectifs et les résultats attendus non seulement par composante mais aussi et surtout du projet dans son ensemble. Au titre de 2017, il était prévu la tenue de deux séances de sensibilisation à raison d'une séance par antenne en mettant l'accent sur les domaines d'appuis qui ne sont pas suffisamment représentés dans les demandes déjà reçues ou dans les localités où il y a peu de demandes formulées par les OPA. Vu le nombre important de demandes brutes, 695 (243/Man et 452 /Séguéla et vu le nombre relativement faible de microprojets élaborés et en cours d'élaboration : 150 (82/Man et 68/Séguéla), il n'y a aucune urgence à réaliser cette activité. Cependant, les OPA sont régulièrement sensibilisées lors de toutes les réunions où elles sont conviées : Cadres régionaux de concertation, rencontre des OPA avec les missions de supervision du FIDA, de suivi-évaluation externe, lors des missions de suivi et des visites inopinées des OPA au niveau des antennes et de l'UCP.

Sélection des microprojets

18. Après ces deux premières vagues d'analyse des demandes d'appui, un total de 524 demandes d'appui reste encore à analyser (140/Man et 384/Séguéla)². Pour la deuxième vague, 9 consultants sur 11 ont été recrutés pour la formulation des microprojets. Deux lots restent encore vacants. A ce stade, seuls trois (3) consultants dont un (1) à Man et deux (2) à Séguéla ont pu transmettre leurs microprojets dont 8 pour Man et 23 pour Séguéla. La mission suggère que les lots vacants soient attribués de façon diligente pour permettre la finalisation du processus de formulation des plans d'affaires avant fin janvier.

19. Une évaluation du contenu des fiches des microprojets fait ressortir une qualité variable mais souvent insuffisante pour juger de la faisabilité réelle des microprojets en particulier concernant la capacité des OPA à les réaliser sur les plans organisationnel, technique, financier et commercial. L'AT post-récolte a évalué les 41 MP validés et a relevé de nombreuses lacunes ou imprécisions : i) disparités de présentation d'un consultant à l'autre, et canevas proposé non respecté par tous les consultants ; ii) hypothèses de base très optimistes par exemple sur les rendements de production en année 1 ; iii) investissements en équipements sous évalués et ne concernant que les équipements de base ; iv) études techniques peu détaillées dans les plans d'affaire ; v) comptes d'exploitations incomplets, sous évalués, ne prenant pas en compte d'autres modèles d'affaires émanant de la valorisation des sous-produits ou des prestations de services et omettant les charges liées au fonctionnement (BFR) ; et vi) études de marchés faiblement renseignées. Une note synthétique sur les améliorations à porter sur les 41 microprojets a été élaborée par l'AT.

20. Il a également été relevé la faiblesse de la communication entre le projet, les OPA et les Consultants externes chargés de l'élaboration des MP tant au niveau de l'instruction que de la formulation. En outre aucune restitution aux OPA bénéficiaires n'a été réalisée jusqu'à ce que l'AT, ayant pris conscience de cette lacune, n'ait programmé, avec les CSE, des séances de restitution auprès d'une vingtaine d'OPA. La question de l'appropriation des MP par les OPA porteuses est donc largement posée.

21. Un important travail de reformulation qualitative de la méthodologie d'instruction et de mise en œuvre des microprojets est donc nécessaire : Une évaluation des prestataires d'appui à la formulation des MP est nécessaire pour ne retenir que les prestataires ayant produit des microprojets

² Pour l'antenne de Séguéla, il n'a pas été possible de savoir si le deuxième lot de 50 dossiers instruit a donné lieu à une présélection ayant éliminé certaines demandes.

de qualité convenable. S'il convient de rallonger la période de rédaction des microprojets qui est à l'heure insuffisante pour un travail de qualité³ (en moyenne 2 jours et demi par microprojet), la **mission suggère** de conditionner le paiement des prestataires à la qualité des documents remis. De même la **mission recommande** que les fiches de microprojet soient systématiquement revues par une équipe multidisciplinaire composée d'une part, de l'AT et des CTC pour leur expertise technique en matière d'activités post-récolte et, d'autre part, des COPA/chefs d'antenne pour leur expertise organisationnelle et leur connaissance du contexte géographique local des microprojets (notamment leur capacité à vérifier la réputation des OPA). Les MP finaux, affinés par la contribution conjointe des prestataires rédacteurs, l'équipe de projet ad hoc et les IF, devront être pleinement discutés et validés avec les OPA porteuses. Enfin, un programme de suivi de chaque MP devra systématiquement être mis en place.

22. Pour favoriser la rapidité du processus, (i) les consultants devraient bénéficier de l'assistance de l'Institution Financière (informations sur l'environnement et le milieu, et les risques identifiés dans la zone) et partager avec elles le format du plan d'affaires, (ii) l'institution financière devrait, une fois la liste des besoins en équipements établie et le montant des équipements retenus, démarrer l'analyse de la demande en considérant la clé de 60% du montant total des équipements pour le crédit demandé.

23. La situation de la **contribution de 10% des OPA** à l'acquisition des équipements se présente comme suit : sur les 26 OPA, douze (12) ont versé la totalité, trois (3) ont donné une partie et onze (11) n'ont pas encore donné leur contribution. Cette situation devra être analysée pour tirer des leçons et trouver des solutions efficaces dans la chaîne allant de la réception des demandes des OPA à la finalisation de la formulation des plans d'affaire des microprojets

24. La mission a constaté que les supports recommandés par la dernière mission de supervision pour la sensibilisation des OPA n'ont pas été élaborés et le poste de COPA est encore vacant. Cette situation a entraîné des retards pour l'amélioration de la sensibilisation et la prise en charge de ce volet au niveau de l'antenne.

25. En outre, l'AT et les CTC devront mener une évaluation rétrospective de toutes les fiches MP du lot 1 déjà validés et réaliser la mise à niveau des fiches MP des lots 2 et 3 encore en cours d'instruction.

26. On relèvera néanmoins que l'harmonisation des fiches recommandée par la dernière mission de supervision a été réalisée pour les MP du 3^{ème} lot facilitant ainsi le travail formel de révision.

27. Pour les appuis en intrants, 24 OPA (17/Man et 7/Séguéla) ont bénéficié de dotation intrants d'une valeur de 71 110 750 Fcfa. Tous les fournisseurs ont été payés à partir des comptes des OPA ouverts à cet effet avec des autorisations de paiement. A l'avenir, une fois l'opérateur en charge de l'accompagnement des OPA en gestion et structuration recruté, le processus de sélection des demandes d'appui devrait se dérouler selon la méthodologie suivante : i) les demandes d'appui reçues feront l'objet dans un premier temps, comme dans la procédure actuelle, d'une vérification par le COPA de leur conformité avec le périmètre du projet ; ii) le comité technique effectuera une visite de terrain pour confirmer la véracité des informations fournies par l'OPA et confirmer son existence, iii) à partir de là, le dossier sera transmis à l'opérateur qui procédera à un diagnostic approfondi de l'OPA et confirmera de manière participative les besoins d'appui qui s'inscriront dans le plan de développement de l'OPA développé avec l'appui de l'opérateur. Les appuis soumis au financement du PROPACOM feront l'objet d'une présentation sous forme de micro-projets. A court terme, en attendant le déploiement sur le terrain des équipes de cet opérateur, les consultants ayant aidé à élaborer des dossiers pertinents continueront de faire le montage des micro-projets. Le deuxième lot (50 à Séguéla et 60 à Man) sera ainsi remis à l'opérateur qui, à son arrivée, se chargera de la poursuite du processus en commençant par la validation avec les OPA.

³ Il faut noter que le temps alloué aux consultants permet difficilement de fournir un travail de qualité dans les délais. La dernière situation fournie à la mission se présente ainsi : sur les 695 demandes réceptionnées, 33% ont fait l'objet d'instruction en 2016 et 2017 ; sur 229 demandes instruites, 9% ont été rejetées . Sur 209 demandes éligibles à l'issue de l'instruction, 39 microprojets ont été élaborés, 2 ont été invalidées et 110 en cours de formulation. Ainsi, sur 695 demandes réceptionnées, il reste dans la base de données Excel, 67% des demandes à instruire.

Recommandations sur la sélection des micro-projets

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Renforcer le contrôle de qualité des microprojets (i) en veillant à une participation accrue des OPA porteuses de projets ; (ii) en mettant en place un comité pluridisciplinaire de revue, d'approbation et de suivi des microprojets ;	AT, CTC, COPA, CPA	Immédiat et continu
Evaluer et Compléter les fiches des microprojets du lot 1 déjà validées en vue d'en faciliter le suivi et reprendre les fiches des lots 2 et 3 (en cours d'instruction)	AT, CTC, COPA	Janvier 2018
Attribuer les 2 lots de microprojets non encore traités aux consultants les plus performants pour traitement immédiat	AT, CTC, consultants	Immédiat
Exiger du consultant de recourir aux informations disponibles auprès de l'Institution Financière (IF) sur l'environnement des affaires et les risques-terrains identifiés.	COPA/ Consultant	Immédiat et continu
Négocier le démarrage de l'analyse des dossiers par l'Institution Financière dès que la liste et le montant des équipements sont connus au lieu d'attendre la finalisation du plan d'affaire pour gagner du temps.	SFR	Immédiat et continu
Confectionner des supports adaptés pour la sensibilisation des OPA en vue d'améliorer la qualité des microprojets soumis	COPA	Dès recrutement COPA, en continu
Porter à 5 jours ouvrables le délai de deux jours actuellement pour le montage des plans d'affaires confiés aux consultants pour obtenir des dossiers de qualité	UCP	Immédiat

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA

28. L'objectif global du projet est de dispenser l'alphabétisation fonctionnelle aux membres des toutes les OPA appuyées soit un total de 7 000 auditeurs avec la priorité aux femmes et aux jeunes. Pour 2017, l'alphabétisation fonctionnelle vise 900 auditeurs dont 540 femmes dans 38 centres (25/Man et 13/Séguéla) issus de 36 OPA dont 23 à Man et 13 à Séguéla. Les opérateurs sont recrutés ; l'ANO du FIDA sur les prestataires sélectionnés a été obtenu le 19/09/2017. Ce sont les prestataires TKC/OIDEL pour le lot 1 et OPTIMUM ASSOCIES pour les lots 2 & 3 qui seront chargés de dispenser les cours d'alphabétisation fonctionnelle. La supervision sera assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) à travers un Cahier des charges signé et ayant obtenu l'ANO du FIDA le 08/09/2017. Mais, à un mois de la fin de l'année, les sessions d'alphabétisation fonctionnelle n'ont toujours pas démarré car les contrats des prestataires sont encore en cours de finalisation.

Renforcement institutionnel et Appui au développement entrepreneurial des OP

29. La mission a noté que des efforts ont été faits dans l'appui aux opérateurs chargés de renforcer les capacités des OPA. En effet, le projet a élaboré et partagé des canevas –guides puis organisé des rencontres d'harmonisation pour améliorer l'orientation des opérateurs dans leur travail d'appui aux OPA. De même, les équipes des antennes se sont jointes aux prestataires durant les formations/renforcement des bénéficiaires de microprojet de production.

30. Le projet a eu à fournir divers appuis aux OPA relatifs au renforcement organisationnel, à la gestion ou à l'amélioration des pratiques culturelles. La mission a noté que ces formations et appuis se sont effectués sans une vision entrepreneuriale qui permet à l'OPA de prendre des décisions relatives à la production et envisager une stratégie de transformation et de commercialisation. Les OPA rencontrées sont conscientes que la valeur ajoutée de leur récolte dépendra surtout de la transformation et de la commercialisation des produits ; elles sont en attente d'un appui plus orienté et surtout d'une mise en relation avec des professionnels (commerçants ou transformateurs) dans les domaines où leurs expériences en tant que groupe organisé, est limitée.

31. En plus, les OPA partenaires du projet n'ont pas de lien avec les organisations de producteurs qui sont actives dans la même filière de production dans les terroirs limitrophes. Une mise en relation pourrait permettre des apprentissages et échanges d'expérience notamment sur les questions relatives à la gestion des équipements, la commercialisation et à la gestion du crédit.

Recommandations sur le développement entrepreneurial des OPA

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser des sessions d'orientation des opérateurs qui intègrent la vision entrepreneuriale et l'identification des appuis spécifiques et concrets à fournir aux OP	UCP/consultants (transformation et commercialisation)	Immédiat et continue
Initier des séances de mise en relation des OPA pour des échanges entre producteurs de mêmes filières en invitant des commerçant(e)s et des transformateurs	UCP/COPA	Immédiat et continu
Accélérer la finalisation de la signature des contrats de prestataires en alphabétisation fonctionnelle	UCP	immédiat

Accès aux facteurs de production par les petits producteurs

Production de matériel végétal

32. Les objectifs de production de semences R1 certifiées fixés au projet sur l'ensemble des régions d'intervention sont de 66 tonnes pour le riz irrigué, 150 tonnes pour le riz pluvial, 45 tonnes pour le maïs et des boutures de manioc sur 380 ha de parcs à bois à installer.

33. Les résultats de la **production de semences certifiées** R1, s'établissent, au titre de l'année 2016, comme suit: i) maïs/4,12 tonnes, soit un taux de réalisation de 9% ; et ii) manioc/1.568.400 boutures contre une prévision de 3,8 tonnes, soit un taux de réalisation de 41%. Pour le riz, la production de semences est quasiment nulle (0,295 tonnes de riz pluvial contre une prévision de 150 tonnes). Aucune semence n'ayant été produite en 2017, les productions de semences restent inchangées à fin novembre 2017.

34. Dans la région de Man, le processus de **certification des semences riz** et de maïs est achevé tandis qu'à Séguéla, toutes les semences récoltées seront simplement classées « Bon A Semer » car les parcelles concernées n'ont pas subi tout le processus de certification, notamment le contrôle aux champs. Les faibles taux observés sont dus à l'arrêt brutal des pluies et à la non-maîtrise du processus de production des semences par les OPA. A cela, s'est greffé un problème de certification des semences produites. Ces difficultés ont amené l'équipe du projet à prendre l'option de ne plus faire produire les semences mais de les acquérir auprès des structures qui ont un avantage comparatif en la matière. Ainsi, avec les quantités complémentaires acquises, les quantités totales mises en place sont, en fin novembre 2017: i) Maïs/ 6,115 tonnes (Man/4,875 ; Séguéla/1,24) sur 17,35 ha ; ii) Riz pluvial/11 tonnes (Man/1 ; Séguéla/10) sur 21,3 ha ; iii) Manioc/ 3.497.400 boutures (Man/848 400, Séguéla/2.550.000). Ces mises en place ont concerné au total 122 OPA (Man/59 ; Séguéla/63) avec un nombre total de producteurs de 571.

35. En ce qui concerne les **engrais**, le PROPACOM Ouest a, en 2017, mis en place : i) 119 tonnes de NPK et 33,8 tonnes d'Urée, portant les quantités totales distribuées à fin novembre 2017, respectivement à 149 et 40 tonnes, soit 3% et 1% des objectifs attendus. Quant aux herbicides, la quantité mise en place en 2017 s'établit à 1.071 litres, soit une quantité totale de 1 974 litres à fin novembre 2017 (29%).

Production de masse de riz pluvial, de maïs et de manioc

36. A fin novembre 2017, les taux de réalisation des emblavures se présentent comme suit : i) 96% pour le maïs (240,78 ha (170,78 ha/Man et 50 ha/Séguéla) pour une prévision de 250 ha (195 ha/Man et 55 ha/Séguéla) par 13 OPA (10/Man et 3/Séguéla); ii) 100% pour le riz pluvial (211,25 ha (20 ha/Man et 191,25 ha/Séguéla) contre 220 ha (20 ha/Man et 200 ha/Séguéla) par 3 OPA (2 OPA/Man et 1 OPA/Séguéla), et ; iii) 65% pour le manioc (217 ha (77 ha/Man et 140 ha/Séguéla) contre 331 ha (76 ha/Man et 255 ha/Séguéla) par 9 OPA (6 OPA/Man et 3 OPA/Séguéla).

37. Au plan des quantités produites, les objectifs de production prévus au PTBA 2017 révisés sont de : i) 500 tonnes pour le maïs (390/Man et 110 tonnes/Séguéla) avec un rendement de 2 t/ha ; ii) 440 tonnes de paddy en 2017 dont 40 tonnes/Man et 400 tonnes/Séguéla avec un rendement de 2 T/ha et ; iii) 5.025 tonnes de manioc (1.200 tonnes/Man et 3.825 tonnes/Séguéla) avec un rendement de 15 T/ha. Les productions de riz irrigué et de cultures maraîchères quant à elles, ne seront réalisées qu'après l'aménagement ou la réhabilitation des sites concernés.

38. En termes de production agricole, le projet n'était pas encore en mesure de fournir des statistiques sur les quantités produites car les récoltes sont en cours pour le maïs et le riz et ne se

feront, pour le manioc, qu'en septembre 2018. **La mission recommande** au projet d'inclure dans les conventions des prestataires, la pause systématique de carrés de rendements afin de pouvoir renseigner de manière exhaustive les données relatives à la production et à la productivité.

Equipements/mécanisation des travaux agricoles

39. La fourniture des équipements (batteuses-vanneuses, égreneuses, broyeuses, tracteurs, bascules) se fait à travers le financement de microprojets sélectionnés suivant les prorata suivants: apport personnel/10%, crédit/60% et subvention du projet/30%, l'appui conseil, les semences et les engrais étant financés à 100% par le projet. A fin novembre 2017, 27 OPA/dossiers (Man/16, Séguéla/11) d'un montant total de 118.739.000 FCFA sont sélectionnés pour financement, dont seulement 9 (Man/9, Séguéla/0) sont en cours de financement pour des équipements (Man/12.729.000, Séguéla/0). Ce très faible taux de réalisation s'explique par la difficulté des OPA à mobiliser leur apport personnel de 10% du coût des équipements.

40. Au regard des difficultés relevées et de la lenteur dans la signature des conventions avec les prestataires de services, **la mission recommande**, en vue d'accélérer le processus, de :

- i) contracter par région, un ou deux cabinets prestataires de services spécialisés dans le montage des microprojets en vue d'appuyer la mise en place des comptes d'exploitation et l'analyse de la rentabilité des micro-projets pour l'instruction des dossiers de demande d'appui, de visiter et d'évaluer les OPA dont les idées de projets auront été retenues et l'élaboration des plans d'affaires/microprojets triennaux/quinquennaux une fois les demandes validées par le CRC; et
- ii) inclure, pour la mobilisation de l'apport personnel, une date limite en fonction du cycle de la spéculation concernée.

Recommandations sur l'accès aux facteurs de production

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le conseil agricole en faveur des OPA en 2018 et 2019	CPA/UCP	Continue
Accélérer le processus de signature des contrats avec les prestataires, indiquant de façon précise les résultats qui en sont attendus et procéder périodiquement à l'évaluation de leurs performances	Coordo.	Fin janvier 2018
Contracter par région, un ou deux cabinets prestataires de services spécialisés dans le montage des microprojets et l'élaboration des plans d'affaires en vue de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'appui, la visite des OPA dont les idées de projets auront été retenues et l'élaboration des plans d'affaires/microprojets triennaux/quinquennaux	Coordo.	Fin janvier 2018
Inclure une date limite pour la mobilisation des apports personnels en fonction du cycle de la spéculation concernée	SFR	Continue

Appui conseil, Appui à la structuration des OPA et autres accompagnements des OPA

41. Un certain nombre d'OPA ont eu accès au conseil agricole et aux appuis en gestion assuré par l'ANADER sur la base du cahier de charges des DR / MINADER concernées dans les domaines suivants : i) formation sur les bonnes pratiques agricoles, les itinéraires techniques, la gestion des récoltes et de la post récolte ; et ii) l'encadrement. Etant entendu que le processus de recrutement n'avait pas encore abouti, le projet a opté pour la signature de cahiers des charges avec les D.R MINADER en août 2017. A fin novembre 2017, au total 12 OPA (Man/9, Séguéla/3), soit 196 exploitants (Man/165, Séguéla/31), ont bénéficié de la formation sur les bonnes pratiques agricoles.

42. Les paiements des prestataires de services se font au prorata des activités réalisées sur la base du PV d'analyse des rapports par la chargée de production. Le problème relevé par le projet concerne la faible autonomie des OPA à assurer le coût de l'appui conseil et le faible niveau de leur structuration et de leur capacité d'autant plus que l'appui conseil ne doit être fourni que pendant un an, au même titre que les appuis en intrants. **La mission recommande** au projet, en vue de s'assurer de la durabilité des appuis, de : i) accélérer le processus de signature des contrats avec les prestataires, indiquant de façon précise, les résultats qui en sont attendus et procéder périodiquement à l'évaluation de leurs performances ; ii) poursuivre le conseil agricole en faveur des OPA pendant une durée totale de 2 années.

43. Concernant l'appui à la structuration pour la professionnalisation des OPA sélectionnées, les premiers appuis ont concerné la formation aux techniques culturales par l'expert en production végétale de l'antenne pour sauver la campagne. Les contrats avec les prestataires sont en cours de négociation pour la poursuite des appuis. Des formations ont été fournies sur les itinéraires techniques par l'antenne du projet et l'ANADER. Mais concernant la démarche entrepreneuriale d'un micro projet, les aspects relatifs à la transformation et la commercialisation ont été négligés, même si des initiatives d'OPA faitières ont été soutenues pour les faire participer à des foires et aux activités des interprofessions. La mission a constaté que les appuis actuels sont inadéquats pour pouvoir installer au sein des OPA une vision entrepreneuriale de leurs activités.

44. **Supervision, coordination régionale des activités d'appui conseil, d'appui à la structuration des OPA et autres accompagnements des OPA.** Six (6) cahiers de charges (4/Man et 2/Séguéla) ont été signés courant Août/Septembre 2017 pour une durée de 3 ans, avec les Directions Régionales de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Les principales activités à réaliser portent sur la supervision, coordination régionale des activités d'appui conseil, d'appui à la structuration des OPA et autres accompagnements des OPA.

45. Pour rattraper le retard accusé dans le recrutement du prestataire, une activité provisoire et ponctuelle d'appui conseil et encadrement par les 6 zones ANADER (4/Man et 2/Séguéla) est apportée aux OPA de masse de 2017. Les TDR ont été signés le 15/08/2017 pour la DR Ouest ANADER (ANADER TOUBA, ANADER MAN) et le 24/08/2017 pour la DR Nord ANADER (ANADER MINIGNAN et ANADER FOLON) pour l'antenne de Man et le 15/09/17 pour ANADER Zone de Séguéla et 28/09/17 pour ANADER Zone de Mankono pour l'antenne de Séguéla.

Recommandations sur l'appui conseil, la formation et l'encadrement des producteurs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Orienter les appuis au OPA vers une optique entrepreneuriale combinant les conseils organisationnels et les besoins de production, de transformation et de commercialisation.	UCP et operateurs	Immédiat et continu
Signer des marchés de 2 ans avec les prestataires d'appui conseils, avec une clause de renouvellement sous condition de l'évaluation satisfaisante à la fin de la première année	CAFM/ CSE/ CPA	Immédiat et continu
Elaborer un programme de mission conjointe de suivi à mener par les DR et les Antennes)	COPA/ CPA	Immédiat et continu
Ramener, à travers un avenant, les cahiers de charge avec les DR, à une période de deux ans (au lieu de 3) renouvelables seulement à condition d'une évaluation satisfaisante à la fin de la première année.	RPM/ COPA	Immédiat et continu

Aménagements hydroagricoles

46. Le PROPACOM Ouest vise à terme : (i) la réhabilitation de 900 ha de bas-fonds rizicoles, (ii) l'aménagement de 1 400 ha de bas-fonds rizicoles et de 80 ha de sites maraîchers, (iii) la réhabilitation de 140 km de pistes rurales et de 100 km de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés et (iv) la construction de 7 ponceaux. Les leçons tirées de l'exécution de cette composante dans le PROPACOM conduisent à opter pour l'extension, au PROPACOM Ouest, de la convention existante entre le BNETD et le PROPACOM. La convention concernera les sites ayant fait l'objet de demande ainsi que ceux susceptibles d'être aménagés ou réhabilités sur la base d'un ciblage direct jusqu'à concurrence des superficies indiquées ci-avant pour le riz et les cultures maraîchères.

47. Au titre des infrastructures de stockage et de transformation, il est prévu la construction de: (i) 14 aires de séchage de paddy de 100 m², chacun au niveau des bas-fonds aménagés, (ii) 30 magasins de stockage de céréales (riz ou maïs) d'une capacité de 200 tonnes chacun, (iii) 20 hangars de conditionnement de produits maraîchers et (iv) 30 abris pour des équipements divers de transformation (manioc, maïs) ainsi que la fourniture de 600 bâches pour le séchage du riz pluvial et du maïs.

48. La démarche pour les MP d'aménagement de bas-fonds et de périmètres maraîchers comporte les étapes suivantes : (i) l'identification du site, (ii) la clarification du statut foncier du site, (iii) les études techniques, (iv) les études d'impact environnemental et social, (iv) l'exécution des travaux par des entreprises sous le contrôle de cabinets d'ingénieurs-conseils.

Les activités réalisées sur le PTBA 2017 sont indiquées ci-après :

49. **Identification des sites rizicoles et maraîchers issus des demandes d'appui.** La situation des sites pré-identifiés se présentent comme suit : A Man les sites rizicoles sont au nombre 22 au profit de 22 OPA avec une superficie totale de 1 103 ha. Pour le maraîchage, la liste concerne 20 sites au profit de 20 OPA avec une superficie totale de 53 ha. Pour les deux filières la superficie totale est de 1 156 ha à Man. A Séguela, les études de pré identification ont été conduites au total sur 42 sites au profit de 42 OPA pour les filières riz irrigué et maraîchage. Tandis qu'à Séguela, la superficie rizicole est de 1 730 ha au niveau de 33 sites et au profit de 34 OPA. Pour le maraîchage à Séguela la superficie pré-identifiée est de 35 ha. Les sites couverts par les études de pré-identification à Séguela sont au nombre de 50 au profit de 52 OPA pour les deux filières. Après le processus de validation par le CRC, les superficies retenues totalisent 53 ha de maraîchage sur 88 ha pré-identifiés et 1 580 ha de riziculture sur 2 833 ha pré identifiés.

50. **Clarification foncière.** Il s'agit de l'étape préliminaire de clarification, par les DR du MINADER, du statut foncier des sites prévus pour les aménagements rizicoles et maraîchers et de construction des infrastructures marchandes. Les TDR de clarification foncière ont été élaborés par le RIR et transmis aux antennes le 14/11/16 en vue de préparer les cahiers de charges. Tous les sites à aménager par le BNETD devront faire l'objet préalable de clarification foncière. Les activités de clarification foncière ont démarré en Juillet 2017 et sont conduites au niveau de 94 sites dont (i) 42 sites à Man et 52 à Séguela. Lors du passage de la mission le taux d'exécution était de 52% à Man et 40% à Séguela soit un taux moyen de 46%. **Il est recommandé** que le BNETD commence sans tarder avec les MP dont la clarification foncière est déjà terminée.

51. **Les études techniques des périmètres maraîchers** concernent 3,50 ha de bas-fonds à Man et 2,50 ha à Séguela totalisant 6 ha. Les deux cabinets recrutés ont démarré les études au courant de la période aout –septembre 2017. Les plans topographiques des sites et les rapports d'avant-projet détaillés (APD) sont disponibles. Ces rapports ont été transmis au BNETD et la réunion de validation est fixée pour les 27 et 28 décembre 2017. En ce qui concerne **les études techniques sur les sites rizicoles**, le procès-verbal de recrutement des prestataires a été transmis au FIDA pour avis de non objection le 11 septembre 2017. Au passage de la présente mission, la prise en compte des observations faites par le FIDA sur ce dossier était en cours au niveau de l'UCP et le suivi /contrôle des travaux de ces aménagements se fera par le BNETD.

52. **Etudes d'impact environnemental et social.** Elles concernent uniquement les sites rizicoles et totalisent 296 ha repartis entre Man et Séguela. Au niveau de Man, les études concernent 2 sites rizicoles de 160 ha et ont démarré en fin septembre 2017. A Séguela, la durée de la prestation est de 90 jours et concerne 3 sites qui totalisent 136 ha. A ce jour le cabinet Mensoh SARL a transmis son rapport tandis que celui du cabinet Ici-Ci n'est pas encore livré.

53. **Les pistes rurales.** Le PTBA 2017 prévoyait l'organisation d'ateliers régionaux regroupant les DR des infrastructures économiques, les DR MINADER et les Conseils Régionaux pour la sélection des tronçons prioritaires des pistes de désenclavement à aménager. Ces ateliers, programmés dans un premier temps pour décembre 2016, avaient par la suite été repoussés en avril 2017. Finalement, ils n'ont pas été organisés du fait, d'une part, du démarrage des activités d'identification des premiers sites rizicoles et maraîchers et, d'autre part, de la réduction du personnel en charge des infrastructures avec le départ du RIR. Les assistants RIR avaient déjà trop à faire avec les activités du BNETD et les autres infrastructures hors-BNETD pour pouvoir organiser les ateliers. En plus, les COPA qui devaient appuyer cette activité au niveau des antennes n'avaient pas encore été recrutés. La sélection de ces tronçons de pistes devra tenir compte de la cartographie des sites rizicoles et maraîchers ainsi que des microprojets de manière à faciliter l'encadrement et l'écoulement de la production. L'AGEROUTE qui est un acteur majeur dans le secteur des infrastructures de transport devrait également être invité à ces ateliers.

Recommandations sur les aménagements hydro-agricoles et les pistes rurales

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser la restitution des études techniques et environnementales au niveau des antennes afin de les faire valider par les bénéficiaires et les services techniques régionaux	RIR	Janvier 2018 et Continu
Elaborer des cartographies thématiques à actualiser (bas-fonds rizicoles, maraîchages, microprojets etc.) afin de procéder à un meilleur maillage du réseau des pistes de désenclavement et d'accès aux sites aménagés.	RSE/RIR	Mars 2018

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Inviter aux futurs ateliers régionaux sur les pistes rurales, en plus des services techniques régionaux, l'AGEROUTE qui en est un acteur spécialisé.	RIR	Immédiat et Continu
Fixer une date limite pour la finalisation des clarifications foncières restantes et demander au BNETD de commencer les études techniques ou les réalisations selon le cas	RIR /	Immédiat et continu
Mettre en place une instance de validation des décomptes sur la base des dossiers d'exécution soumis par les PME, le BNETD et autres prestataires.	UCP	Immédiat et continu

Adaptation au Changement Climatique

54. Globalement, l'état de mise en œuvre du volet ASAP du PROPACOM OUEST depuis le lancement du projet est jugé relativement satisfaisant. En effet, pour la mise en œuvre du volet ASAP, les conventions SODEXAM, Projet Reboisement des flancs des montagnes, Projet Muraille Verte ont été signées depuis décembre 2016 et connaissent un démarrage effectif sur le terrain au cours de l'année 2017

55. Ces conventions autorisées par le Ministère du budget le 22/12/2016 concernent la fourniture d'un paquet de services climatiques et environnementaux pour le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et institutionnelles des producteurs les plus vulnérables aux effets des changements climatiques dans les régions de Man et de Séguéla. Elles contribuent également à la promotion d'une agriculture durable résiliente et ouverte à l'économie de marché.

56. Pour ce qui est de la convention avec la SODEXAM, il est prévu de mettre à la disposition des OPA et des bénéficiaires l'information climatique pour la finalisation et la mise en œuvre des décisions d'investissement et planification des campagnes agricoles. Ceci passe par l'installation des équipements pour les relevés pluviométriques, un planning de formation des agents de vulgarisation et des exploitants pour la collecte de données climatiques, la mise en place d'un service d'information agro climatique efficace via les radios locales et de calendriers culturels à partir des données agro-météorologiques disponibles.

57. Concernant la convention passée avec le MINEF, le programme de travail de 2017 concerne les activités du projet Muraille Verte du MINEF sur le reboisement et la lutte contre les feux de brousse dans les régions de Worodougou et Béré; l'appui institutionnel aux DREF de Séguéla; Tonkpi et le projet Reboisement des Flancs de Montagnes au niveau de Man.

Etat d'Avancement et Principales Observations sur le volet ASAP

58. **Services climatiques pour l'aide à la prise de décision:** Le PTBA 2017 de la SODEXAM prévoit les livrables ci-après (i) l'installation de matériel de collecte de données météorologiques dont 1 000 pluviomètres (objectif réduit par la suite à 750 pluviomètres) de type paysan au profit des 200 OPA bénéficiaires sur des sites identifiés avec la participation de ces bénéficiaires, 10 stations agro climatiques automatiques et 11 Mini-stations météo automatiques niveau des postes climatologiques tenus par la SODEXAM ; (ii) le renforcement des capacités de 850 exploitants leaders et 150 vulgarisateurs à l'analyse et l'utilisation de ces informations climatiques pour la fourniture de services et d'aide à la décision stratégique en fonction de la variabilité climat (date de semis, variétés, etc.) à travers la formation des acteurs et la mise en place d'une ligne verte d'information météorologique ; (iii) la production de calendriers culturels adaptés aux nouvelles données du climat pour chaque zone et la diffusion des informations correspondantes.

59. L'UCP a procédé en mars 2017 à un paiement DPD d'avance de paiement d'une première tranche à la SODEXAM pour l'exécution du PTBA 2017. Un DAO pour la fourniture et livraison de 1 000 pluviomètres, 10 stations et 11 Mini-stations agro climatiques automatiques a été lancé le 31/01/17 et ouvert le 08/03/17. Le lot relatif aux 1 000 pluviomètres a été attribué après réduction des quantités de 25% à cause d'une sous-estimation (250 pluviomètres en moins). Sept-cent-cinquante (750) pluviomètres ont été acquis et réceptionnés officiellement par la SODEXAM le 15/09/2017. Un projet de réaffectation des 750 pluviomètres dans les Antennes de Séguéla et Man a été arrêté par la SODEXAM. En plus des pluviomètres, du matériel informatique a été réceptionné par la SODEXAM notamment 5 ordinateurs portables, 3 ordinateurs de bureau et 1 serveur dans le cadre de l'appui institutionnel à la SODEXAM.

60. Pour ce qui est de l'acquisition des 10 stations et 11 mini-stations agro météorologiques automatiques, l'appel d'offres a été déclaré infructueux car l'offre la moins-disante était trois (3) fois plus élevée que le budget prévu. Pour éviter de relancer l'appel d'offre et retarder l'acquisition des équipements, il a été proposé que la SODEXAM contacte directement ses propres fournisseurs (au moins trois dans sa base de données) pour obtenir une meilleure offre (rapport qualité prix et qualité du service après-vente). La SODEXAM a revu également à la baisse le nombre de stations agro-météorologique (12 stations et pas de mini-stations) tout en maintenant une bonne couverture géographique tenant compte des installations similaires par d'autres projets (WAAPP, ICRISAT, et AFD).

61. Dans le cadre de son mandat, La SODEXAM a effectué des missions d'identification de sites d'installation de stations agro climatiques et échanger avec les responsables des radios sur les modalités de la diffusion des informations agro-météorologiques dans les radios locales. Huit (8) radios publiques locales ont été visitées sur l'ensemble de la zone d'intervention du PROPACOM Ouest. Les échanges avec les responsables des radios ont permis d'obtenir un cahier des charges accepté par les radios précisant les obligations de chacune des parties (SODEXAM et Radios) et d'obtenir les informations relatives à chaque radio. Six (6) radios ont été retenues pour la diffusion des informations agro-météorologiques en raison d'une (1) radio par chef-lieu de département. Pour 2 départements, les radios publiques identifiées n'ont pas une couverture totale de la zone. Dans ces cas, SODEXAM entend travailler aussi avec les radios privés.

62. La formation des exploitants applicateurs et vulgarisateurs s'est déroulée à Séguéla du 26 au 29/09/17. Cette formation a enregistré la participation de 107 personnes dont 17 agents vulgarisateurs et 90 producteurs issus des OPA de la 1^{ère} vague de demandes d'appui validé par les CRC 2016. Lors de cette formation, la SODEXAM a procédé à la remise de 23 pluviomètres aux OPA de l'antenne de Séguéla. Les OPA concernées devraient installer et démarrer la collecte des données pluviométriques avec les lots de fiches distribuées par la SODEXAM à cet effet. La formation des OPA de l'antenne de Man aura lieu avant le 31 Décembre 2017.

63. Pour la diffusion des informations climatiques via les plateformes digitales et de téléphonie mobile, des échanges ont eu lieu 05/07/17 entre le groupe SEWA Business & Services et la SODEXAM pour explorer la possibilité de déploiement d'une solution technologique durable. Une convention doit être signée entre SEWA et PROPACOM OUEST pour que les activités puissent décoller.

64. **Convention Reboisement Muraille Verte:** Dans le cadre du PTBA 2017, il était prévu l'identification de sites, l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques, à la production en pépinière de plants pour le reboisement, à l'installation des plantations et au suivi de la gestion des sites; la formation des bénéficiaires à l'agroforesterie (approche Taungya) et le renforcement des capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation sur l'agroforesterie et la gestion participative des plantations. . S'y ajoutent 12 séances d'information et de sensibilisation sur le changement climatique, le reboisement communautaire et la lutte contre les feux de brousse dans les régions du Worodougou et du Béré

65. Dans le cadre de l'appui institutionnel, le projet a mis à la disposition du MINEF lors de la cérémonie de remise de matériels à Bouaké le 05/09/2017, deux (2) véhicules doubles cabines 4x4 et 2 motos, dont 1 véhicule les 2 motos ainsi que des kits de matériels informatiques destinés au projet Muraille Verte.

66. Conformément au PTBA 2017, 120 ha de terres ont été reboisées sur 120 ha de prévus en 2017 contre une prévision totale dans ce volet de 1 200 ha. En réalité trois mille (3 000) ha de parcelles avaient été recensés suite à la réalisation de 12 séances de sensibilisation/information des populations et dont 700 hectares ont fait déjà l'objet d'une clarification foncière.

67. La **mission recommande** une implication accrue des communautés dans les activités de reboisement pour assurer une gestion participative des parcelles et garantir ainsi la durabilité des actions de reboisement entreprises dans la zone d'intervention du PROPACOM Ouest. L'accessibilité des parcelles reboisées à Djibrosso s'avère difficile. Le projet devra, dans le cadre des actions de désenclavement prévues, créer des ponceaux et dégager l'emprise de la piste d'accès à la parcelle. La mission note également la nécessité de prendre des dispositions contre les dégâts des parcelles par les animaux en divagation. Il est indispensable d'impliquer les autorités coutumières et préfectorales pour prévenir de tels dégâts.

68. Pour permettre un suivi efficace des travaux de reboisement par le projet Muraille Verte, **la mission suggère** d'installer un agent à Djibrosso au plus près des parcelles et le doter d'une moto (dont a bénéficié le projet). Le projet Muraille Verte devra également prévoir un cahier des charges avec le Cantonnement des Eaux et Forêts de Kani qui se chargera de la supervision des travaux. Ce dispositif de suivi pourra être répliqué dans la région du Béré dans le cadre du PTBA 2018 si le projet est amené à y intervenir.

69. Le projet devrait utiliser le système agroforestier de culture intercalaire dominé par des arbres indigènes tout en rendant assez de terres disponibles pour l'agriculture et alternant ceci avec des bandes de plantations d'arbres fourragères qui assureront la disponibilité de la nourriture pour bétail.

70. **Convention Lutte antiérosive sur les flancs de montagne** : Elle porte sur le reboisement de 400 ha de Flancs des Montagnes et la lutte contre les feux de brousse dans la seule région de Tonkpi. La Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF) de la région de Tonkpi, est en charge de l'exécution du projet.

71. Ce volet a prévu une prospection pour l'identification des sites; une étude sur les besoins en bois-énergie dans la zone d'intervention; l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques, à la production en pépinière de plants pour le reboisement, à l'installation des plantations et au suivi de la gestion des sites; la formation des bénéficiaires à l'agroforesterie (approche Taungya) et le renforcement des capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation par le CNRA concernant l'agroforesterie et la gestion participative des plantations.

72. Le PTBA avait prévu le reboisement de 120 ha de flancs de montagnes dégradées sur Man. Après 13 séances de sensibilisation sur 32 localités, et une adhésion des populations en particulier les jeunes et femmes es des terres identifiées ont été mises à la disposition du projet. L'analyse des fiches de renseignement sur les intentions de cession de terres à reboiser mises à la disposition du Projet et appartenant aux bénéficiaires s'établit à 441 ha ayant déjà fait l'objet d'une clarification foncière. Le Projet de Reboisement des Flancs des Montagnes (PRFM) a par ailleurs assuré la formation de 08 agents en agroforesterie dont 2 agents de la DREF de la région de Tonkpi.

73. La mission note que les coûts unitaires des activités de délimitation des terres, confection de pépinières et reboisement étant au-delà du budget alloué dans la convention, les superficies prévues en 2017 ont été revues à 110 ha sur les 120 ha à reboiser prévus initialement. Ainsi, le reboisement effectif est de 109,65 ha au niveau PRFM. Par conséquent, sur un total de 400 hectares de reboisement prévu par la convention, il reste 290 hectares.

74. **Collaboration avec TRANCHIVOIRE** : Deux experts de l'entreprise forestière Tranchivoire ont participé à la mission de supervision. Leur objectif était d'apprécier les activités agroforestières en cours afin de proposer les opportunités de collaboration. À la fin de la mission, les domaines potentiels de collaboration suivants ont été identifiés: (i) **Station de Man**: Appui aux agriculteurs à l'intégration des arbres à usage multiple dans leurs champs; (ii) **Station de Séguéla**: Appui aux fermiers à planter des arbres à usage multiple dans leurs champs ainsi qu'au sous-projet Muraille Verte à intégrer arbres/ fourragères dans le sous-projet de reboisement « Muraille Verte ». ».

75. **Aménagement des bas-fonds exposés au risque d'inondation**: Ce volet prévoit le financement intégral de l'aménagement de 150 ha de bas-fonds classés à haut risque d'inondation et le renforcement des systèmes de drainage dans les autres bas-fonds aménagés et réhabilités (soit 500 ha). Le projet se concentre sur les zones les plus exposées au risque d'inondation en l'occurrence les bas-fonds des zones rizicoles dans l'antenne de Séguéla (Bobi) et le district des Montagnes (région de Tonkpi-Man). Près de 106 ha ont été identifiés à Bobi pour aménager des bas-fonds situés à côté d'anciens sites miniers en zone rizicole aménagée.

76. **Recherche action pour une intensification agro-écologique durable**: Les termes de références de la convention avec le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) sont en cours de préparation. Sa signature est attendue d'ici le 15 Février 2018 en vue du démarrage effectif des activités dès Mars 2018, au plus tard. Il est attendu de ce partenariat le diagnostic des contraintes et technologies à tester par zone agro-écologique, des activités de recherche-action sur 60 parcelles paysannes (40 en première année et 20 en deuxième année) pour tester des actions de conservation de la fertilité, des modèles d'agroforesterie et des modèles d'agriculture de conservation, la formation des prestataires de service d'appui conseil et les OPA bénéficiaires sur : (i) les techniques d'agriculture de conservation et de Gestion Durable des Terres et des Eaux (GDTE) ; (ii) la production de semences nécessaires pour les jachères améliorées et les plantes inter-culture et cultures

associées ; (iii) la diffusion de modèles les plus performants et résilients au changement climatique à travers 200 démonstrations et visites d'échanges au profit de 160 groupements et OPA ; et (iv) la capitalisation de l'expérience à travers la production de fiches techniques. Une ONG spécialisée devrait être identifiée dès cette année pour accompagner le travail.

77. **Un contrat portant sur une « étude diagnostic de la fertilité des sols »** a été signé avec l'université Nangui Abrogoua (UNA) en Mai 2017 (pour 360 jours de durée), visant des sites de productions rizicoles et maraîchers dans les antennes de Man et de Séguéla. Le démarrage effectif a eu lieu en Octobre 2017, plus de 4 mois après la signature du contrat. Ce retard s'explique par la lenteur des procédures d'ouverture de « compte de projet » par l'université.

78. Cette étude comporte deux parties: 1) étude de la fertilité du sol dans la zone du projet. 2) analyse de l'impact potentiel des biofertilisants sur les cultures dans la zone cible. Des échantillons de sol ont été prélevés pour analyse en octobre 2017 et les résultats sont attendus d'ici la fin janvier 2018.

79. **Appui au programme national d'adaptation au changement climatique:** Un cahier des charges et un plan d'action seront élaborés et discutés après la mission de supervision avec le Ministère chargée de l'Environnement et du Développement Durable. Ce volet entend appuyer : (i) la consolidation du plan national d'adaptation au changement climatique; (ii) les mécanismes de coordination intersectorielle, l'intégration du changement climatique dans les stratégies du secteur agricole et rural, leur mise en œuvre et capitalisation en se basant sur les bonnes pratiques comme l'initiative REDD+.

80. **Santé humaine et respect de l'environnement:** En ce qui concerne les questions de santé humaine, le projet a prévu une formation des bénéficiaires (92/Man et 44/Séguéla) sur les techniques d'application des pesticides et autres intrants nuisibles sur la santé humaine grâce à l'acquisition de 136 kits de protection des exploitants-applicateurs de pesticides. Ces formations se sont déroulées pour l'antenne de Man du 06 au 16 Novembre à Odienné et Man, avec la participation de 63 bénéficiaires. Au niveau de l'antenne de Séguéla, ces formations sont prévues pour la mi-décembre 2017.

81. **Gestion du projet ASAP:** L'absence de responsable dédié à la composante ASAP impacte sur la planification et le suivi de la mise en œuvre et la mise en cohérence des activités sous ce volet. Au vu du retard enregistré et en concertation avec l'UCP, et sur recommandation de la mission de supervision précédente, un spécialiste ASAP a été recruté par le FIDA pour accompagner l'UCP dans le suivi de la bonne mise en œuvre des activités ASAP. Le spécialiste ASAP a démarré son intervention en effectuant une première mission dans les antennes de Man et de Séguéla du 08 au 16/11/2017. Pour rappel, il assurera le rapportage des activités des finances par ASAP et la coordination avec les autres composantes du projet. Il sera en charge d'évaluer sur une base régulière les techniques d'adaptation mises en œuvre dans la zone du projet sur les sites.

Recommandations sur l'adaptation au Changement Climatique

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Projets Muraille Vertes et Flancs de Montagnes		
Ouvrir un compte spécial pour chacun de ces projets afin de faciliter le paiement des sous-traitants après la réalisation effective du service.	Ministère des Eaux et Forêts	20/12/2017
Signer l'accord entre Propacom et SEWA pour le déploiement d'une solution technologique durable de collecte et de diffusion des informations agro-climatiques.	Coordo	31/01/2018
Lancer un appel à «manifestation d'intérêt» afin d'identifier et de présélectionner les sous-traitants potentiels pour chaque projet MINEF	RPM	15/12/2017
Prévoir dans le PTBA 2018 des moyens supplémentaires pour l'entretien des plantations dans le cadre des projets Flancs des Montagnes et Muraille Verte (replantation, désherbage, etc.)	RAF/RPM	15/01/2018
Intensifier et compléter en 2018 les activités de reboisement initialement prévus pour 2016 – 2018 et, à travers un avenant aux conventions, prolonger la période des entretiens jusqu'en 2019 car ces deux projets n'ont effectivement démarré qu'en 2017	RPM/ COORDO/ MINEF	Immédiat et continu
Fournir un soutien du PROPACOM Ouest aux agriculteurs agroforestiers (susciter des microprojets par exemple) sur ces deux sites de sorte à couvrir entièrement la zone reboisée.	RPM/ COORDO/ MINEF	Immédiat et continu
Tenir une réunion trimestrielle pour faciliter la communication entre PROPACOM-UEST et les deux projets du MINEF	CPA/COPA/ MINEF	Immédiat et Continu

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les paysans ayant des parcelles agroforestières dans l'élaboration et la gestion des micro-projets de développement agricole de PROPACOM OUEST et vice versa	CPA des antennes	Immédiat et Continu
SODEXAM		
Accélérer la distribution des pluviomètres acquis aux OPA validées	SODEXAM/ COPA	Immédiat et Continu
Effectuer des missions de terrain pour vérifier que les pluviomètres ont été installés et que les bénéficiaires ont été formés pour un fonctionnement correct de ces pluviomètres et une utilisation optimale des résultats dans la conduite du calendrier cultural	CPA/ SODEXAM	Janvier 2018 et continu
Université Nangui Abrogoua (UNA)		
Accélérer l'étude sur la fertilité des sols et revoir la méthodologie des essais avec les engrais biologiques	UNA	15/12/2017
Collaboration avec Tranchivoire		
Définir les modalités possibles de collaboration avec Tranchivoire car c'est une entité d'exploitation forestière privée.	UCP	31/01/2017

Accès au Financement Rural

82. L'accès aux services financiers pour les cibles du PROPACOM Ouest est prévu dans le cadre de conventions de partenariat entre le projet et des institutions financières.

Signature des conventions de partenariat avec les Institutions financières (IF)

83. **Convention de partenariat avec l'UNACOOPEC-CI.** La convention a été enregistrée aux impôts par l'UNACOOPEC-CI le 24/03/17. Les activités inscrites dans cette convention ont connu un début d'exécution.

84. **Etude RMEC.** Le Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit (RCMEC-CI) n'étant pas représenté à l'Ouest i.e. dans les régions d'intervention du projet, l'étude ne sera finalement pas réalisée et aucun partenariat avec le RCMEC ne sera dès lors établi.

85. **Convention avec MICROCRED-CI** Le processus de finalisation est en cours. Deux courriers mails ont été envoyés à MICROCRED par le SFR pour obtenir les références de leur domiciliation bancaire les 14 et 24 novembre 2017. A ce jour, l'UCP n'a reçu aucune réaction.

86. **Convention CEDAICI.** Le marché a été signé par les Parties le 21/08/2017. La numérotation a été faite par DRMP de Bouaké le 19/10/2017 et l'approbation par le Préfet de Région a eu lieu le 04/11/2017. Après l'enregistrement de cette convention aux impôts le 24/11/2017, les activités contenues dans l'accord peuvent être programmées maintenant.

87. Avec la finalisation des conventions avec MICROCRED et CEDAICI, l'UCP devra entreprendre un vaste programme d'information auprès des OPA de la 2^{ème} et de la 3^{ème} vague de l'antenne de Man, pour permettre à chacune d'ouvrir son compte dans l'IF de son choix. Quant à l'antenne de Séguéla, l'UNACOOPEC-CI est la seule IF partenaire présente dans sa zone.

Déploiement des services financiers en direction des cibles du projet

88. Pour rappel, les conventions de partenariat avec les IF visent le financement: i) des investissements et des activités agricoles des OPA/OP pour lesquels un accord de cofinancement aura été préalablement signé entre ces dernières et l'UCP selon les modalités définies dans le projet ; ii) des entreprises de service intervenant le long des chaînes de valeur agricole ayant ou non signé un accord de cofinancement avec l'UCP; iii) des activités génératrices de revenus (AGR) agricoles et non agricoles des membres des OPA sur une base individuelle ou de groupe. La mise à disposition de la dotation en intrants et le déblocage des premiers prêts d'équipement ont été faits à travers une IF partenaire.

89. **Financement des intrants.** Pour cette campagne 2017, sur la base des micro-projets élaborés suite aux demandes d'appui analysées, seules les COOPECs ont pu offrir le service d'ouverture de compte et de domiciliation des dotations en intrants. La procédure d'acquisition et de règlement des intrants à partir du compte des OPA qui avait été validée en interne lors d'un atelier d'harmonisation le 13/04/2017, a été revue afin de la simplifier pour plus de célérité. Avec cette procédure, le PROPACOM OUEST a pu mettre à la disposition de vingt-quatre (24) OPA la somme de soixante-

onze millions cent dix mille sept cent cinquante francs (71.110.750 FCFA) à travers cinq (5) agences COOPEC.

90. Information et sensibilisation des OPA et les autres cibles sur la stratégie «d'accès au financement rural». Le SFR a effectué plusieurs missions de sensibilisation à l'endroit des membres des CRC, des partenaires techniques et des OPA bénéficiaires. Une mission de prospection et d'identification des OPA et des opérateurs relais pour la sensibilisation et la formation à l'utilisation de l'e-banking a été menée du 14 au 24 février 2017 dans les antennes de Séguéla et Man en collaboration avec l'ONG INNOV DEV qui intervient pour le compte de l'opérateur SEWA. L'objectif global de la mission d'avoir une meilleure connaissance des OPA en vue de garantir l'impact de la sensibilisation et de la formation des OPA et de ses membres, et les objectifs spécifiques étaient les suivants:

- Etablir la typologie des OPA
- Identifier des opérateurs relais (marchands, OPA, et autres)
- Finaliser le plan de sensibilisation et de formation à l'inclusion financière.

91. Organisation de la mise à disposition des fonds intrants et équipements aux IF pour le compte des OPA. Des missions de sensibilisation ont été menées auprès des OPA pour l'ouverture de comptes dans la COOPEC de leur localité pour recevoir la dotation intrants et pour la mobilisation des apports des bénéficiaires (10%) pour les équipements. L'UCP a adressé une demande de paiement direct (DPD) pour approvisionner le compte de l'UNACOOPEC-CI ouvert à cet effet. Ce compte a été approvisionné à hauteur de 452.418.776 FCFA le 03/08/2017. Sur ces fonds disponibles et à la demande de l'UCP, l'UNACOOPEC-CI a viré la somme de 71.110.750 FCFA à vingt-quatre (24) OPA au titre de fonds intrants pour la campagne 2017, soit à peine 16%. Ces fonds ont servi à régler les fournisseurs des OPA à travers les COOPEC. Pour les équipements l'UCP a adressé une demande de virement de 3.675.936 FCFA, les neuf (09) premières OPA dont les prêts ont été accordés par la COOPEC d'Odienné

92. Recrutement d'un gestionnaire du mécanisme de partage de risques (MPR). Après l'ANO du FIDA sur les TDR et le DAO, un avis d'appel d'offres a été lancé le dans le BOMP n°1424 du 05 septembre 2017. Suite aux publications dans Fraternité Matin, l'UCP a enregistré deux offres dont la séance d'ouverture s'est faite le 10/10/2017. A l'analyse des dossiers, un seul dossier remplissait les conditions techniques (note >70/100), mais dont la proposition financière était au-delà du marché. Sur recommandation de la Commission de Jugement des Offres (COJO), des négociations ont été faites le 14/11/2017, avec le soumissionnaire pour parvenir à un prix satisfaisant les parties. Le marché a été attribué au Cabinet MB & Associés, cabinet comptable régulièrement enregistré en Côte d'Ivoire. Le processus de validation de la contractualisation est en cours.

93. Financement des équipements et activités génératrices de revenus (AGR). A la suite de la réunion de cadrage avec l'UNACOOPEC, un chronogramme a été établi pour le traitement des demandes de crédit pour le financement des équipements. Sur les 41 microprojets de la 1^{ère} vague, ce sont 27 demandes qui ont été enregistrées dans 6 COOPEC. Après traitement, neuf (9) demandes de crédit ont été débloquées pour un montant de 12.729.000 FCFA. A l'analyse, il ressort que deux (02) dossiers sont en cours de validation, huit (08) dossiers sont en attente de l'apport de 10% des OPA et 8 autres dossiers sont incomplets. Un (1) dossier de demande de crédit introduite par un acteur individuel de la chaîne de valeur pour un montant de 7.000.000 FCFA au niveau de Séguéla est en cours de validation pour la commercialisation du maïs. Notons que l'UNACOOPEC-CI a accepté de financer ces acteurs en attendant l'opérationnalisation du MPR (notamment le recrutement du gestionnaire).

94. Deux types de crédit ont été admis dans la convention à l'attention des membres des OPA exerçant des AGR ; il s'agit du micro crédit rural (MCR) à titre individuel et du crédit groupement rural (CGR) par groupe de 5 ou de 10 personnes. Malheureusement à ce jour, le projet n'a enregistré aucune demande de crédit dans les COOPEC.

95. Elaboration des plans d'affaire. Les plans d'affaire des OPA sont confiés à des consultants pour élaboration, avant transmission aux IF, qui à leur tour font une contre étude avant la mise en place de crédit des OPA. Pour les 110 microprojets de la 2^{ème} vague dont l'élaboration des plans d'affaire a été confiée à 11 consultants en fonction des lots depuis juin 2017. A ce jour, il n'a été enregistré que moins de la moitié des rapports. Cette procédure rallonge inutilement le délai de mise

à disposition des crédits aux OPA. La mission recommande à l'UCP de prendre les dispositions pour raccourcir les délais d'élaboration des plans d'affaire et le traitement des dossiers par les IF.

Les services de E-banking

96. Dans le cadre de la convention avec l'UNACOOPEC-CI, il est prévu, à travers un partenariat entre cette dernière et la société SEWA, de tester le déploiement d'un réseau d'agents dans les villages auprès desquels les OPA/OP et leurs membres détenant un compte auprès de la COOPEC pourront effectuer des opérations de dépôt ou de retrait sans avoir à se déplacer à la COOPEC grâce à un porte-monnaie électronique sur un support de carte magnétique auquel ils pourront souscrire. La contribution du PROPACOM porte sur la mise à disposition de ressources pour l'acquisition des équipements (TPE) qui doivent être déployés notamment au niveau des agents pour qu'ils puissent effectuer les opérations. Il est actuellement prévu de déployer ce service dans 3 COOPEC de la zone du projet au travers de 12 agents (opérateurs relais) dont certains ont déjà été identifiés. Le déploiement d'un réseau d'agents, l'accompagnement nécessaire et l'enrôlement des clients au service et leur formation représente une tâche complexe et coûteuse en temps et en ressources. Le démarrage des activités par le prestataire est prévu pour le 06 décembre 2017 sur une durée de quatre (04) mois. Les différentes étapes prévues pour le déroulement de la mission sont les suivantes : (i) Formation des agents sur la plateforme, (ii) Formation pratique pour un transfert de compétence avec l'utilisation des cartes sur : le déblocage des crédits, le retrait de fonds par carte, et les remboursements des crédits suivant les échéances par cartes. Une dernière activité va concerner la compréhension des opérateurs relais pour les opérations de dépôts et de retraits de fonds pour les cibles ne disposant pas de la carte groupe.

Activités d'accompagnement

97. Au cours de la période sous revue plusieurs activités d'accompagnement ont été conduites. Il s'agit : i) de missions d'information et de sensibilisation sur les mécanismes de financement auprès des OPA comme déjà mentionné ci-dessus ; ii) de formations réalisées avec l'appui de DID (Développement international Desjardins) en mars 2017, une formation de formateurs en éducation financière pour 14 auditeurs, principalement des agents de l'UNACOOPEC et de CEDAICI, a été organisée à Yamoussoukro ; ces formateurs seront ensuite chargés de diffuser les modules d'éducation financière auprès des cibles du PROPACOM et des autres agents des IF, DID supervisera certaines de ces séances de formation pour certifier les formateurs ; iii) d'un atelier de coaching en montage et analyse des dossiers de financement des premiers microprojets a été animé par des experts de DID pour les agents de crédits des IF partenaires en avril 2017 à Daloa, UNACOOPEC-CI et CEDAICI étaient représentés à l'exception de MICROCRED. Un atelier de formation à l'utilisation de la solution e-banking à l'attention 50 membres des OPA a été organisé du 28 au 30 août 2017 dans les antennes de Séguéla et de Man. Il s'agira maintenant de procéder aux duplications du module « Education financière » à réaliser par les sept (07) agents de crédit recrutés.

Appuis institutionnels aux IF

98. L'UNACOOPEC-CI qui est la seule IF actuellement, dont la convention est active, a transmis son rapport de démarrage le 31/03/2017 et adressé une facture à l'UCP le 12/05/2017, pour la mise à disposition des ressources pour couvrir les frais de fonctionnement des agents de crédit dédiés et pour la phase pilote du e-banking. Cette facture d'un montant de 18.231.580 FCFA été payée et les fonds ont été virés sur le compte de l'UNACOOPEC-CI, le 21/06/2017. Les prochaines tranches seront mises à disposition à la demande de l'UNACOOPEC-CI, après justification de l'utilisation des fonds déjà reçus.

99. Acquisition de matériel roulant. Huit (8) motos (07 motos pour les COOPEC et 01 moto pour le CDAICI) avec tous les accessoires, destinées aux agents de crédit ont été acquises le 21/06/2017. Après l'immatriculation des motos, elles ont fait l'objet d'une cérémonie de remise officielle à la DR MINADER de Bouaké, le 05 septembre 2017, en même temps que les ordinateurs.

100. Dix (10) ordinateurs portables (08 pour l'UNACOOPEC et 02 pour le CDAICI) destinés aux agents de crédit des IF et aux points focaux ont été acquis le 26/06/2017. Le matériel a été réceptionné après vérifications techniques de la structure en charge de la maintenance informatique de l'UCP. La remise de ce matériel s'est faite lors d'une cérémonie officielle à la DR MINADER de Bouaké, le 05 septembre 2017.

101. Acquisition d'un logiciel de gestion spécifique pour les crédits aux OPA. A la suite de l'ANO du FIDA du 02 mai 2017 sur les TDR, l'UCP, après une première mise en concurrence revenue

infructueuse, a lancé à travers le BOMP n°1420 du 8 août 2017, une procédure simplifiée à compétition ouverte (PSO) en vue de sélectionner un prestataire pour la fourniture, livraison et installation d'un logiciel de gestion de crédits spécifiques aux cibles du PROPACOM OUEST dans les IF/UCP.

102. A l'issue de la seconde publication, le groupement VIRTUAL NETWORK ENTREPRISE/ADDENDA SOFTWARE ayant présenté l'offre évaluée conforme et moins distante a été déclarée attributaire du marché. L'ordre de démarrage a été donné à cette entreprise le 24/10/2017, avec un délai d'exécution de 90 jours. La fin du contrat est prévue pour le 28 janvier 2018. Un chronogramme d'installation du logiciel a été établi par le prestataire pour les 19 et 20 janvier 2018.

Recommandations sur l'accès au financement rural

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Recueillir auprès de MICROCRED la dernière information nécessaire à la finalisation de la convention (Relevé d'identité bancaire).	SFR	Immédiat
Préparer la liste des OPA en attente de libérer leur contribution de 10% et préciser avec elles une date limite de libération de cette contribution	IF / SFR	Décembre 2017
Accélérer auprès des Institutions Financières la finalisation des dossiers de demande de crédit par la validation et la signature des Directions Régionales de l'UNACOOPEC	SFR/UNACOOPEC	Décembre 2017
Effectuer un suivi mensuel du déploiement des services de e-banking et assister aux tests d'intégration dans chacune des antennes retenues.	SFR/ COPAs /UNACOOPEC	A partir de fin décembre 2017
Veiller à ce que les OPA poursuivent la formation sur l'éducation financière après les duplications réalisées par les 7 agents de crédits recrutés.	SFR/ UNACOOPEC	Immédiat et Continu

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

103. **PTBA 2017.** Les activités suivantes étaient programmées : i) réalisation d'une étude sur les modèles de mise en marché des produits vivriers et organisation d'un atelier de restitution (activité initialement prévue dans le cadre du PROPACOM et reportée dans PROPACOM Ouest) ; ii) mise en place d'un système d'information de marchés -SIM- (activité également prévue dans PROPACOM et reportée) ; iii) recrutement d'une assistance technique et de deux consultants pour l'appui à la mise en œuvre des activités du projet liées à la transformation et à la commercialisation ; iii) création d'un répertoire des fournisseurs et des spécifications techniques des équipements post-récolte utilisés dans les 4 filières ciblées ; iv) évaluation de la possibilité de fonctionnement de 3 mini-rizeries grâce à l'énergie solaire ; v) organisation de 2 séances d'information et de sensibilisation des OPA sur la stratégie de financement des infrastructures marchandes ; vi) clarification foncière de 17 sites destinés à accueillir des infrastructures de stockage et de transformation ; vii) réalisation d'une étude technique pour l'aménagement de pistes rurales de désenclavement.

104. **Appui à la mise en œuvre de la composante 2.** L'assistant technique (AT) recruté depuis la fin mai, a réalisé à ce jour 3 missions de terrain en mai-juin, juillet-Août et novembre 2017 qui ont notamment permis de fournir un appui méthodologique à l'UCP et aux antennes sur l'orientation des interventions du projet (appui réalisé en collaboration avec le consultant chargé de l'appui à l'UCP).

105. Les deux consultants en transformation et en commercialisation (CTC) ont été recrutés et ont pris leur fonction début novembre pour une durée de 11 mois. Un plan d'action de leur mission a été préparé et validé avec l'AT. Nécessairement ambitieux vu le retard pris sur cette composante, ce plan est réaliste et cohérent avec les objectifs qui leur sont assignés. Le recrutement de l'opérateur post-récolte en charge de la mise en œuvre de la composante 2 a été reporté à nouveau.

106. **Etude sur les modèles de mise en marché.** Un bureau d'étude a été recruté, l'ordre de démarrage a été fixé au 16 août 2017 et un rapport de démarrage a été remis le 28 août. L'avance de démarrage n'a toutefois pas encore été payée si bien que le prestataire n'a pas commencé l'étude. Il devient urgent que cette étude démarre de manière à nourrir le travail de l'AT et des CTC chargés d'appuyer et d'accélérer la mise en œuvre de la composante 2.

107. **Système d'information de marchés (SIM).** Les échanges sont toujours en cours avec l'ONG RONGEAD sans que cela ne se soit concrétisé par la formulation d'une proposition technique et

financière. Les discussions étant entamées depuis maintenant plusieurs mois, il convient de finaliser très rapidement cette phase préparatoire ou de penser à chercher un autre prestataire si RONGEAD n'est pas en mesure de faire une offre pertinente.

108. Plans d'actions des 4 filières. Les plans d'action d'urgence pour les filières maïs et riz n'ont pas été réalisés. Rien n'a donc été fait pour accélérer les MP de valorisation et profiter de la campagne de saison pluvieuse dans ces deux filières. Les plans d'action sur 3 ans pour les 4 filières n'ont pas non plus été réalisés

109. Recensement des acteurs des 4 filières. Ce recensement est destiné à identifier tous les acteurs de l'aval des 4 filières opérant dans les zones du projet, non seulement les OPA mais aussi les acteurs privés. L'objectif est de pouvoir faciliter les appuis qui peuvent leur être apportés ainsi que d'encourager la mise en place de binômes (producteur-transformateur, producteur-commerçant, transformateur-commerçant). Ce recensement est en cours.

110. Accès des OPA aux équipements de transformation. En premier lieu, l'AT a identifié et établi une liste des principaux fournisseurs qui pourront être sollicités par les OPA. Il a en outre préparé les spécifications techniques des équipements utilisés dans la transformation du riz, du maïs, du manioc et des produits maraîchers.

111. En second lieu, les plans d'affaire de 26 OPA de transformation ont été élaborés (11 OPA à Man et 15 à Séguéla). Les COOPEC sont entrés en contact avec les requérants en vue d'analyser et finaliser leur dossier de crédit. A Man, 8 dossiers de crédits ont été validés. En plus de l'instruction réalisée par la COOPEC, il faudrait que l'AT et les CTC réalisent une relecture poussée de ces plans d'affaire.

112. Les visites de terrain effectuées par la mission ont permis de démontrer la nécessité pour les OPA : (i) de disposer d'une expérience en matière de transformation ; (ii) de mieux maîtriser le marché où la production va être vendue; (iii) d'acquérir les équipements dont la capacité correspond au type de l'OPA; (iv) de ne pas compter, pour la mise en place de l'apport personnel, que sur le revenu de la vente des futurs produits ; (v) de ne financer que des OPA ayant un avantage comparatif en matière de transformation, c'est-à-dire disposant d'une expérience avérée dans le domaine de la gestion et de la maintenance des équipements pour éviter de faire des investissements inutiles.

113. En conclusion sur la composante 2. En matière d'équipement et d'infrastructure, aucun appui à des unités de transformation ou de commercialisation, ne s'est encore matérialisé. Seuls les plans d'affaire et l'équipement de 25 OPA (sur 26) sont en cours d'instruction. En matière d'appui-conseil, seules quelques missions de sensibilisation à la stratégie de financement et deux tournées de communication sur les nouvelles procédures d'acquisition des intrants et équipements ont été menées. Aucune action portant sur la structuration et la dynamisation des filières n'a été initiée, notamment celles portant sur : i) appui à la création des ESOP ; (ii) étude sur les modalités de mise en marché, iii) système d'information des marchés, iv) appui l'organisation des OPA en unions et structuration des acteurs de l'aval, et v) appui à la contractualisation et à la commercialisation en particulier à travers l'encouragement d'initiatives de binômes. Trois ans après le début du projet, l'état de la mise en œuvre de cette composante n'est donc pas satisfaisant du tout.

114. Le recrutement de l'AT en mai 2017 et des deux CTC en novembre 2017, tous désormais pleinement opérationnels, est toutefois de nature à induire une accélération de la mise en œuvre des activités de cette composante à partir de 2018. Cette accélération devra être reflétée dans un PTBA 2018 de la composante 2 que la **mission recommande** d'être d'un niveau plus ambitieux encore que ce que la présente mission de supervision a lu dans la version provisoire du PTBA 2018.

Recommandations sur l'appui à la valorisation et la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Finaliser avec RONGEAD les discussions sur sa contractualisation pour la mise en place du système d'information de marchés et, si besoin, changer de prestataire	AT, CTC	Janvier 2018
Définir une stratégie d'intervention auprès des acteurs non OPA en aval de la production insuffisamment appuyés (facilitation de l'accès au crédit)	AT, CTC/ SFR	Mars 2018
Augmenter les activités et le budget de la composante 2 dans le PTBA 2018 en particulier en matière d'infrastructure de valorisation	COORDO/ CSE/ CTC	Immédiat

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

115. **Construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla.** Les travaux de construction des antennes ont démarré en Août 2017 et sont en cours pour une durée calendaire de 4 mois. Le niveau de construction est de 50% selon les deux directions régionales du Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme (MCLAU) chargé du contrôle, suivi des travaux. Il reste les activités de crépissage, carrelage, électricité, plomberie et installation des sanitaires. Cependant la date de livraison risque de glisser vers février 2018.

116. **Fonctionnement de l'UCP et l'antenne.** Il s'agit essentiellement d'assurer les frais de fonctionnement des unités de gestions du projet (salaires, indemnités de mission, carburant, téléphone, etc.). Les approvisionnements de ces régies à travers des OP ont été faits pour permettre une autonomie des antennes dans la gestion des dépenses courantes.

117. **Organisation de réunions d'équipe.** La tenue de réunions régulières (au sein des antennes et entre le siège et les différentes antennes), tel que préconisé par les précédentes missions de supervision, est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet et atteindre réellement des objectifs de développement. Cependant, même si la fréquence de telles réunions peut sembler prendre beaucoup de temps aux agents des antennes, il est proposé la tenue de réunions mensuelles pour les agents des antennes et de l'UCP qui seront élargies, de manière trimestrielle, aux prestataires et partenaires dans la mise en œuvre du Projet. De même des réunions hebdomadaires doivent se poursuivre aussi bien au sein des Antennes qu'au niveau de l'UCP avec un partage systématique des comptes rendus des différentes réunions.

118. **Atelier bilan de l'exécution du PTBA.** En début d'année, l'UCP a organisé un atelier bilan de l'exécution du PTBA 2016 organisée du 16/01/17 au 18/01/17 à Yamoussoukro avec l'ensemble du personnel du projet et des partenaires de mise en œuvre (DRMP, Agent comptable, régisseurs et MINADER, SODEXAM, Projet Muraille Verte, Projet reboisement flancs des montagnes, Contrôleur financier). Cet atelier a permis de faire le bilan des activités réalisées en 2016 afin de proposer des actions/mesures pour améliorer l'exécution du PTBA 2017-2018. **Il est recommandé** d'organiser une telle réunion-bilan du PTBA 2017 dès janvier 2018 tout en s'assurant d'en tirer et appliquer toutes les leçons qui en ressortent.

119. **Réunions mensuelles** L'UCP a organisé 2 réunions mensuelles à Bouaké avec les antennes le 16/01/17 et le 13/03/17. Ces réunions, qui ressemblent en définitive à des réunions trimestrielles au vu de l'écart entre deux réunions, ont permis de faire le point de l'état d'avancement des activités par antenne.

120. **Réunion trimestrielle.** La première réunion trimestrielle a eu lieu du 24 au 28/04/17 avec l'ensemble du personnel du projet et des partenaires de mise en œuvre (DRMP, Agent comptable, régisseurs et MINADER, SODEXAM, Projet Muraille Verte, Projet reboisement flancs des montagnes, Contrôleur financier).

121. **Atelier de révision du PTBA 2017.** Il s'est déroulé sur 2 jours avant la session ordinaire du COP tenue le 13/07/2017.

122. **Rapport d'activités périodiques.** Les rapports d'activités du 1er, 2ème et 3ème trimestres de l'UCP et les rapport d'activités du 1er et 2ème trimestre des antennes sont disponibles.

Renforcement des capacités et gestion des savoirs

Gestion des savoirs

123. Il est urgent que le projet mette en place une stratégie de gestion des savoirs. En effet, aucune activité n'a été réalisée ni programmée dans ce domaine malgré les recommandations antérieures. Un (1) membre de l'équipe a participé à un exercice de « learning routes » au Niger mais n'a pas su tirer de cette activité des idées pour initier des activités d'apprentissage au niveau du projet. Une formation in situ est nécessaire pour que le projet internalise des activités d'apprentissage et se dote d'une stratégie et d'un plan d'actions de capitalisation des pratiques.

124. Comme première étape, la mission recommande que l'UCP fasse appel de manière temporaire à un archiviste afin de renseigner le module d'archivage sur RUCHE et proposer un système global d'archivage et de sauvegarde à l'ensemble du projet pour éviter les écueils du PROPACOM

(dispersion, perte ou vol de données). Le RSE, accompagné des CSE, aura pour mission d'encourager l'ensemble du personnel à utiliser ce module d'archivage.

125. La mission trouve nécessaire, comme déjà évoqué lors de la précédente mission de supervision, la mise en place d'un serveur informatique, un outil qui reste crucial pour faciliter la circulation de l'information, améliorer la communication et le partage des données et augmenter les synergies de travail qui manquent encore cruellement au sein de l'équipe.

126. Le projet devra également envisager la mise en place un système d'information géographique (SIG) qui lui permettra d'avoir une approche beaucoup plus ancrée dans le terroir, ce qui est crucial dans une approche filière afin de développer des sites de concentration des activités (MP, ASAP, infrastructures de transformation, de commercialisation, de désenclavement, etc.) autour des aménagements hydro-agricoles et créer un tissu économique permettant de dynamiser les différents maillons de la chaîne.

127. Au-delà de la mise en place de ces outils, la **mission recommande** au projet de recourir à des séances de formation dans le cadre de son plan de renforcement des capacités.

Renforcement des capacités

128. Une formation des utilisateurs de Tom2Pro, TomTom2Marché a été réalisée par le cabinet AGOSOFT du 11 au 15 Septembre 2017.

Recommandation sur la Gestion des savoirs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser une réunion-bilan du PTBA 2017	COORDO	mi-janvier 2018
Organiser une formation interne sur la gestion des savoirs avec l'équipe et les partenaires-clés et le référencement des données existantes dans le système de suivi-évaluation	COORDO	mi février 2018
Elaborer un plan de renforcement des capacités	Coordo	Mars 2018

Orientation et Pilotage du projet

129. **Cadres Régionaux de Concertation (CRC).** Les antennes ont tenu leur première session annuelle ordinaire du CRC de cette année le 23 Juin 2017 pour l'antenne de Man et le 04 juillet 2017 pour l'antenne de Séguéla. L'objectif de cet atelier était de présenter l'état d'avancement des activités réalisées au niveau de chaque antenne et faire valider la liste de la 2^{ème} vague de demandes d'appui devant faire l'objet de reformulation en microprojets par les consultants.

130. **Comité d'Orientation et de Pilotage (COP).** La 4^{ème} session ordinaire du COP a eu lieu le 03/11/16 à **Bouaké**. Il a examiné le projet de PTBA 2017. La 5^{ème} session ordinaire du COP a eu lieu le 13/07/2017. Elle a examiné le projet de PTBA 2017 révisé.

131. Dans le cadre de l'Assistance technique à l'UCP, deux consultants ont été recrutés. L'un des consultants devant apporter un coaching à l'UCP et à la Coordination pour une planification fine des activités a démarré ses activités le 30/06/2017. Bien que son contrat ait été interrompu pour raison médicale en septembre 2017, l'appui du premier consultant sur la planification fine des activités a permis de faire des propositions d'activités pour la révision du PTBA 2017, la préparation des PTBA 2018 et 2019 sur la base du stock de demandes reçues des OPA en Antennes. En outre, une relecture des documents du projet a permis de faire ressortir des incohérences et proposer l'allègement des procédures de financement des microprojets. Les propositions ont commencé à être mises en œuvre au niveau des Antennes. En outre, des orientations en vue de la préparation de la revue à mi-parcours ont été faites.

132. Le second consultant a travaillé essentiellement avec les Antennes pour le démarrage effectif et la mise en œuvre efficiente des activités prévues sur le volet valorisation et mise en marché avec un appui spécifique pour la facilitation de l'acquisition des équipements des OPA via les IF. Il a effectué une mission de terrain dans les Antennes de Séguéla et de Man du 22 mai au 4 juin 2017.

Suivi-évaluation externe du MINADER et Appréciation de la qualité de l'appui

133. Le MINADER, en tant que ministère de tutelle technique, a pour mission de fournir au PROPACOM une assistance stratégique et technique. C'est dans ce cadre qu'il apporte au projet les

appuis suivants : (i) pilotage stratégique à travers la Présidence du COP, (ii) préparation du PTBA ; (iii) le suivi évaluation externe de la mise en œuvre du projet. L'appui fourni par le MINADER a surtout concerné le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation des Projet (DEP). En 2017, la DEP a déjà effectué 2 missions de suivi-évaluation dont l'une en février 2017 et la 2nde en septembre 2017 dans les antennes de Man et Séguéla. Elle a aussi assisté l'UCP dans l'élaboration du PTBA 2018.

134. Le MINADER a procédé au recrutement du chargé des OPA et Chef d'Antenne (COPA-CA) de l'antenne de Séguéla. Ceux du CPA de Séguéla et COPA de Man sont en cours et devront être finalisés à la mi-janvier 2018.

135. Le MINADER devrait faire profiter le PROPACOM Ouest des appuis mis en place par le comité ad hoc qui a pour mission d'assister l'UCP dans l'exécution du projet en vue d'améliorer sa performance et le faire sortir de la catégorie des projets à problème. Les actions du comité ont visé le renforcement des capacités de l'UCP en matière de planification des activités et de passation des marchés. Le Comité ad hoc d'appui et le comité d'orientation et de Pilotage du PROPACOM Ouest ont également été tenus sous la présidence du MINADER en juillet 2017. Des recommandations ont été faites et seront analysées au prochain COP prévu pour la mi-décembre.

136. L'UCP a également bénéficié de l'expertise des Directions techniques du MINADER (DEP, DMEME) pour la pré-identification des sites rizicoles et maraîchers issus des demandes d'appuis de la 3^{ème} vague formulées dans les antennes de Man et de Séguéla en vue des aménagements sous convention BNETD.

137. L'UCP a également bénéficié de l'appui des Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) ou Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) pour soutenir la mise en œuvre des activités techniques du projet. Cette expertise sera utilisée à travers i) leur implication effective dans la définition des spécifications techniques des biens à acquérir (matériels et équipements) et des TDR de services à offrir (études et travaux), ii) leur participation à la dispense de formation et de renforcement de capacités des membres des OPA à l'utilisation des matériels et équipements acquis (motoculteurs, batteuses-vanneuses, égreneuses, etc.); iii) l'inspection, la vérification et la réception de ces matériels et équipements.

138. En plus du recours à l'expertise des structures du MINADER, l'UCP et les antennes régionales du projet doivent continuer à effectuer des missions conjointes de suivi, d'évaluation et de constats du processus de résilience des marchés en souffrance avec les services déconcentrés de l'agriculture. Toutefois, cette collaboration devra être formalisée par un accord-cadre entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA.

139. Au niveau des régions, la mission constate avec satisfaction l'implication des Direction Régionales de l'Agriculture DRA dans le suivi et la supervision des activités du projet et la formalisation de cette collaboration par des cahiers des charges. Cette implication devra permettre de faciliter le désengagement du projet lors de son achèvement.

140. Toutefois, cette implication ne devra pas retirer ou soustraire les antennes de leurs obligations de coordination et supervision de la mise en œuvre des activités. Le cahier des charges devra permettre de faciliter la participation systématique des DRA aux missions de suivi et de supervision des antennes et la conduite par celles-ci de manière périodique (2 fois par année) de missions de suivi-évaluation externe à l'échelle de l'antenne et faciliter la réalisation de certaines activités qui relève de leur compétence (clarification foncière). Le cahier des charges signé avec les DRA sera basé sur la performance (formulation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs précis) évaluer annuellement et feront l'objet de rapport périodiques.

141. Face à la situation de sous-effectif de l'UCP, qui affecte considérablement la performance du projet et contrarie l'atteinte des objectifs du projet, **la mission** réitère auprès du MINADER **sa recommandation** d'accélérer le recrutement du personnel manquant au risque de contrarier l'atteinte des objectifs du projet.

Suivi-Evaluation

142. **Etat d'avancement depuis la dernière mission de supervision.** Au moment de la mission, le recrutement du RSE n'est toujours pas finalisé alors que ce poste est vacant depuis le 31/05/2017. En effet, après un appel à candidature resté infructueux, la parution d'un second avis de recrutement vient d'être réalisée. En outre, les chargés de suivi-évaluation (CSE) ont également dû faire face à la

vacance de certains postes-clé au niveau des antennes depuis le mois de mai 2017. Ainsi, le CSE de Séguéla a dû assurer avec le CAFM l'intérim du Chargé de Production Agricole et du chargé des OPA (COPA)/chef d'antenne, qui vient tout juste d'être recruté. Au niveau de l'antenne de Man, le CSE a aussi dû assurer l'intérim du chef d'antenne/COPA. Dans ce contexte, les recommandations de la dernière mission de supervision en matière de suivi-évaluation n'ont pas toutes été mises en œuvre : 6 sont en cours de réalisation, 4 n'ont pas pu être réalisées et une seule a pu être réalisée.

143. Les activités clés qui sont encore en cours mais qui n'ont pas pu être finalisées au regard de la situation sont les suivantes :

- adapter le module de suivi des MP en y incluant les données sur le montage final ainsi que des indicateurs d'effet ; le consultant RUCHE s'est déplacé à deux reprises et le travail a été lancé ; et
- saisir les données des MP dans l'application de SE au fur et à mesure et saisir les indicateurs SYGRI et le CMR finalisé ; la saisie a été retardée par le manque de temps.

144. De manière générale, l'application informatique de SE n'est pas à jour, à part pour le suivi du PTBA. L'application permettrait pourtant de gérer efficacement un grand nombre de fonctions de SE (suivi de l'avancement du PTBA, taux d'exécution, suivi des résultats, du cadre logique, production de tableau de bord, etc.). A la lumière des retards accumulés, la **mission recommande** que les CSE et le futur RSE planifient des réunions mensuelles en ligne et bimensuelles à l'UCP (voire tournantes d'une antenne à l'autre) afin de finaliser les modules de suivi des MP, d'actualiser le CMR par rapport aux constats émis dans le rapport de supervision de juin 2017 (intégration d'indicateurs d'effets) et de terminer la saisie des données des MP dans RUCHE au niveau des deux antennes. En effet, le nombre d'activités devrait monter en puissance dans les prochains mois, il faut donc que les outils de suivi soient en place et fonctionnels.

145. La faiblesse notoire relevée concerne la consolidation des données statistiques du projet, rendant difficile la vue globale de l'avancement vers les résultats et une analyse des données. La **mission recommande** donc en attendant la prise de service des agents promis par le MINADER et le recrutement du nouveau RSE, de recruter un consultant expert en SSE pour accompagner l'UCP sur les deux projets.

146. **Préparation de la revue à mi-parcours (RMP).** Afin de préparer l'arrivée de la mission de RMP du PROPACOM Ouest, qui aura lieu durant le premier semestre 2018 (soit avant ou après la mission d'achèvement du PROPACOM), les CSE devront mettre à disposition de l'équipe les données consolidées de toutes les activités entreprises depuis le début du projet et les résultats obtenus par rapport aux cibles à atteindre. Les CSE devront particulièrement suivre les résultats de la campagne agricole dès la fin des récoltes (courant janvier 2018) afin d'établir des niveaux de rendements par rapports aux surfaces emblavées pour chaque spéculation (notamment le riz et le maïs, puisque le manioc ne sera récolté qu'en septembre prochain). Des données consolidées devront également être produites sur le taux de reconstitution des fonds intrants. Des mini-enquêtes pourront être effectuées afin d'évaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires, des prestataires et des partenaires stratégiques tels que les IF (utiliser par exemple la méthodologie d'enquête sur les effets basée sur les perceptions partagée par la mission).

147. De manière générale, le projet et les parties prenantes devront évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des stratégies et mécanismes mis en place sans oublier le financement ASAP (stratégies de ciblage, d'appui-conseil/structuration, de reboisement, approche filière, mécanisme de financement des intrants et des équipements, etc.).

148. **Suivi des effets du projet.** Dès l'année prochaine le projet devra renseigner les indicateurs d'effet du projet (*outcomes*). Avec la montée en puissance des activités, des protocoles de suivi devront être développés en concertation avec les chargés de production agricole, les COPA, les partenaires stratégiques, en particulier les DR, et les différents prestataires sur les rendements obtenus, les taux d'adoption des techniques et technologies promues par le projet au niveau de la production et de la post-production, le niveau de maturité des OPA, le volume des crédits octroyés, etc. La comparaison avec les situations de référence devra également être faite. Pour que les parties prenantes s'approprient les outils de suivi, les indicateurs retenus devront être adoptés de manière participative et inscrits dans les conventions/protocoles/cahiers des charges. Chaque acteur devra faire l'objet d'un suivi mensuel par la cellule de suivi-évaluation. En particulier, la **mission recommande** de revoir le cahier des charges des DR MINADER pour baser leur reconduction sur la performance et mieux les circonscrire (mission conjointes de suivi avec les antennes, mission de

suivi-évaluation externe au niveau de l'antenne, clarification foncière, etc.) afin d'éviter la duplication avec le rôle des antennes.

149. **Mise en place du nouveau système de suivi du FIDA : ORMS.** Le FIDA est en train de refondre son système de suivi de gestion des résultats et de l'impact avec la mise en place du système ORMS (*Operational Results Management System*). Dans ce cadre, une nouvelle liste d'indicateurs a été produite pour remplacer les indicateurs SYGRI de premier et deuxième niveau, avec l'introduction d'indicateurs quantitatifs pour mesurer les effets. Le cadre logique du PROPACOM Ouest a été révisé par rapport aux nouveaux critères du FIDA. Le projet devra néanmoins continuer à produire les données SYGRI pour l'année 2017 et 2018 afin de satisfaire les besoins en données du siège (atteinte des objectifs IFAD10). La coordonnatrice du projet a pu participer à une séance de formation sur le suivi-évaluation (CLEAR) dans le cadre du déploiement du nouveau système. **La mission recommande** qu'une restitution soit faite le plus rapidement possible à l'endroit des CSE et du reste du personnel clé et que le futur RSE ou au moins un des CSE puisse bénéficier de la prochaine vague de formation prévue en avril 2018.

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Prévoir la formation du RSE et des CSE par le consultant international qui a mis en place le Système de Suivi Evaluation y compris un appui pour le suivi des effets du projet et de ASAP et proposer leur participation à la prochaine formation CLEAR	RPM	Dès le recrutement du RSE
Recruter, en attendant le nouveau CSE ou le détachement d'un expert de la DEP, un consultant expert en SSE pour accompagner l'UCP		
Finaliser les modules de suivi des MP sous RUCHE, saisir le CMR actualisé, et terminer la saisie des MP	CSE/(RSE) avec le concepteur de l'application	01/04/2018
Organiser des séances périodiques hebdomadaires dédiée à la mise à jour de RUCHE	CSE/(RSE)	Continu, chaque semaine
Consolider les données du projet par rapport aux cibles globales à atteindre pour la revue à mi-parcours	CSE/(RSE)	01/04/2018
Collecter, analyser et consolider les données de la première campagne agricole (rendements, taux de reconstitution fonds intrant, etc.)	CSE/(RSE)	01/03/2018
Intégrer des indicateurs de suivi des résultats dans chaque convention/protocole/cahier des charges et faire leur suivi mensuel	CSE/(RSE)	Continu
Restituer la séance de formation « CLEAR » en SE au personnel clé du projet	COORDO	15/01/2018
Revoir le cahier des charges des DR MINADER pour baser leur reconduction sur la performance et mieux les circonscrire (mission conjointes de suivi avec les antennes, mission de suivi-évaluation externe au niveau de l'antenne, clarification foncière, etc.) afin d'éviter la duplication avec le rôle des antennes	COPA/antenne	Janvier 2017

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Ciblage des OPA bénéficiaires

150. Le PROPACOM Ouest a démarré ses activités en 2016 par la sensibilisation et l'information des OPA. Les premières demandes d'appuis formulées par les OPA ont été faites sur la base des outils du manuel de financement des microprojets (fiche d'expression des besoins, fiches d'identification des microprojets, critères de sélection et processus d'approbation des microprojets, etc.). A l'instar du PROPACOM, le PROPACOM-Ouest donne la priorité aux demandes d'appuis faites par les OPA comportant au moins 30% de femmes.

Cohérence entre l'exécution et le PTBA

151. Le PTBA 2017 a été validé par le COP du projet le 03/11/2016 et a été soumis le 16/11/2016 à l'ANO du FIDA qui a été obtenu le 24/01/2017. Les délais ont donc été respectés. Le PTBA a ensuite été révisé en juillet 2017 avant d'être validé par le COP du 13/07/2017.

152. Le PTBA a principalement été construit autour des 41 demandes d'appui en micro-projets validées par les CRC tenus en 2016 et les conventions qui ont été signées entre le projet et certains prestataires, notamment la convention UNACOOPEC, les conventions d'appui-conseil et

structuration, l'alphabétisation et les activités liées au financement ASAP (SODEXAM, Projet Muraille Verte, Projet reboisement des flancs des montagnes).

153. Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 révisé est au 30/11/17 de **51%**. Sur la même période, le taux de décaissement sur le PTBA 2017 est de **88%**. Les taux d'exécution, à un mois de la clôture du PTBA restent très en deçà des attentes. La mission note également qu'à un mois de la fin de l'année, le PTBA 2018 est encore en cours de finalisation/approbation.

154. L'opérationnalisation de l'application informatique de SE permet maintenant de suivre de manière rapprochée l'exécution du PTBA. Cependant, il faut pouvoir apprécier le taux d'avancement du PTBA par tâche mais aussi au niveau des résultats attendus. D'autre part, le rapprochement des données financières et techniques, qui avait déjà fait l'objet d'une recommandation en mai dernier n'a toujours pas été réalisé. **La mission recommande** une concertation entre la cellule de SE et le RAF afin que les tableaux de bord soient opérationnels. De même, la **dernière mission avait encouragé** le projet à orienter l'exécution du PTBA vers l'atteinte des résultats du projet. La présentation des résultats du PTBA est encore trop focalisée sur les activités et déconnectée des résultats à atteindre. La mission a partagé des exemples de rapports d'avancement de PTBA qui pourront orienter le projet dans ce sens.

Recommandations

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Organiser une concertation entre le RAF et les CSE ou le futur RSE afin que les tableaux de bord soient opérationnels	RAF/ CSE	21/12/2017
Suivre les exemples de rapports d'avancement de PTBA fournis par la présente mission en vue d'orienter l'exécution du PTBA vers l'atteinte des résultats du projet.	RSE/CSE	Immédiat et continu

E. Gestion fiduciaire

Gestion du personnel

155. Le projet a lancé le processus de recrutement en vue du remplacement des cadres remerciés en mai 2017 et du RAF qui est en période de préavis jusqu'au 25 janvier 2018, suite à la présentation de sa démission depuis le 25 octobre. Les candidatures sont attendues à la date du 8 décembre.

Coordination-Gestion

156. Le manuel des procédures administratives a été révisé pour tenir compte des aspects relatifs au Propacom Ouest. Cependant la version finale n'a pas été envoyée au FIDA pour non-objection. Il est par conséquent demandé à l'UCP de l'envoyer sans tarder au FIDA.

157. **Sécurité des locaux de l'UCP.** Les locaux de Bouaké ont fait l'objet d'un cambriolage dans la nuit du 5 au 6 novembre 2017 : dix-sept ordinateurs portables, un ordinateur, trois disques durs dont celui de l'Agent Comptable, 5 appareils photo numériques, 3 tablettes, le DVR et l'écran de visualisation des caméras de surveillance ont été emportés.

158. Il faut noter que le contrat de gardiennage présente des défaillances notoires et n'a pas été évalué avant renouvellement. Les clauses de partage des responsabilités sont défavorables au projet : beaucoup de conditionnalités de la sécurité reposent sur le projet et la société de gardiennage n'a pratiquement que la responsabilité de fournir des agents en uniformes et d'organiser les rotations. De plus, le projet a payé pour des détecteurs de métaux et un système d'alarme qui n'ont pas fonctionné durant l'attaque à main armée. **La mission recommande** de réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société et d'élucider les tenants et aboutissants de ce cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière.

159. Stockage des consommables. Les stocks de fournitures de bureau et de produits d'entretien ne sont pas sécurisés; **le projet doit prendre les mesures nécessaires en vue de les garder dans des armoires sous clé.**

160. **Siège de PROPACOM Ouest.** La mission a noté le caractère non efficient d'avoir une UCP située hors de la zone d'intervention du Projet. **Elle recommande**, après la clôture du projet

PROPACOM, d'envisager l'installation de l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité. Cela permettrait, entre autres, d'améliorer l'efficacité et la performance dans l'exécution, en termes de temps de déplacements, carburant, per diem, etc.

Gestion budgétaire

161. **Taux d'exécution du PTBA.** Le PTBA initialement approuvé de 1,9 milliard F CFA a été révisé en Juillet 2017 avec une hausse de 8%, soit un montant final approuvé de 2,3 milliard F CFA, tous bailleurs confondus. Le taux de décaissement du PTBA 2017 global révisé est de **88%**. Par source de financement, le taux de décaissement du PTBA révisé est de **92%** sur les fonds FIDA; **66%** sur les fonds ASAP et **115%** sur la contrepartie gouvernementale. Le PTBA révisé ne prévoit aucune contribution de la part des bénéficiaires.

162. **La mission recommande** d'évaluer systématiquement la contribution des bénéficiaires au moment de la budgétisation et de la comptabiliser après production des justificatifs appropriés. Les apports prévus pour le financement des équipements doivent être comptabilisés comme contributions.

163. **La révision du PTBA ne doit être faite** que lorsque des changements fondamentaux interviennent en risquant de compromettre l'atteinte des objectifs fixés pour l'année. En cas d'ajout de quelques activités supplémentaires qui entrent dans la stratégie d'intervention déjà retenue, l'avis de non objection du FIDA suffit. La réunion semi-annuelle du comité de pilotage doit mettre l'accent sur l'évaluation des performances dans la mise en œuvre du PTBA et sur les mesures rectificatives appropriées pour assurer l'atteinte des objectifs.

164. **L'exécution cumulée par composante** indique les taux suivants : **4%** sur la composante 1 : Appui à l'amélioration de la durabilité agricole ; un taux de **0,4%** sur la composante 2 : Valorisation et mise en marché des produits agricoles et **40%** sur la composante 3 : Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs. La situation de l'exécution est préoccupante car ces taux sont très faibles. **Le projet doit** inverser la tendance par une hausse sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante 3.

Décaissements et gestion financière

165. Les taux de décaissement cumulés au 30/11/2017 sont respectivement de **13,15%** et **14,45%** sur le financement FIDA de 35 millions USD et le don ASAP de 7 millions USD. Le financement OFID prévu à la conception du projet pour 10 millions USD, n'est pas encore accordé. Le taux de mobilisation de la contrepartie de 5,3 millions USD est de 24,72% et celui de la contribution des bénéficiaires de 2,5 millions USD est nul à ce jour. Ainsi, sur le total du financement prévu hors-OFID, le taux de décaissement est de **13,96%**. Il est de **11,45%** en incluant les prévisions sur OFID.

166. **Exécution financière de la convention SODEXAM** d'un montant total de 327,8 millions F CFA. Une DPD de 83,3 millions a été effectué sur le compte de la SODEXAM. Les recommandations d'ouverture de compte dédié et de signature conjointe n'ont pas été appliquées à ce jour. Le rapport financier est attendu. Le rapport financier reçu en novembre fait état d'un total de dépenses de 22, 6 millions, soit un taux d'exécution de **8% sur la convention** concernant les activités gérées par SODEXAM et **15%** pour les acquisitions gérées par l'UCP. Le taux d'exécution est donc faible.

167. **La SODEXAM** doit accélérer la mise en œuvre ; il faut aussi revoir le calendrier des activités qui avait conditionné le virement de la somme de 83,3 millions. La SODEXAM doit joindre également à son rapport financier le relevé bancaire du compte dans lequel les fonds ont été versés.

168. **Exécution financière de la convention Projet Muraille Verte** du MINEF d'un montant total de 730,8 millions F CFA. Des dépenses de 11,5 millions F CFA ont été payées directement par l'UCP et deux véhicules d'un coût de 52,7 millions ont été affectés au partenaire. Des factures en instance de 119,6 millions sont en cours de vérification, comptabilisation et paiement. Cela portera le taux d'exécution de la convention à **25%**.

169. **Exécution financière convention Projet Reboisement des Flancs de Montagnes** du MINEF d'un montant total de 616,9 millions F CFA. Des dépenses de 20,3 millions F CFA ont été payées directement par l'UCP et un véhicule d'un coût de 26,3 millions a été affecté au partenaire. Des factures en instance de 93,5 millions sont en cours de vérification, comptabilisation et paiement. Cela portera le taux d'exécution de la convention à **23%**.

170. **Exécution financière convention BNETD au PROPACOM-Ouest** pour les études techniques et le suivi-contrôle des travaux d'aménagements hydro-agricoles et des pistes rurales : Déjà signé pour un montant 1,16 milliard FCFA cette convention n'a pas encore démarré.

171. **Il est recommandé** de corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest.

Exécution financière convention UNACOOPEC-CI

172. La convention avec l'UNACOOPEC-CI a été signée le 20/12/2016 et le 29/12/2016 respectivement par l'UCP et UNACOOPEC-CI. Le contrat a été approuvé par l'autorité compétente le 9 mars 2017. Une DPD de 452 millions CFA a été payée à l'UNACOOPEC en juillet 2017 pour couvrir le budget 2016 et le budget 2017 qui étaient prévus dans la convention. La mission estime que le paiement aurait dû être sous-tendu par une expression des besoins réels de la campagne 2017 avant de payer de façon forfaitaire le budget de l'année passée en sus du budget de l'année en cours, sans tenir compte du calendrier d'exécution faussé par la signature de la convention en 2017. L'UCP a émis des ordres de paiement en août pour un montant de 71,1 millions F CFA pour les intrants et de 3,6 millions pour les équipements. **La mission recommande** de redéfinir le budget de 452 millions pour l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019 éventuellement.

173. Par ailleurs, la mission a noté que suite à la sélection des bénéficiaires par le CRC, les évaluations des superficies et des quantités d'intrants sont effectuées par le Chargé de production et signées par le Chef d'Antenne et constituent la base pour les ordres de paiement. Etant donné qu'il s'agit d'une subvention à 100% pour les intrants et à 30% pour les équipements, cette procédure doit être révisée. **La mission recommande**, qu'en sus du CRC, un comité pluridisciplinaire soit constitué (cf. section antérieure sur la sélection des microprojets où ce Comité a été détaillé), pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC. La composition de ce comité sera soumise à l'approbation du FIDA.

174. L'OPA signe l'ordre de paiement avant réception des intrants ; cet ordre de paiement est conservé par l'IF jusqu'à la livraison des intrants au bénéficiaire où le paiement du fournisseur est effectué. La mission note un risque fiduciaire à émettre un ordre de paiement par avance, avant livraison. Le fait que l'UCP ou l'IF garantisse à l'OPA que son ordre de paiement ne sera remis qu'après livraison ne responsabilise pas l'OPA et peut conduire à la livraison d'intrants non conformes en quantité et en qualité.

175. **La mission recommande** par conséquent que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants à leur niveau. Les ordres de paiement doivent être classés avec comme pièces justificatives l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF, en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants. Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire.

176. **Gestion des comptes bancaires de l'UCP.** La mission a noté que la demande de double signature conjointe sur les comptes bancaires n'a pas encore abouti. Comme mesure de sauvegarde en attendant la signature conjointe, **la mission recommande** de:

- i) demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM Ouest pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses. Il faut noter que les activités du projet incluent un nombre important d'ateliers. Cette disposition permettra de mettre fin à l'émission de chèques par l'AC en son nom pour payer les dépenses d'ateliers ;
- ii) adresser un courrier à la Banque Nationale d'Investissements (BNI) indiquant que dorénavant, les bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.

177. La BNI mettra également en œuvre les procédures de contrôle usuels, à savoir la limitation des retraits et paiements selon des plafonds à partir desquels l'approbation du Chef d'Agence, ou celle du siège de la BNI, est requise.

178. Pour les antennes, l'approvisionnement de leurs comptes bancaires devra être limité aux dépenses de fonctionnement. Les autres dépenses, y compris les salaires, sont payées directement par l'UCP. Pour le compte désigné, les fonds étant virés à 100% sur le compte d'opérations de Bouaké, la responsabilité relève du Trésor Public. Pour rappel, l'accord de financement indique ce qui suit : « un Agent Comptable sera nommé et assurera sous sa responsabilité la gestion des opérations initiées sur le compte Projet ».

179. **Etat de reconstitution du compte désigné.** Au 31/10/2017, le niveau de trésorerie est de 403 millions, soit 40% de l'avance initiale. Le niveau de trésorerie est satisfaisant. Le rythme d'élaboration des DRF respecte la règle des 30% de niveau de dépenses. Les DPD sont également utilisés.

180. **Décaissements par catégorie.** Les taux de décaissement au 30/11/2017 sont faibles pour les catégories suivantes : **0%** pour la catégorie Génie civil ; **3,85%** pour la catégorie Consultants ; **4,34%** pour les équipements et matériels ; **0%** pour les Dons et Subventions ; **16,23%** pour la catégorie Biens, Services et Intrants ; **1,23%** pour les Formations et **25,28%** pour les Ateliers. Les taux sont par contre élevés pour les catégories Véhicules, Salaires et Fonctionnement, soit respectivement **52,5%** ; **63,34%** et **65,49%**.

181. **Vérification des ECD.** La vérification des états certifiés de dépenses (ECD) est globalement satisfaisante. Les pièces justificatives sont généralement jointes, cependant il y a des cas où les dépenses sont imputées à des catégories non appropriées, d'autres où il n'y a pas eu un respect des clauses contractuelles par rapport au calendrier de paiement, non disponibilité des rapports d'ateliers validés, manque d'évaluation et d'expression des besoins avant d'effectuer les paiements sur les conventions ou avant de lancer la procédure de passation des marchés.

182. **Suivi des recommandations des missions de supervision et d'audit.** Les recommandations suivantes n'ont pas encore été mises en œuvre : utilisation du logiciel de comptabilité par les CAFM pour permettre la saisie sur place des pièces comptables et l'envoi d'une base pour consolidation à l'UCP (ils n'en sont qu'au stade de la demande de cotation) ; Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié à ouvrir pour les fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-UEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.

183. Les recommandations d'audit ont été mises en œuvre ou sont en cours sauf celles relatives à la soumission du PTBA au FIDA dans les délais requis et à la mutation des cartes grises des véhicules achetés par le PNUD.

184. Pour l'audit de l'exercice 2017, le projet doit exclure des Termes de référence de l'auditeur l'assurance sur les résultats physiques du projet.

Comptabilisation des avances

185. Il faut noter que le projet a été confronté à une difficulté technique sur le logiciel pour enregistrer les avances en compte de tiers pour les Demandes de Paiement Direct (DPD). C'est ainsi que les avances payées en DPD ont été enregistrées en charges, ce qui ne correspond pas à la comptabilité d'engagement que le projet doit suivre. Pour permettre l'appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations, la **mission recommande** de corriger les écritures comptables pour ces avances afin de les imputer à des comptes de tiers.

Passation des marchés

186. Au 30/11/2017, le taux d'exécution global du Plan de Passation des Marchés (PPM) est de **74,47 %** en nombre et de **61,95%** en valeur. L'analyse du PPM de 3,8 milliards F CFA (y compris l'avenant du BNETD) fait ressortir un montant de 2,3 milliards F CFA de marchés passés ou en cours, détaillés comme suit.

187. Sur les vingt-six (26) marchés de consultance prévus, onze (11) ont été attribués avec un retard de 2,5 mois en moyenne (montage des microprojets, appui structuration des OPA, formation des exploitants applicateurs, études techniques des sites maraîchers, étude d'impact environnemental et social, consultants CTC, audit des comptes 2016 à 2018) ; quatre (4) ont été passés dans les délais ou en avance (étude sur les modèles de mise en marché, consultant appui

planification et coordination, convention CEDAI-CI et consultant AT volet Transformation et Commercialisation) ; cinq (5) sont au stade d'élaboration de la demande d'avis de non objection sur les propositions d'attribution (alphabétisation fonctionnelle, appui conseil production, étude technique des sites rizicoles), trois (3) sont au stade d'analyse des offres (étude besoins en bois énergie, consultant volet ASAP, stratégie genre) et trois (3) sont au stade de TDR (mise en œuvre modèles de mise en marché, informations commerciales et AT suivi-évaluation)

188. Sur les dix-huit (18) marchés d'acquisition de biens, seize (16) ont été attribués dont quatre (4) dans les délais ou en avance et douze (12) avec un retard moyen de 1,5 mois (*semences, 3 véhicules, motos, matériels affectés au MINEF, pluviomètres et matériel informatique SODEXAM, motos et matériel informatique pour les IF, 1 véhicule 4X4 UCP, fournitures consommables*), et deux (2) sont au stade de DAO (*outils de communication/visibilité et logiciels d'archivage électronique*).

189. Les trois (3) marchés de travaux prévus ont été attribués avec un retard de 2,5 mois (construction des bureaux de Man et Séguéla et relèvement de la clôture et du portail). Les premiers décomptes de 36% pour la construction des bureaux de Man et 34% pour Séguéla ont été réceptionnés et sont en attente de paiement. La livraison des bureaux est prévue pour fin février 2014. Pour le relèvement de la clôture, des portails et poses de barbelés, l'attribution et le bon de commande ont été signés le 27 novembre dernier.

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société	RAF	Immédiat
Elucider les tenants et aboutissants du cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière.	COORDO/RAF	Immédiat
Prendre les mesures nécessaires en vue de garder les fournitures consommables sous clé.	RAF	Immédiat
Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	Septembre 2018
Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion.	COORDO/RAF	Immédiat
SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet	COORDO/RAF	Immédiat
Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest.	COORDO/RAF/ RPM	Immédiat
Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019.	COORDO/SFR	Immédiat
Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	Janvier 2018
Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.	COORDO/SFR	Immédiat et Continu
Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants	COPA/SFR/ RAF	Immédiat
Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire.	SFR/RAF	Immédiat
Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-QUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses.	COORDO / AC/ MINADER	Immédiat
Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.	COORDO/AC/ RAF	Immédiat

Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	RAF	Immédiat
Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les Demandes de Paiement Direct (DPD) afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations.	RAF/ CPT (Comptable)	Immédiat et continu

F. Durabilité

190. La stratégie de durabilité du projet découle prioritairement de ses principes et approches d'intervention qui s'articulent autour de la responsabilisation des OPA en vue de leur appropriation progressive de la gestion de leurs organisations et de la maîtrise d'ouvrage de leurs activités économiques. La durabilité des acquis du projet est tributaire de la capacité des OPA bénéficiaires à fournir des services appropriés à leurs membres.

191. Pour cela, la gestion de ces organisations, pour être pérenne, doit non seulement renforcer les capacités de production des OPA, mais aussi leur capacités organisationnelles et entrepreneuriales. Du fait des difficultés structurelles qu'elles rencontrent et de l'environnement complexe dans lequel elles interviennent, l'accompagnement et le renforcement des capacités des OPA bénéficiaires constitue un enjeu primordial. Il devra respecter les rythmes et capacités d'apprentissage des OPA et s'inscrire dans le temps.

192. A près de six mois de la revue à mi-parcours et trois ans de l'achèvement du projet, il ressort de l'analyse de la mise en œuvre du projet que les appuis à la structuration et au renforcement de capacité des OPA, principaux leviers de leur viabilité, n'ont pas démarré. Face à un tel retard et au regard du faible niveau de capacité des OPA bénéficiaires, il est très peu probable, surtout les OPA qui seront sélectionnée un an avant l'achèvement du projet, d'être renforcées de manière adéquate pour être autonomes et professionnelles afin d'être capables de poursuivre les appuis une fois le projet achevé.

193. Compte tenu de cette faible probabilité, la mission réitère la recommandation formulée en juin 2017 d'élaborer et d'opérationnaliser une stratégie de sortie impliquant les services pérennes de l'Etat, mais aussi les partenaires au développement dans le cadre de synergies d'actions.

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsables	Date convenue
Elaborer et opérationnaliser une stratégie de sortie opérationnelle impliquant les services pérennes de l'Etat et des partenaires au développement dans le cadre de synergies d'actions.	Coordonnatrice	Mars 2018

G. Autres aspects

Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes

194. Face au constat de faible mise en œuvre de l'approche genre par le PROPACOM, l'UCP sur la base des leçons apprises, a validé en mars 2017 une stratégie de ciblage genre et inclusion des jeunes qui vise : (i) l'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes dans le financement des OPA ; (ii) l'amélioration du mode de suivi de l'impact des actions du projet sur les cibles prioritaires et (iii) le renforcement de l'adhésion des acteurs dans la mise en œuvre et la promotion du genre au niveau des OPA. L'UCP a également prévu dans le cadre du PTBA 2017 de décliner la stratégie genre et d'inclusion des jeunes en plans d'actions annuels. Une telle déclinaison a pour objet d'assurer une meilleure planification ainsi qu'une meilleure budgétisation des actions prioritaires pour une bonne prise en compte du genre par le projet.

195. Sur la base de cette stratégie, la démarche globale du projet a privilégié l'application de critères de sélection et d'éligibilité au financement du PROPACOM favorisant le ciblage des OPA comprenant

au moins 40% de femmes et de jeunes parmi ses membres. Cette démarche a permis de 2016 à 2017 sur les 146 OPA bénéficiaires (24 OPA de production de masse et 122 OPA de production semencière) de toucher 1 049 femmes et jeunes (789 femmes et 260 jeunes) sur un total de 1 318 bénéficiaires ; soit respectivement 59,86% de femmes et 19,72% de jeunes. En 2017, pour ce qui concerne la production agricole, l'UCP a sélectionné 41 OPA majoritairement composées de femmes et de jeunes. Sur les 747 exploitants bénéficiaires des appuis du projet (maïs, riz pluvial et manioc), 43,64% sont des femmes et 15,26 % des jeunes. Ces données renferment des disparités par filière qui révèlent que le riz pluvial est majoritairement cultivé par les hommes tandis que le maïs et le manioc sont les domaines privilégiés des femmes et des jeunes. En effet, sur 196 exploitants de maïs, 117 sont des femmes et 69 des jeunes ; soit respectivement 59,9% et 35,2%. Pour ce qui concerne le riz pluvial, sur 219 exploitants, 51 sont des femmes et 9 des jeunes ; soit, en pourcentage, respectivement, 23,28% et 4,1%. Concernant le manioc, sur les 332 exploitants bénéficiaires, 158 sont des femmes et 39 des jeunes ; soit respectivement 47,59% et 11,74.%. L'examen des données désagrégées par sexe et âge révèle que les filières manioc et maïs ont une forte probabilité d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des jeunes et des femmes, ainsi que leur capacité de production technique.

196. Toutefois, la prise en compte du genre par le projet est jugée modérément satisfaisante en raison des manquements ci-dessous:

- le retard dans le recrutement du consultant chargé de décliner le plan opérationnel triennal (2018 - 2020) du document de stratégie genre du projet en plans opérationnels annuels en vue de leur intégration dans le PTBA pour leur mise en œuvre. Ceci est de nature à entraîner une faible prise en compte du genre dans le PTBA de 2018 ;
- Le non- démarrage, au cours du présent exercice, de la formation/alphabétisation ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes;
- L'incapacité du système de suivi-évaluation à mesurer et suivre les changements générés par les interventions du projet sur les femmes et les jeunes. Cette faiblesse est due à l'absence de données de référence, d'outils et de mécanismes de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur les cibles prioritaires du projet (femmes et jeunes). Ces lacunes, ont été accentuées par la faible capacité en suivi évaluation du personnel du projet, incapacité exacerbée par l'environnement de restructuration qui a contraint l'UCP, du fait de son effectif limité, à se concentrer prioritairement sur la planification et l'exécution physique des activités, sans porter une grande attention à la collecte, l'analyse et le stockage des informations relatives aux interventions menées.
- L'absence de certaines données désagrégées en âge et sexe sur les réalisations du projet. Par exemple, aucune information désagrégée n'est disponible pour renseigner la distribution des intrants effectuée en juin-juillet 2017. Il en est de même pour ce qui concerne les formations sur l'utilisation des pesticides, la bonne gouvernance et le changement de mentalités, ainsi que la participation des bénéficiaires au salon de l'agriculture et aux journées portes ouvertes sur les technologies et innovations agricoles.

Etablissement de Partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

197. Le PROPACOM Ouest a privilégié l'établissement de partenariat avec les structures pérennes de l'Etat dites « partenaires stratégiques » disposant d'avantages comparatifs grâce à leurs compétences techniques ou institutionnelles dans leurs domaines d'activités respectifs (MINEF, SODEXAM, l'UNIVERSITE Nangui Abrogoua, DR-MINADER, etc.). Ces partenariats, même s'ils permettent de garantir la durabilité des actions du projet, rencontrent cependant des difficultés, non seulement dans leur l'établissement (lenteur dans l'obtention de l'autorisation de contractualiser par le ministère en charge du budget) mais aussi dans leur exécution. Ainsi, la mise en œuvre des cahiers de charges signés avec les Direction Régionales de l'Agriculture pour la clarification foncière accuse des retards qui contrarient la mise en place des aménagements hydroagricoles.

198. Conformément à la stratégie de faire-faire, plusieurs contrats de prestations ont été également passé par l'UCP avec des structures privées en vue de la mise en œuvre des activités du projet. La lenteur dans la passation des marchés a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement sur la mise en œuvre du PTBA. L'analyse de la mise en œuvre du PTBA et du PPM 2017 fait ressortir que plusieurs contrats de prestation avec des consultants ou structures privés n'ont pas encore démarré (alphabétisation, appui à la structuration, réalisation des études techniques rizicoles, convention avec CEDAICI). Ceux qui ont démarré, surtout les marchés de services de consultant, accusent d'importants retards dans leur mise en œuvre (consultants en

charges de formuler les microprojets des OPA, études sur la fertilité des sols; mise en œuvre de la convention avec UNACOOPEC, études techniques des sites rizicoles et maraîchers, étude sur les modèles de mise en marché, etc.). En effet, plusieurs prestataires ne s'acquittent pas de leurs obligations et responsabilités dans les délais (retard en moyenne de plus de deux mois).

199. **La mission est d'avis** que ces lenteurs et retards sont de nature à compromettre l'atteinte des objectifs du projet. C'est pourquoi elle propose les dispositions suivantes:

- l'insertion dans les contrats et conventions d'une clause de défaillance contractuelle ou de pénalités de retards destinée à contraindre les parties au respect de leurs obligations contractuelles et surtout des délais;
- la réalisation d'une évaluation des prestataires ou partenaires de mise en œuvre du projet avant la revue à mi-parcours et une plus grande rigueur dans le suivi de l'exécution des contrats;
- l'élaboration de contrats de performance qui devront fixer de manière précise des objectifs, cibles de performance mesurables. Le paiement du prestataire ou partenaire doit être lié à des indicateurs de performance validés d'un commun accord. Le renouvellement des contrats sera assujéti à la réalisation des objectifs de performance. Chaque contrat devra en outre être accompagné d'un plan d'action à soumettre avant le démarrage des activités et définissant les activités, les normes de performance pour chaque activité et un calendrier d'exécution précis. Cette disposition permettra un meilleur suivi de l'exécution et de réalisations des contrats.

Recommandations sur "Autres Aspects"

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Revoir le système de suivi-évaluation du projet pour qu'il puisse générer des informations sensibles sur le genre et améliorer le suivi, la visibilité et le rapportage relatif à l'impact des actions du projet sur les cibles prioritaires (femmes et jeunes)	Coordonnatrice	Janvier 2018
Elaborer des contrats de prestation ou de partenariat basés sur la performance et assortis d'un plan d'action définissant des normes de performances	RPM	Immédiat
Insérer dans les contrats de prestation des pénalités de retards en cas de non-respect des délais ou des responsabilités contractuelles	RPM/UCP	Mars 2018
Réaliser dans l'optique de la mission de revue à mi-parcours et sur la base des leçons apprises du PROPACOM, l'évaluation externe des prestataires de services et partenaires stratégiques du projet	RPM	Immédiat

H. Conclusion

200. A sa troisième année de mise en œuvre, le PROPACOM Ouest ressemble encore à un projet en année démarrage en raison des retards pris dans le recrutement du personnel, l'effectivité des premiers décaissements (novembre 2015 pour ASAP et décembre 2015 pour le prêt FIDA), l'instruction et la formulation des microprojets ainsi que la construction des sièges des antennes. La composante 2 sur les activités post-récolte (transformation et commercialisation) est celle qui avance le moins bien.

201. Afin d'atteindre une véritable vitesse de croisière du projet, il est **recommandé** à l'UCP de diligenter la mise en œuvre de toutes les mesures préconisées durant la présente mission ainsi que lors de la précédente, notamment les aspects liés au renforcement des capacités des OPA en vue de leur maturation et leur autonomisation ; une amélioration notable de la mise en œuvre de la composante 2 sur les activités post-récolte, une meilleure gestion du processus de sélection, et de mise en œuvre des microprojets, une accélération de l'exécution de la convention avec le BNETD etc.

202. Il conviendra également de prêter une attention particulière aux aspects suivants :

- Le nombre important de contrats et de conventions souffrant encore de retards lors de leur processus d'approbation et de mise en œuvre démontre une planification encore inadéquate des activités relatives à la passation des marchés. L'UCP devra redoubler ses efforts, comme recommandé dans les missions antérieures, pour affiner le suivi du Plan de passation des

marchés et surtout procéder à une planification anticipée des différentes étapes du processus d'acquisition des biens et services ;

- élaborer et opérationnaliser une stratégie de sortie du Propacom Ouest et, à cet effet, impliquer davantage en fonction de leurs compétences, mandats et rôles, les structures décentralisées (DR/ DD, DMEME/ ONDR/ DRMP, ANADER) dans toutes les phases d'exécution des activités du projet. Cela facilitera, le moment venu, la durabilité des effets et impacts du Propacom Ouest;
- renforcer le suivi rapproché des activités des PTBA par le MINADER et le bureau pays du FIDA afin d'améliorer les taux d'exécution physique et financière du projet;
- mettre en place un dispositif de suivi rapproché des conventions et marchés avec le projet muraille verte et reboisement des flancs des montagnes ainsi que la SODEXAM en vue d'atteindre un niveau appréciable de mise en œuvre du projet ASAP;
- anticiper sur toutes les activités qui seront menées en attente de la soumission des microprojets à l'approbation de l'URC (préparation des DAO, des spécifications et des termes de référence, analyse préliminaire par les IF) ;
- recourir aux appuis techniques extérieurs nécessaires pour renforcer l'équipe de l'UCP sur le plan technique et managérial ou pour suppléer l'absence de certains profils comme le suivi-évaluation.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1590 [1100001590]	No. du prêt/don DSF	2000000752, 2000000753, 2000000754
Projet	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	07/12/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	08/12/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/09/2014			Coût total	59.70	
Accord	21/11/2014	Délai d'entrée en vigueur	2.2	FIDA Total	41.88	
Entrée en vigueur	21/11/2014	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	17.44	9
Premier décaissement	11/11/2015			Don DSF	17.44	9
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2020	Dernier audit		field_asap_grant	6.99	11
Achèvement	31/12/2020			Financement national total	7.82	
Clôture	30/06/2021			Beneficiaries	2.49	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.33	4
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3

4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	2	2
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration durable production agricole	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Valorisation/mise en marché produits agricoles	1	2	2. Autonomisation	2	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	2	3
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	2	2

B.5 Justification des notes

Valorisation/mise en marché produits agricoles : 25 MP valorisation/mise en marché en cours de réalisation, 9 dossiers de crédit acceptés pour le financement d'équipements. Mise en relation d'affaires d'OPA (1 union de 3 coopératives de femmes avec un réseau de transformatrices au Burkina (UCVOM) et des producteurs et transformatrices de manioc à Man).
Autonomisation : appui-conseil fourni pour la production de masse de riz, maïs et manioc mais se limite encore à la production. Formation SAEMAUL sur le changement de mentalité/bonne gouvernance. Echange d'expériences avec participation au SARA, JMA, portes-ouvertes à la petite transformation, technologies et innovations
Qualité de la participation des bénéficiaires : Représentés dans le CRC, projet à la demande avec un PTBA bâti sur les demandes d'appuis des OPA. Les OPA ont choisi leurs fournisseurs d'intrants.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	2
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	2	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique : depuis juin, sensibilisation des populations locales sur l'importance des arbres/reboisement dans la lutte contre le changement climatique (24 sessions), reboisement effectif de 230 hectares de terres (conventions muraille verte, reboisement flancs de montagne), formation des agriculteurs à l'utilisation des pluviomètres et à la manipulation/utilisation des pesticides, etc.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les forts retards engendrés depuis l'entrée en vigueur du projet, les défaillances de communication et collaboration entre UCP et antennes mettent à risque l'atteinte des objectifs de développement.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Non-respect de l'accord de financement du fait de la signature unique sur les comptes Taux de décaissement inférieur à 30% à la mi-parcours
Avancement de l'exécution du projet	Faible capacité des OPA à mobiliser leurs contributions dans les délais impartis. Risque climatique sur la production agricole (chenilles légionnaires, décalage des pluies) Au niveau post récolte, les OPA ne produisent pas les variétés les plus adaptées aux marchés (transformateurs et consommateurs)
Produits et réalisations	Retard dans l'instruction des microprojets avec une longue procédure d'identification et de sélection. Distribution des intrants/équipements en retard. Retard dans les travaux liés aux infrastructures.

	Coordination insuffisante des activités de production et poste- récolte. Mobilisation insuffisante des acteurs non-OPA de la chaine de valeur.
Durabilité	Non adhésion des OPA au mécanisme de financement des microprojets. Non délivrance des services financiers convenus avec le projet Faible capacité de gouvernance et de gestion des OPA, des ESOP et des CGA

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Déficit dans les activités de suivi et de planification de l'UCP.	Effectuer 1 à 2 missions légères de suivi de l'UCP en sus de la prochaine mission de supervision	De juillet à décembre 2017	Non réalisé
Manque de suivi et faiblesse de planification des activités du volet ASAP. Niveau insuffisant de l'exécution de cette activité	Apporter un appui technique de RECT	De juillet à décembre 2017	AT recruté le 5 novembre
Besoin d'appui en SE pour préparer la RMP et des protocoles de suivi des effets Besoin d'un appui pour la gestion des savoirs	Mobilisation d'un consultant pour le 1 ^{er} trimestre 2018 Mobilisation d'un consultant pour le 1 ^{er} trimestre 2018	Janvier-mars 2018	à planifier
Niveau encore insuffisant de l'exécution de la composante ASAP	Maintien de l'appui ASAP	De janvier 2018 à la RMP	à planifier
Double signature des comptes	Le FIDA et la coordinatrice du projet doivent faire le suivi au niveau du Ministère des Finances	Décembre 2017	à planifier

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

(Cadre logique enregistré dans ORMS)

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members						
	Household members - Number of people			210000			
	1.a Corresponding number of households reached						
	Households - Number	0		30000			
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project						
	Males - Number	0		121800	946	384	427
	Females - Number	0		88200	406	460	467
	Groups receiving project services						
	Groups - Number			593	41	41	41
	Poor smallholder household members supported in coping with the effects of climate change						
Project Goal Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Bere	Insuffisance pondérale						
	Filles - Percentage (%)	17					
	Garçons - Percentage (%)	18					
	Malnutrition chronique						
	Garçons - Percentage (%)	8					
	Filles - Percentage (%)	6					
	Malnutrition sévère ou aigue						
	Filles - Percentage (%)	39					
	Garçons - Percentage (%)	44					
	Indice d'accumulation des biens des ménages						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Femmes chefs des ménages très riches - Pourcentage (%)	4					
	Femmes chefs des ménages pauvres - Pourcentage (%)	9					
	Femmes chefs des ménages les plus pauvres - Pourcentage (%)	13					
	Femmes chefs des ménages riches - Pourcentage (%)	11					
	Femmes chefs des ménages moyennement pauvres - Pourcentage (%)	8					
	Personnes entre 15 et 24 ans sachant lire						
	Hommes - Pourcentage (%)	37					
	Femmes - Pourcentage (%)	17					
	Ménages souffrant de disette						
	Deuxième disette - Pourcentage (%)	1					
	Première disette - Pourcentage (%)	92					
	Ménages ayant accès à l'eau potable						
	Households - Pourcentage (%)	75					
	Ménages ayant accès à des moyens d'assainissement sûrs						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Households - Percentage (%)	1					
	Taux d'alphabétisation						
	Hommes - Percentage (%)	32			0,32	0	0,32
	Femmes - Percentage (%)	14			19%	0	19%
Development Objective Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés. ASAP: accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	Ménages au dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passent de x à y						
	Households - Percentage (%)	92					
	Ménages bénéficiant de services d'information climatique (nouveaux ou améliorés)						
	Ménages - Number	0		12000	205	90	90
Outcome Les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	OPA structurées selon le format ESOP fonctionnelles						
	OPA - Number	0		8			
	OPA de maturité 1 assistées passant au niveau 2						
	OPA - Percentage (%)	15		50			
	OPA de maturité 2 assistées passant au niveau 3						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	OPA - Percentage (%)	19		25			
Output							
Outcome L'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	Producteurs ayant adopté au moins une technologie conseillée par le projet						
	Producteurs hommes - Percentage (%)			50			
	Producteurs femmes - Percentage (%)			50			
	Producteurs appliquant des techniques agricoles résilientes sur terres à gestion améliorée						
	Producteurs - Number of people			10000			
	Rendements région de Tonkpi						
	Rendements riz bas-fonds augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	2		7			
	Rendements riz pluvial augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	1		2	2		
	Augmentation rendements cultures associées maïs(t/ha) - Weight (t)	0,2		0,5			
	Augmentation rendements cultures associées riz pluvial (t/ha) - Weight (t)	0,7		1,2			

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Augmentation rendements cultures associées manioc (t/ha) - Weight (t)	3		7			
	Rendements autres régions						
	Rendements riz pluvial augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	1		2	2		
	Rendements manioc augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	10		17	15		
	Rendements riz bas-fonds augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	2,5		4,5			
	Rendements aubergine augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	7		18			
	Rendements piment augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	0,4		8			
	Rendements gombo augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	3		18			

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Rendements mais pluvial augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	1,2		2	2		
	Rendements tomate augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	4		15			
	Rendements maraîchage augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)			8			
	Rendements riz pluvial de plaine augmentant pour au moins 50% des bénéficiaires (t/ha) - Weight (t)	2		3,2	2		
	Augmentation volumes production						
	Riz pluvial - Weight (t)	15		27	440		
	Manioc - Weight (t)	31000		56500	4965		
	Riz bas-fonds - Weight (t)	5,3		12,6			
	Produits maraîchers - Weight (t)						
	Mais pluvial - Weight (t)	9,8		16,5	500		

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
Output Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement, mécanisation des travaux agricoles)							
Output Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	Personnes ayant accès à des services de conseil mis en place						
	Females - Number			12000	946	346	369
	Males - Number			18000	405,6	403	609
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies						
	Men trained in crop - Number			2700			
	Women trained in crop - Number			1200			
Output Des itinéraires techniques résilients au changement climatique sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes	Land under improved management practices						
	Hectares of land - Area (ha)			5000			
	Superficie où services écosystémiques restaurés						
	Superficie - Area (ha)			1150			
Output Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole	Producteurs demandeurs ayant accès à un service financier pour l'acquisition d'intrants ou d'équipements						
	Producteurs - Percentage (%)			50	50%	46%	46%
	Volume octrois de crédit des IMF partenaires destiné au secteur agricole						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Volume octrois de crédit - Money (USD' 000)					6,63	6,63
Outcome Les conditions de production sont améliorées en tenant compte des risques climatiques							
Output Des infrastructures améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated						
	Hectares of land - Area (ha)			2380			
	Aménagements hydroagricoles bénéficiant de mesures additionnelles de protection contre les aléas climatiques						
	Aménagements - Number			550			
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure						
	Females - Number			124			
	Males - Number			825			
	Groupes de gestion de l'infrastructure de production créés/consolidés						
	Groupes - Number			235			
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure de production						
	Males - Number			825			
	Females - Number			124			
	Groupes de gestion de l'infrastructure de production comptant des femmes dans leurs instances de direction						
	Groupes - Number			35			
Outcome La production est	Producteurs formés ayant adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation						

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
valorisée et mieux mise en marché	Producteurs - Percentage (%)			25			
Output Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	Equipements mis à la disposition des OPA						
	Egréneuses de maïs - Number			610	11		
	Unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké - Number			3	1		
	Broyeuses - Number			95	8		
	Producteurs appuyés ayant accès à des installations de transformation et/ou de stockage dans les zones ciblées						
	Producteurs - Percentage (%)			75			
Output Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès aux marchés	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded						
	Length of roads - Length (km)			350			
	Ponceaux construits						
	Ponceaux - Number			7			
	Villages désenclavés						
	Villages - Number			46			
	Marchés désenclavés						
	Marchés - Number			32			
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated						
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number			30			

Results Hierarchy	Indicators				Project Yr 4 (2017)		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Year Targets	Year Results	Cumulative
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number						
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number			135			
	Personnes formées en post-production, transformation et commercialisation						
	Females - Number			2400			
	Males - Number			3600			
	Prestataires de services formés						
	Males - Number					19	19
	Females - Number					1	1
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat						
	Males - Number			1779			
	Females - Number			1185			
	Groupes de commercialisation formés/consolidés						
	Groupes - Number			593			
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction						
	Groupes - Number			237			
	Membres des groupes de commercialisation						
	Females - Number			445			
	Males - Number			2965			

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante	Volet	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Composante 1 : Amélioration durable de la production agricole	Accès aux facteurs de production	Poursuivre le conseil agricole en faveur des OPA en 2018 et 2019	CPA/UCP	Continue
		Accélérer le processus de signature des contrats avec les prestataires, indiquant de façon précise les résultats qui en sont attendus et procéder périodiquement à l'évaluation de leurs performances	Coordo.	Fin janvier 2018
		Contracter par région, un ou deux cabinets prestataires de services spécialisés dans le montage des microprojets et l'élaboration des plans d'affaires en vue de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'appui, la visite des OPA dont les idées de projets auront été retenues et l'élaboration des plans d'affaires/microprojets triennaux/ quinquennaux	Coordo.	Fin janvier 2018
		Inclure une date limite pour la mobilisation des apports personnels en fonction du cycle de la spéculation concernée	SFR	Continue
	Formation et l'encadrement des producteurs	Orienter les appuis aux OPA vers une optique entrepreneuriale combinant les conseils organisationnels et les besoins de production, de transformation et de commercialisation.	UCP et opérateurs	Immédiat et continu
		Signer des marchés de 2 ans avec les prestataires d'appui conseils, avec une clause de renouvellement sous condition de l'évaluation satisfaisante à la fin de la première année	CAFM/ CSE/ CPA	Immédiat et continu
		Elaborer un programme de mission conjointe de suivi à mener par les DR et les Antennes)	COPA/ CPA	Immédiat et continu
		Ramener, à travers un avenant, les cahiers de charge avec les DR, à une période de deux ans (au lieu de 3) renouvelables seulement à condition d'une évaluation satisfaisante à la fin de la première année.	RPM/ COPA	Immédiat et continu
	Sélection des micro-projets	Renforcer le contrôle de qualité des microprojets (i) en veillant à une participation accrue des OPA porteuses de projets ; (ii) en mettant en place un comité pluridisciplinaire de revue, d'approbation et de suivi des microprojets ;	AT, CTC, COPA, CPA	Immédiat et continu
		Evaluer et Compléter les fiches des microprojets du lot 1 déjà validées en vue d'en faciliter le suivi et reprendre les fiches des lots 2 et 3 (en cours d'instruction)	AT, CTC, COPA	Janvier 2018
		Attribuer les 2 lots de microprojets non encore traités aux consultants les plus performants pour traitement immédiat	AT, CTC, consultants	Immédiat

		Exiger du consultant de recourir aux informations disponibles auprès de l'Institution Financière (IF) sur l'environnement des affaires et les risques-terrains identifiés.	COPA/ Consultant	Immédiat et continu
		Négocier le démarrage de l'analyse des dossiers par l'Institution Financière dès que la liste et le montant des équipements sont connus au lieu d'attendre la finalisation du plan d'affaire pour gagner du temps.	SFR	Immédiat et continu
		Confectionner des supports adaptés pour la sensibilisation des OPA en vue d'améliorer la qualité des microprojets soumis	COPA	Dès recrutement COPA, en continu
		Porter à 5 jours ouvrables le délai de deux jours actuellement pour le montage des plans d'affaires confiés aux consultants pour obtenir des dossiers de qualité	UCP	Immédiat
	Développement entrepreneurial des OPA	Organiser des sessions d'orientation des opérateurs qui intègrent la vision entrepreneuriale et l'identification des appuis spécifiques et concrets à fournir aux OP	UCP/consultants (transformation et commercialisation)	Immédiat et continu
		Initier des séances de mise en relation des OPA pour des échanges entre producteurs de mêmes filières en invitant des commerçant(e)s et des transformateurs	UCP/COPA	Immédiat et continu
		Accélérer la finalisation de la signature des contrats de prestataires en alphabétisation fonctionnelle	UCP	immédiat
	Aménagements hydro-agricoles et les pistes rurales	Organiser la restitution des études techniques et environnementales au niveau des antennes afin de les faire valider par les bénéficiaires et les services techniques régionaux	RIR	Janvier 2018 et Continu
		Elaborer des cartographies thématiques à actualiser (bas-fonds rizicoles, maraichages, microprojets etc.) afin de procéder à un meilleur maillage du réseau des pistes de désenclavement et d'accès aux sites aménagés.	RSE/RIR	Mars 2018
		Inviter aux futurs ateliers régionaux sur les pistes rurales, en plus des services techniques régionaux, l'AGEROUTE qui en est un acteur spécialisé.	RIR	Immédiat et Continu
		Fixer une date limite pour la finalisation des clarifications foncières restantes et demander au BNETD de commencer les études techniques ou les réalisations selon le cas	RIR /	Immédiat et continu
		Mettre en place une instance de validation des décomptes sur la base des dossiers d'exécution soumis par les PME, le BNETD et autres prestataires.	UCP	Immédiat et continu

	Adaptation au changement climatique	Projets Muraille Vertes et Flancs de Montagnes		
		Ouvrir un compte spécial pour chacun de ces projets afin de faciliter le paiement des sous-traitants après la réalisation effective du service.	Ministère des Eaux et Forêts	20/12/2017
		Signer l'accord entre PROPACOM et SEWA pour le déploiement d'une solution technologique durable de collecte et de diffusion des informations agro-climatiques.	Coordo	31/01/2018
		Lancer un appel à « manifestation d'intérêt » afin d'identifier et de présélectionner les sous-traitants potentiels pour chaque projet MINEF	RPM	15/12/2017
		Prévoir dans le PTBA 2018 des moyens supplémentaires pour l'entretien des plantations dans le cadre des projets Flancs des Montagnes et Muraille Verte (replantation, désherbage, etc.)	RAF/RPM	15/01/2018
		Intensifier et compléter en 2018 les activités de reboisement initialement prévus pour 2016 – 2018 et, à travers un avenant aux conventions, prolonger la période des entretiens jusqu'en 2019 car ces deux projets n'ont effectivement démarré qu'en 2017	RPM/ COORDO/ MINEF	Immédiat et continu
		Fournir un soutien du PROPACOM Ouest aux agriculteurs agroforestiers (susciter des microprojets par exemple) sur ces deux sites de sorte à couvrir entièrement la zone reboisée.	RPM/ COORDO/ MINEF	Immédiat et continu
		Tenir une réunion trimestrielle pour faciliter la communication entre PROPACOM-OUEST et les deux projets du MINEF	CPA/COPA/ MINEF	Immédiat et Continu
		Accompagner les paysans ayant des parcelles agroforestières dans l'élaboration et la gestion des micro-projets de développement agricole de PROPACOM OUEST et vice versa	CPA des antennes	Immédiat et Continu
		SODEXAM		
		Accélérer la distribution des pluviomètres acquis aux OPA validées	SODEXAM/ COPA	Immédiat et Continu
		Effectuer des missions de terrain pour vérifier que les pluviomètres ont été installés et que les bénéficiaires ont été formés pour un fonctionnement correct de ces pluviomètres et une utilisation optimale des résultats dans la conduite du calendrier cultural	CPA/ SODEXAM	Janvier 2018 et continu
		Université Nangui Abrogoua (UNA)		
		Accélérer l'étude sur la fertilité des sols et revoir la méthodologie des essais avec les engrais biologiques	UNA	15/12/2017

		Collaboration avec Tranchivoire		
		Définir les modalités possibles de collaboration avec Tranchivoire car c'est une entité d'exploitation forestière privée.	UCP	31/01/2017
	Accès au financement rural	Recueillir auprès de MICROCRED la dernière information nécessaire à la finalisation de la convention (Relevé d'identité bancaire).	SFR	Immédiat
		Préparer la liste des OPA en attente de libérer leur contribution de 10% et préciser avec elles une date limite de libération de cette contribution	IF / SFR	Décembre 2017
		Accélérer auprès des Institutions Financières la finalisation des dossiers de demande de crédit par la validation et la signature des Directions Régionales de l'UNACOOPEC	SFR/UNACOOPEC	Décembre 2017
		Effectuer un suivi mensuel du déploiement des services de e-banking et assister aux tests d'intégration dans chacune des antennes retenues.	SFR/ COPAs /UNACOOPEC	A partir de fin décembre 2017
		Veiller à ce que les OPA poursuivent la formation sur l'éducation financière après les duplications réalisées par les 7 agents de crédits recrutés.	SFR/ UNACOOPEC	Immédiat et Continu
Composante 2 : Valorisation et mise en marché		Finaliser avec RONGEAD les discussions sur sa contractualisation pour la mise en place du système d'information de marchés et, si besoin, changer de prestataire	AT, CTC	Janvier 2018
		Définir une stratégie d'intervention auprès des acteurs non OPA en aval de la production insuffisamment appuyés (facilitation de l'accès au crédit)	AT, CTC/ SFR	Mars 2018
		Augmenter les activités et le budget de la composante 2 dans le PTBA 2018 en particulier en matière d'infrastructure de valorisation	COORDO/ CSE/ CTC	Immédiat
Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation	Gestion des savoirs	Organiser une réunion-bilan du PTBA 2017	COORDO	mi-janvier 2018
		Organiser une formation interne sur la gestion des savoirs avec l'équipe et les partenaires-clés et le référencement des données existantes dans le système de suivi-évaluation	COORDO	mi février 2018
		Elaborer un plan de renforcement des capacités	Coordo	Mars 2018
	Suivi-évaluation	Prévoir la formation du RSE et des CSE par le consultant international qui a mis en place le Système de Suivi Evaluation y compris un appui pour le suivi des effets du projet et de ASAP et proposer leur participation à la prochaine formation CLEAR	RPM	Dès le recrutement du RSE
		Recruter, en attendant le nouveau RSE ou le détachement d'un expert de la DEP, un consultant expert en SSE pour accompagner l'UCP		

		Finaliser les modules de suivi des MP sous RUCHE, saisir le CMR actualisé, et terminer la saisie des MP	CSE/(RSE) avec le concepteur de l'application	01/04/2018
		Organiser des séances périodiques hebdomadaires dédiée à la mise à jour de RUCHE	CSE/(RSE)	Continu, chaque semaine
		Consolider les données du projet par rapport aux cibles globales à atteindre pour la revue à mi-parcours	CSE/(RSE)	01/04/2018
		Collecter, analyser et consolider les données de la première campagne agricole (rendements, taux de reconstitution fonds intrant, etc.)	CSE/(RSE)	01/03/2018
		Intégrer des indicateurs de suivi des résultats dans chaque convention/protocole/cahier des charges et faire leur suivi mensuel	CSE/(RSE)	Continu
		Restituer la séance de formation « CLEAR » en SE au personnel clé du projet	COORDO	15/01/2018
		Revoir le cahier des charges des DR MINADER pour baser leur reconduction sur la performance et mieux les circonscrire (mission conjointes de suivi avec les antennes, mission de suivi-évaluation externe au niveau de l'antenne, clarification foncière, etc.) afin d'éviter la duplication avec le rôle des antennes	COPA/antenne	Janvier 2017
	Coordination	Organiser une concertation entre le RAF et les CSE ou le futur RSE afin que les tableaux de bord soient opérationnels	RAF/ CSE	21/12/2017
		Suivre les exemples de rapports d'avancement de PTBA fournis par la présente mission en vue d'orienter l'exécution du PTBA vers l'atteinte des résultats du projet.	RSE/CSE	Immédiat et continu
Aspects fiduciaires		Réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société	RAF	Immédiat
		Elucider les tenants et aboutissants du cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière.	COORDO/RAF	Immédiat
		Prendre les mesures nécessaires en vue de garder les fournitures consommables sous clé.	RAF	Immédiat
		Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	Septembre 2018

	Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion.	COORDO/ RAF	Immédiat
	SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet	COORDO/RAF	Immédiat
	Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest.	COORDO/RAF/ RPM	Immédiat
	Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019.	COORDO/SFR	Immédiat
	Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	Janvier 2018
	Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.	COORDO/SFR	Immédiat et Continu
	Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants	COPA/SFR/ RAF	Immédiat
	Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire.	SFR/RAF	Immédiat
	Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-QUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses.	COORDO / AC/ MINADER	Immédiat
	Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF.	COORDO/AC/ RAF	Immédiat

	Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	RAF	Immédiat
	Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les Demandes de Paiement Direct (DPD) afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations.	RAF/ CPT (Comptable)	Immédiat et continu
Durabilité	Elaborer et opérationnaliser une stratégie de sortie opérationnelle impliquant les services pérennes de l'Etat et des partenaires au développement dans le cadre de synergies d'actions.	Coordonnatrice	Mars 2018
Autres aspects	Revoir le système de suivi-évaluation du projet pour qu'il puisse générer des informations sensibles sur le genre et améliorer le suivi, la visibilité et le rapportage relatif à l'impact des actions du projet sur les cibles prioritaires (femmes et jeunes)	Coordonnatrice	Janvier 2018
	Elaborer des contrats de prestation ou de partenariat basés sur la performance et assortis d'un plan d'action définissant des normes de performances	RPM	Immédiat
	Insérer dans les contrats de prestation des pénalités de retards en cas de non-respect des délais ou des responsabilités contractuelles	RPM/UCP	Mars 2018
	Réaliser dans l'optique de la mission de revue à mi-parcours et sur la base des leçons apprises du PROPACOM, l'évaluation externe des prestataires de services et partenaires stratégiques du projet	RPM	Immédiat

Appendice 3b - Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
Amélioration durable de la production agricole	Sensibiliser de manière permanente les OPA sur le financement des microprojets et le modèle de cofinancement proposé et ce avec un format complètement réorganisé (harmonisé, plus participatif et avec de nouveaux supports d'information plus adaptés aux cibles -boite à images, brochures, etc.)	En cours. La sensibilisation des OPA sur le financement des microprojets s'effectue de façon continue lors des missions de terrain et des ateliers. Des supports adaptés seront élaborés pour les cibles de la seconde vague de microprojets.	UCP	Immédiat
	Mettre en place en urgence dans chacune des antennes une équipe restreinte chargée de déployer les dotations en intrants et de s'assurer que les OPA se sont bien appropriées le mécanisme de reconstitution	Réalisé. La mise à disposition des dotations intrants a été un réel succès. Elle a été réalisée à Man par la CPA de Man appuyée par le CSE de Man et à Séguéla par l'ex-CPA de Bouaké en vue de la sensibilisation au mécanisme de reconstitution, à l'appropriation des documents contractuels (convention tripartite, bon de commande, accord de financement, etc). Les conventions tripartites de dotation intrants ont été signées par toutes les parties (COOPEC, PROPACOM OUEST et OPA). Ces conventions situent les quantités d'intrants livrées et leur équivalent en valeur numéraire à reconstituer.	COORDO	Immédiat
	Modifier le processus d'instruction des demandes d'appui dès le recrutement de l'opérateur en charge de l'accompagnement à la gestion et à la structuration des OP et inscrire alors les demandes d'appui dans les plans de développement des OP après un diagnostic approfondi	Non réalisé. Le processus d'instruction des demandes d'appui sera appliqué pour la 3 ^{ème} vague de demandes d'appui. Le recrutement de l'opérateur en charge l'appui à la structuration est en cours.	COORDO/CO PA/SFR	Dès que l'opérateur est recruté
	Inscrire dans la démarche d'appui l'identification de producteurs relais dans les OP appuyés pour poser dès à présent la pérennisation des actions	Réalisé. L'identification et la formation de producteurs relais dans les OP sont prévues dans le cadre de l'appui-conseil des producteurs de masse.	UCP/Opérateurs	continu
	Pour ce qui concerne les dotations en intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), prendre en compte la totalité (100%) des besoins des OPA en intrants déterminés selon les normes techniques recommandées afin d'obtenir les rendements escomptés (au lieu de ne financer que les besoins de 40% des superficies) ;	Réalisé. Les dotations d'intrants fournies pour la production de masse ont pris en compte la totalité (100%) des besoins des OPA en intrants.	UCP	Immédiat
	Mettre en place entre l'ANADER et le projet un partenariat renforcé (Appui-conseil et Appui à la restructuration des OPA) en insistant au besoin pour que l'ANADER choisisse des sous-traitants pour ce	Réalisé. L'appel d'offres pour l'appui-conseil et l'appui à la structuration conduit au recrutement de l'ANADER pour l'appui-conseil pour tous les lots au niveau des antennes de Man et Séguéla.	UCP	Immédiat et continu

⁴ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
	qui concerne les appuis à la structuration, Accélérer le processus de recrutement du RIR	En cours. Processus de recrutement à travers le cabinet TALENT PLUS CONSEILS non encore achevé. Un 1 ^{er} recrutement a été infructueux. Une 2 ^{ème} publication a eu lieu le 27/11/2017.	MINADER	Juin 2017
	Accélérer les négociations avec le BNETD en vue d'étendre au PROPACOM-Ouest, la convention existante pour la mise en œuvre des infrastructures rurales programmées	Réalisé: Négociation réalisée en août 2017. Gap de 1 156 000 000 FCFA HT sur la convention de MOD 1 financé par le PROPACOM OUEST dont 989 120 000 FCFA HT affectés aux travaux, 32 000 000 FCFA HT affectés aux frais de gestion du BNETD et 134 880 000 FCFA HT aux prestations du BNETD. Avenant sans incidence financière autorisé par la DRMP le 12/09/2017, signé le 6/10/2017 les Parties et approuvé par le Préfet de Région le 14/11/2017.	UCP	Juin 2017
	Faire poursuivre l'identification des sites rizicoles et maraichers par les consultants d'appui au RIR sur la base du stock de demandes d'appui réceptionnées en vue de fournir des informations complémentaires aux Comités Techniques Régionaux	Réalisé. Mission réalisée par les consultants RIR (rapports de mission disponibles)	UCP	Immédiat
	Diligenter la mise en œuvre de la clarification foncière des sites identifiés afin de permettre le démarrage du processus de recrutement des prestataires pour les études	En cours. Cahiers de charge signés avec les DR MINADER. Les missions de clarification foncières sont en cours et s'achèveront vers la 1 ^{ère} semaine de Décembre 2017. Rapports disponibles pour certaines DR.	Antennes	Juin 2017
Changement climatique				
	Recrutement d'un spécialiste national environnement et climat pour suivre la composante ASAP et la mise en cohérence avec les autres composantes du projet	En cours. Mise à disposition par le FIDA d'un consultant pour 45 jours. La prolongation de cet appui sur le PROPACOM OUEST se fera après appréciation de la performance du consultant. Le recrutement du spécialiste à réaliser avec l'appui de l'Expert ASAP.	UCP/FIDA	Immédiat
	Prévoir un cahier de charges plutôt qu'une convention cadre avec la direction en charge des changements climatiques du Ministère de l'environnement pour éviter les retards enregistrés sur les précédentes conventions	Non réalisé. Activités à réaliser avec l'appui de l'Expert ASAP.	UCP/MIN ENVIRONNEMENT	Immédiat
	Fournir l'information climatique et des calendriers culturels de manière continue à travers des plateformes digitales existantes pour les OPs et par SMS en partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile	En cours. -Abonnement test de l'UCP à MPAGRI pour la région des montagnes depuis octobre 2017. Informations à étendre à toutes les OP dans le cadre du PTBA 2018. -Proposition d'un projet pilote SODEXAM/SEWA en vue de la durabilité de l'intervention de la SODEXAM. -Echanges en cours avec Orange pour projet Pilote à mettre en œuvre.	SODEXAM/UCP/Opérateurs de téléphonies-autres	Second semestre 2017

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
	Explorer les possibilités d'introduire les lignes de crédit vert bonifiées et l'assurance climatique/indicielle dans le cadre de la finance rurale en collaboration avec la SODEXAM et les Ifs	En cours. Les échanges ont démarré le 27/11/2017 avec la SODEXAM.	SODEXAM-IF partenaires	Second semestre 2017
	Conduire les études d'impact environnemental pour évaluer les risques socio-économiques et environnementaux liés aux aménagements et infrastructures non résilientes aux changements climatiques sur les zones sensibles dont les sites miniers	En cours: Les études d'impact environnemental et social des sites rizicoles ont démarré le 4/09/2017 pour 120 jours avec respectivement avec le Cabinet MENSU SARL au niveau de Séguéla et le Cabinet ICI-CI au niveau de Man. Les rapports attendus au plus tard le 4/12/2017.	UCP/BUREAU D'ETUDES	Second semestre 2017
	Appuyer les IFs à intégrer les risques liés au climat dans leur portefeuille de crédits (produits verts, système de notation, conformité) tout en incitant à l'adoption des bonnes pratiques agricoles durables	Non réalisé. Activités à réaliser avec l'appui de l'Expert ASAP.	UCP/IF	Immédiat
	En attendant l'acquisition des véhicules pour le projet Muraille Verte/Projet Reboisement des flancs des montagnes, faciliter (location, mise à disposition des véhicules des antennes du PROPACOM Ouest), les déplacements des agents de la DREF pour permettre aux antennes d'entamer le reboisement avant mi-juillet	Réalisé: Les requérants ont pu démarrer leurs activités à travers des locations de véhicules. Cependant, la cérémonie officielle de remise des véhicules a eu lieu le 05/09/2017.	FIDA/UCP/MINEF	Immédiat
	Evaluer la possibilité d'aménagement des cultures en terrasses avec le reboisement sur certains flancs de montagnes avec courbes de niveaux prononcées	Réalisé: L'Expert ASAP au cours de sa mission du 11 au 13 novembre 2017 a fait le constat au cours de sa visite de terrain.	MINEF/UCP	Second semestre 2017
	Proposer des arbres de haute valeur marchande (teck, néré, karité, etc.) pour le volet agroforesterie pour améliorer les revenus des populations avec le reboisement	Réalisé. En consultation avec les populations, les essences choisies pour le reboisement (GMELINA, TECK et ACACIA) ont une valeur marchande importante de sorte à contribuer à l'amélioration des revenus des populations locales.	MINEF/UCP	Immédiat
	S'assurer que les activités des autres composantes, y compris les microprojets, sont concentrées sur des zones couvertes par ASAP afin de garantir une intégration des CC sur la chaîne de valeur (maïs, riz, maraichage...)	Non Réalisé: A prendre en compte dans les prochaines vagues de microprojets.	SODEXAM/UCP/MINADER	Second semestre 2017
Accès au financement rural	Poursuivre avec diligence le suivi du processus d'approbation des conventions de partenariat avec MICROCRED et CEDAICI	Réalisé: Le marché avec la CEDAICI a été signé le 21/08/2017 par les Parties et le 14/11/2017 approuvé par le Préfet de Région. Concernant le marché avec MICROCRED, l'autorisation de passer marché par voie de gré à gré a été adressée à la DRMP de Bouaké le 27/09/2017 et obtenue le 3/11/2017.	SFR	Continu
	Elaborer et réviser, selon le cas, les documents supports de la mise à disposition des dotations en	Réalisé: Les documents révisés (accords de financements, conventions tripartites, procédures d'acquisition des intrants et	SFR	14/06/2017

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
	intrants	équipements) ont servi de support pour les mises à disposition d'intrants à 24 OPA (17 à Man et 7 à Séguéla)		
	Organiser une séance de formation avec les COOPEC sur ces supports et la procédure en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	Réalisé: Un atelier de cadrage a été organisé avec l'UNACOOPEC et les consultants, les 08 et 09 Août 2017 à Daloa	SFR	19/06/2017
	Organiser une séance de formation avec les membres des équipes chargées d'encadrer les OPA pour la mise à disposition des dotations en intrants et les accompagner sur le terrain pour les deux premières OPA	Non réalisé: Le processus de recrutement non achevé	SFR	20/06/2017
	Traiter avec diligence la DPD à l'UNACOOPEC pour la dotation en intrants et le fonds équipement	Réalisé: Les fonds ont été virés sur le compte dédié de l'UNACOOPEC-CI	MEF/FIDA/C OORDO/SFR	Immédiat
	Réviser les procédures d'une part pour les dotations en intrants et, d'autre part, celles relatives aux prêts en équipements et élaborer les documents supports de ces deux procédures	Réalisé: Les procédures ont été révisées et cela a permis de fournir les intrants à 100% des besoins des OPA	SFR/RPM/CA FM	18/06/2017
	Organiser une séance de formation avec les IF sur ces supports et les procédures en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	Réalisé: Seule l'UNACOOPEC -CI dont la convention est en exécution a participé à cette formation (du 07 au 10 Août 2017 à Daloa) sur les supports et les nouvelles procédures. D'autres formations sont prévues pour les IF dont les conventions seront approuvées.	SFR	Après la fin de la mise à disposition des fonds intrants
	Organiser une séance de formation avec toutes les parties prenantes de ses procédures y compris les équipes en charge de l'encadrement des OPA/OP	Non réalisé: Le processus de recrutement du bureau chargé de l'encadrement des OPA est non achevé.	SFR	Après la fin de la mise à disposition des fonds intrants
	Réviser le manuel de procédures du MPR pour adapter certaines de ses dispositions à son objet précis en lien avec les activités du projet	En cours: Le manuel de procédures du MPR a été révisé tel que recommandé; et la version révisée a été transmise aux services habilités (RAF, Coordo, AC, CF et IF). Le prestataire recruté pour la gestion du MPR a fait des observations sur ledit manuel à prendre en compte.	SFR	31/07/2017
	Lancer la procédure d'appel d'offres pour le recrutement du gestionnaire du MPR après avoir élaborer les TDR	En cours: Ouverture des offres le 10/10/2017. Analyse des offres le 23/10/2017. Ouverture des offres financières le 14/11/2017. Négociation le 14/11/2017. DANO finalisée le 27/11/2017	SFR/RPM/CO ORDO	31/07/2017
	Redimensionner le déploiement des services d'E-banking autour de deux COOPECs au lieu des 5 prévues pendant la phase pilote	Réalisé: Le déploiement des services e-banking a été redimensionné sur 3 COOPEC (Man, Séguéla et Mankono), vu que MICROCRED faisait des difficultés pour donner suite au traitement de la convention.	SFR/UNACO OPEC-CI/SEWA	Immédiat

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
Valorisation et mise à marché				
	Lancer et mener à terme le processus de recrutement d'un opérateur spécialisé dans la transformation et la commercialisation	Non réalisé. Cette activité est à réaliser par les consultants Chargés de la Transformation et de la Commercialisation recrutés en fin novembre 2017.	UCP/consultants AT	Immédiat
	Définir un plan d'action pour mener à bien les microprojets à composante transformation commercialisation pour les filières riz et maïs.	En cours: les consultants Chargés de la Transformation et de la Commercialisation recrutés en fin novembre 2017 se chargeront de réaliser cette mesure convenue.	Consultants AT de la composante 2/CTC	Juin 2017
	Sélectionner et aider à une meilleure formulation d'un nombre restreint de microprojets, apporter d'une part un appui pour leur financement par les IF et, d'autres part, un appui et suivi rapproché pour leur mise en œuvre.	En cours. L'appui de l'Assistant Technique a permis de finaliser la formulation des microprojets de la 1ère vague soumis à financement des IF et l'élaboration des spécifications techniques des besoins en équipement des OPA	Consultants/U CP/CTC	Juin à Octobre 2017
	Faire réaliser un recensement des acteurs d'aval des filières avec lesquels travaillera le PROPACOM Ouest	Non réalisé. Activité en cours avec l'appui de l'Assistant Technique et des consultants CTC.	UCP	Septembre 2017
	S'assurer que les prestataires recrutés à cet effet contactent les acheteurs majeurs des différentes filières afin de prospecter les possibilités de partenariat et de contractualisation	En cours: Activité en cours avec l'appui de l'Assistant Technique et des consultants CTC.	UCP	Septembre 2017
	Définir pour les 4 filières un plan d'action programmant sur 3 ans les activités de la composante 2	Non réalisé: Cette activité a été confiée aux chargés de la transformation et de la commercialisation recrutés en novembre 2017.	UCP	Octobre 2017
	Sélectionner un deuxième lot de microprojets portant sur les aspects transformation et commercialisation en utilisant un processus d'identification, sélection, formulation, et exécution désormais plus performant.	Non réalisé: Activité confiée à l'Assistant Technique	UCP	Novembre 2017
Gestion des savoirs				
	Organiser une session de capitalisation des expériences et outils du PROPACOM avec les porteurs des expériences supportées par des grilles simples de réflexion pour obtenir des fiches de bonnes pratiques utilisables pour améliorer la performance	Non réalisé. Raison fermeture des antennes du PROPACOM au 30/06/2017.	UCP/Responsables des 3 antennes du PROPACOM et équipes des 2 antennes Ouest	Avant Juin 2017
Suivi-évaluation			COORDO	Le plus rapidement

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴ possible
	Accélérer la procédure de recrutement d'un nouveau RSE	En cours. Relance du Processus de recrutement par le cabinet TALENT PLUS CONSEILS suite à l'infructuosité de la première consultation.	COORDO	Immédiat
	Organiser une passation de poste entre l'ancien RSE et les CSE	Non réalisé. Le contrat de l'ex RSE a pris fin au 31/05/2017.		
	Finaliser le cadre de mesure des rendements sur la base des inputs de la mission en concertation avec les cadres de l'UCP et des antennes	Non réalisé. Les activités liées au Suivi-Evaluation (CSE) n'ont pu être menées, compte tenu de la charge de travail dégagé l'intérim (Chef d'antenne, chargé des OPA) et chargé de la transformation et commercialisation en cours depuis juin 2017.	COORDO/CS E Antennes	31/08/2017
	Mettre à jour la base de données MP dans l'application de SE pour la prise en compte des indicateurs manquants	En cours. La base de données des microprojets est liée celle des demandes d'appui. Avec l'assistance du consultant KONE Lacina, toutes les demandes d'appuis ont été saisi dans l'application RUCHE. Il reste à finaliser celle des microprojets par les CSE Man et Séguéla	CSE Antennes/con sultant RUCHE	31/07/2017
	Saisir les données des MP dans l'application de SE au fur et à mesure ; saisir les indicateurs SYGRI et le CMR finalisé	En cours. Activité est en cours avec les CSE Man et Séguéla	CSE Antennes	Continu
	Former une nouvelle fois les CSE sur l'application de SE et répliquer la formation reçue au niveau du staff des antennes	En cours: Les CSE ont bénéficié de formation Assistance du Consultant KONE Lacina pour la mise à jour de l'application de SE. En attente du recrutement du nouveau RSE pour la programmation de la formation.	Concepteur de l'application de SE	30/07/2017
	Adapter le module de suivi des MP en y incluant les données sur le montage final	Non réalisé. Activité est en cours avec les CSE Man et Séguéla	Concepteur de l'application de SE	31/07/2017
	Impliquer les responsables techniques au niveau de chaque composante et au niveau des antennes dans la rédaction des rapports périodiques	Réalisé.	COORDO/RS E	Continu
	Encourager le personnel de l'UCP et des antennes à archiver les documents dans l'application de SE et lancer les bases d'une stratégie de gestion des savoirs	Non réalisé.	CSE/COORD O	Immédiat
	Récupérer chez les prestataires les bases de données des études de référence	Réalisé. Les antennes disposent des rapports d'enquêtes SYGRI et de la situation de référence du projet PROPACOM OUEST.	COORDO/CS E	31/08/2017
	Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté et la faire circuler à l'ensemble de l'équipe	Non réalisé. Les activités liées au Suivi-Evaluation (CSE) n'ont pu être menées correctement, compte tenu de la charge de travail dégagé l'intérim (Chef d'antenne, chargé des OPA) et chargé de la transformation et commercialisation en cours depuis juin 2017.	COORDO/CS E des antennes	Immédiat

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
Avancement de l'exécution du projet				
	Saisir l'opportunité des séances d'information prévues avec les OPA déjà retenues dans les 2 antennes pour améliorer leur compréhension du projet et de son approche chaîne de valeur et recueillir leurs craintes, attentes et suggestions	Réalisé. Durant toutes les rencontres (identification des besoins en intrants et fournisseurs, formations e-banking ,	UCP/Equipe des Antennes	Immédiat
	Etablir après la capitalisation des expériences et outils du PROPACOM, une stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA pour harmoniser la démarche des composantes et servir de référence à toute l'équipe.	Non échu.	UCP/Equipe des Antennes	Après la capitalisation
	Organiser des sessions d'auto évaluation décentralisées dans les sites après la campagne pour informer, rectifier les dysfonctionnements qui ont précédé la campagne achevée et planifier les types d'accompagnement spécifiques nécessaires pour chaque composante	Non échu.	UCP/Antennes/partenaires	En fin de campagne
	Réactualiser la stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA tous les ans durant des exercices d'auto évaluations participative des campagnes avec les OPA	Non échu. Prévu en janvier 2018	UCP/Equipe des Antennes	Chaque année
	Etablir le rapprochement des données financières et techniques en utilisant les codes de comptabilité analytique	Non réalisé. Le suivi du PTBA se fait sur le logiciel RUCHE. Des négociations devront être menées afin d'implémenter un item permettant d'établir le rapprochement entre données financières et techniques.	RAF et CSE antennes	Prochain rapport trimestriel
Aspects fiduciaires				
	Procéder aux mesures appropriées pour préciser et appliquer les modalités de gestion des fonds dont la double signature sur le compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM	Non applicable. selon l'Agence Comptable pour les comptes du Projet.	COORDO/RAF	Immédiat
	Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA	Non applicable pour les Projets du MINEF (Flancs de Montagne et Muraille Verte). Concernant la SODEXAM, les procédures internes fixent ce seuil à 2 000 000 F.	RAF	Immédiat
	Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires	En cours. Relances adressées aux partenaires	RAF	Immédiat

Composante	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsab.	Date ⁴
	Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	Non réalisée.	RAF	Mensuel ou Trimestriel selon le niveau de fonds gérés
	Assurer une planification glissante des activités sur trois mois Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Non réalisé:	COORDO/RAF	Immédiat et permanent
Durabilité				
	Elaborer une stratégie de sortie du projet basée à la fois sur les structures bénéficiaires du projet et les structures pérennes de l'Etat	Non réalisée: le recrutement du consultant chargé de l'appui à l'UCP pour la mise en œuvre du Plan d'Actions genre est en cours de recrutement.	COORDO/UCP	30/11/2017
Autres aspects				
	Former le personnel de l'UCP, des prestataires et des OPA sur la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes ainsi qu'à l'utilisation des outils de collecte et de suivi élaborés	Non réalisé: Activité à mettre en œuvre dans le cadre du déroulé du plan d'action genre. En outre les prestataires d'appui conseil et d'appui structuration n'ont pas tous été recrutés à date.	COORDO/UCP	17/09/2017
	Mettre en œuvre le plan d'action de la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes	Non réalisé: Consultant en cours de recrutement. Une seule offre reçue sur la liste restreinte de 6 personnes. L'offre technique et financière du consultant ayant fait l'objet d'analyse doivent être finalisée pour DANO au FIDA.	COORDO/UCP	01/09/2017
	Faire un lobbying de haut niveau auprès de la DMP en vue d'amener les DR de Bouaké, de Daloa et de Man à effectuer la validation et la publication des dossiers d'appels d'offres, et la numérotation des marchés dans des délais raisonnables	Sans objet	MINADER/FIDA	Immédiat

Réalisé: 18
En cours: 16
Non réalisé: 21
Non applicable: 2
Non échu: 3

Appendice 4: État avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI)

Période: 01/01/2017 au 30/11/2017

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
Amélioration durable de la production agricole							53%
Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement et union.							42%
Information/ sensibilisation	Poursuivre l'information et la sensibilisation des OPA sur le PROPACOM Ouest	Nombre de séances organisées	u	2	0	0%	
	Instruire les demandes d'appui des OPA (3ème vague)	Nbre de demande instruite	u	299	109	36%	
Sélection des microprojets	Formuler les microprojets issus des demandes 2016 (1ère vague)	Nombre de microprojets élaborés	u	41	39	95%	
	Formuler les microprojets issus des demandes 2017 (2ème vague)	Nombre de microprojets élaborés	u	110	20	18%	
Appui à la structuration et à la gestion des OPA	Recruter des prestataires pour l'appui à la structuration et à la gestion des OPA (CRC 2016 et 2017)	2 Contrats signés par Antenne	u	4	4	100%	
	Apporter l'appui à la structuration et à la gestion aux OPA y compris la reconstitution des fonds intrants (CRC 2016 et 2017)	Nbre d'OPA appuyés	u	41	0	0%	
		Nombre de dirigeants formés	u	123	0	0%	
		Nombre de membres formés	u	410	0	0%	
		Nombre de membres des comités spécialisés formés	u	369	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Alphabétisation fonctionnelle	Elaborer et signer le cahier de charge de supervision avec la DAENF	1 Cahier de charge signé	u	1	1	100%	
	Recruter des prestataires pour l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	X Contrats signés	u	3	3	100%	
	Alphabétiser les membres des OPA	Nbre d'apprenants	u	875	0	0%	
	Superviser les activités d'alphabétisation fonctionnelle	Nbre de rapport de supervision	u	2	0	0%	
Appui aux initiatives des faïtières vivrières	Apporter un appui institutionnel à l'ANOPACI pour le renforcement des capacités de ses OPA de base	Nbre d'ateliers	u	9	2	22%	
	Participation des OPA et de l'UCP au SARA 2017	rapport d'activité	u	1	1	100%	
	Apporter un appui aux initiatives des OPA et faïtières (Interprofession Oignon, JMA)	Rapport d'activités	u			100%	
Accès aux facteurs de production							59%
Intrants Agricoles							84%
Certification du matériel végétal R1	Poursuivre le processus de la certification de la production de matériel végétal R1 de riz irrigué, de riz pluvial et de maïs (Echantillonnage, analyse au laboratoire et délivrance des certificats de conformité)	Qté de maïs certifiée	t	7,40	4,12	56%	
		Qté de riz irrigué certifiée	t	2,671	0,000	0%	
		Qté de riz pluvial certifiée	t	1,90	0,73	38%	
Vérification de l'état sanitaire des boutures de manioc	Poursuivre la vérification de l'état sanitaire des parcs à bois à réceper et superviser le rachat des boutures de manioc recepées	Superficie de manioc encadrée	ha	99	99	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
Production de masse de maïs	<i>Assurer la production de masse 2017 de maïs</i>	<i>Superficie emblavée</i>	<i>ha</i>	<i>250,0</i>	<i>240,8</i>	<i>96%</i>	
		<i>Rendement cible</i>	<i>t/ha</i>	<i>2</i>			
		<i>Quantité de maïs produite</i>	<i>t</i>	<i>500,0</i>			
	Racheter les semences R1 de maïs produites par les multiplicateurs	Qté de semences de maïs R1 rachetées	t	6,20	6,38	100%	
	Fournir et livrer des semences R1 supplémentaires de maïs	Qte de semences R1 de maïs supplémentaire	t	1,02	1,019	100%	
	quantifier et faciliter la fourniture des autres intrants de production de maïs aux OPA (CRC 2016) via les IF (100% des intrants à livrer)	Qté NPK	t	47	47	99%	
		Qté Urée	t	22	22	99%	
		Qté Herbicides	L	268	236,5	88%	
Production de masse de riz pluvial	<i>Assurer la production de masse 2017 de riz pluvial</i>	<i>Superficie emblavée</i>	<i>ha</i>	<i>220,0</i>	<i>211,95</i>	<i>96%</i>	
		<i>Rendement cible</i>	<i>t/ha</i>	<i>2,0</i>			
		<i>Quantité de riz pluvial produite</i>	<i>t</i>	<i>440,0</i>			
	Racheter les semences R1 de riz pluvial produites par les multiplicateurs	Qté de semences R1 de riz pluvial rachetées	t	1,81	0,70	38%	
	Fournir et livrer des semences R1 supplémentaires	Qte de semences R1 de riz pluvial	t	10,40	10,40	100%	
	Quantifier et faciliter la fourniture des autres intrants de	Qté de NPK	t	23	23	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	production de riz aux OPA (CRC 2016) via les IF (100% des intrants à livrer)	Qté d'Urée	t	12	12	100%	
		Qté d'herbicide	L	234	234	100%	
Production de masse de manioc	<i>Assurer la production de masse 2017 de manioc</i>	<i>Superficie emblavée</i>	<i>ha</i>	<i>331,0</i>	204,5	62%	
		<i>Rendement cible</i>	<i>t/ha</i>				
		<i>Quantité de manioc produite</i>	<i>t</i>				
	Racheter les boutures de manioc produites par les multiplicateurs	Nbre de boutures rachetées	u	1 560 000	1 568 400	100%	
	Fournir et livrer des boutures R1 supplémentaires	Qte de boutures	u	1 830 000	1 830 000	100%	
	quantifier et faciliter la fourniture les autres intrants de production de manioc aux OPA (CRC 2016) via les IF (100% des intrants à livrer)	Qté d'herbicide	L ou kg	611,40	600,00	100%	
	Recruter un prestataire pour la distribution des semences R1 de maïs, de riz et de boutures de manioc aux OPA (CRC 2016)	1 Prestataire recruté par antenne	u	2	2	100%	
Mécanisation							63%
	Poursuivre l'information des OPA sur la stratégie de financement des équipements agricoles et identifier les types d'équipements couramment utilisés dans la zone du projet	1 liste d'équipement	u	0	1	100%	
	Acquérir les équipements de mécanisation	Nombre d'équipements	u			25%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Appui-conseil							37%
	Faire l'évaluation des prestations d'appui-conseil de la multiplication de matériel végétal de 2016	Rapport d'évaluation	u	2	1	50%	
	Apporter l'appui conseil et formation aux producteurs semenciers	Rapports d'activités	u				
Formation et appui-conseil pour la production de matériel végétal	Poursuivre l'appui-conseil et la formation aux multiplicateurs de boutures de manioc	Superficie de manioc emblavée	ha	113	99,5	88%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	226	1 756	100%	
		Nbre d'exploitants formés	u	113	1 756	100%	
Appui Conseil et Formation	Assurer la supervision et coordination régionale des activités d'appui conseil, structuration des OPA	Nombre de missions de supervisions effectuées	u	25	0	0%	
	Recruter des prestataires pour l'appui-conseil de la production de masse de maïs, de riz pluvial, de manioc	Nbre de Prestataires recrutés par antenne	u	4	4	100%	
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de masse de maïs	Superficie de maïs emblavée	Ha	250		0%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	250		0%	
		Nbre d'exploitants formés	u	125		0%	
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de riz pluvial	Superficie de riz pluvial emblavée	ha	220		0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
		Nbre d'exploitants encadrés	u	440		0%	
		Nbre d'exploitants formés	u	220		0%	
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de manioc	Superficie de manioc emblavée	ha	331		0%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	662		0%	
		Nbre d'exploitants formés	u	331		0%	
Protection des exploitants-applicateurs	Acquérir les kits de protection des exploitants-applicateurs de pesticides	Nombre de kits	u	136	136	100%	
	Recruter des prestataires pour former les exploitants applicateurs de pesticides aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides	Nbre de marchés signés par antenne	u	0	2	100%	
	Former les exploitants applicateurs de pesticides aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides	Nbre d'exploitants-applicateurs formés	u	136	46	34%	
Aménagements Hydro-agricoles							61%
Appui à la sélection des demandes	Faire réaliser par les DRA la clarification foncière des sites rizicoles	Nbre de sites rizicoles	u	22	21	95%	
	Faire réaliser par les DRA la clarification foncière des sites maraichers	Nbre de sites maraichers	u	19	22	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
	Réaliser l'identification des sites rizicoles et maraichers issus des demandes d'appui	Nb de missions	U	2	2	100%	
Aménagements ou réhabilitation de sites rizicoles	Réaliser l'étude technique des sites rizicoles issus des demandes d'appui approuvés par le CRC de 2016	Superficie étudiée	ha	296		20%	
	Réaliser l'étude d'impact environnemental et social des sites rizicoles issus des 49 premières demandes de 2016	Superficie étudiée	ha	296	136	46%	
	Elaborer et signer l'avenant pour assurer le suivi-contrôle des travaux de réhabilitation ou d'aménagement des sites rizicoles issus des 49 premières demandes de 2016 (Avenant Convention BNETD)	Avenant signé		1	1	100%	
	Recruter les entreprises chargées de réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement des sites rizicoles des 49 premières demandes de 2016	x entreprises recrutées		5	0	0%	
Aménagements de sites maraichers au goutte à goutte	Réaliser l'étude techniques des sites maraichers issus des 49 premières demandes de 2016	Superficie étudiée	ha	6	6	100%	
	Elaborer et signer l'avenant pour assurer le suivi-contrôles des travaux d'aménagement des sites maraichers issus des 49 premières demandes de 2016 (Convention BNETD)	Avenant signé		1		50%	
	Recruter les entreprises chargées de réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers des 49 premières demandes de 2016	x entreprises recrutées		3	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
Adaptation au Changement Climatique							49%
Etudes climatiques	Réaliser l'étude sur les besoins en bois-energie	rapports d'étude	u	1	0	10%	
Appui institutionnel au MINEF/DEPE et au Projet Muraille Verte	Acquérir et livrer du matériel roulant aux DREF du Worodougou et du Béré (Muraille Verte)	Nombre véhicules 4x4	u	2	2	100%	
		Nombre de motos	u	2	0	0%	
Projet Muraille Verte	Suivre la mise en oeuvre des activités de lutte antiérosive et de lutte contre les feux de brousse (Convention MINEF - Projet Muraille verte)	Rapport d'activités	u	1	1	25%	
Appui institutionnel au MINEF/DEPE et au Projet Reboisement des Flancs de Montagnes	Acquérir et livrer du matériel roulant à la DREF de la région de Tonkpi	Nombre de véhicules 4x4	u	1	1	100%	
		Nombre de motos acquis	u	1	1	100%	
Reboisement des Flancs de Montagnes	Suivre la mise en oeuvre des activités de reboisement des flancs des montagnes et de lutte contre les feux de brousse (Convention MINEF-PROPACOM-Projet flancs des montagnes)	Rapport d'activités	u	1	1	50%	
Diagnostic de la fertilité des sols	Suivre la mise en oeuvre des activités de l'Etude diagnostic de la fertilité des sols des sites de productions rizicoles et maraichères bénéficiaires	Rapport d'activités	u	1	1	50%	
Utilisation des informations climatiques pour le calage des cycles culturaux	Acquérir et livrer les pluviomètres à la SODEXAM	Nombre de pluviomètres livrés	u	750	750	100%	
	Acquérir et livrer le matériel informatique à la SODEXAM	Matériel informatique livré	u			100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
	Acquérir et installer les Stations et mini-stations agrométéorologique	Nombre de stations installées	u	11	0	0%	
	Suivre la mise en oeuvre des activités de la convention SODEXAM	Nombre de pluviomètres installés	u	41	23	56%	
		Nombre de producteurs formés à la manipulation de pluviomètres et à l'utilisation des informations agro-climatiques	u	205	90	44%	
	Apporter une assistance technique à l'UCP pour les activités du volet Adaptation du changement climatique	Contrat signé	u	1	0	0%	
	Elaborer et signer une convention avec le CNRA sur les activités relatives à l'adaptation au changement climatique	une convention signée	u	1	0	0%	
Accès au financement rural							39%
Finances Rurales	Elaborer et signer des marchés avec CEDAICI et MICROCRED	Nbre de marchés signés	u	2	0	50%	
	Organiser l'atelier de partage et de validation des documents du mécanisme de financement des intrants et équipements	Atelier de partage	u	1	1	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
	Informier et sensibiliser les OPA et les autres cibles sur la stratégie de «accès au financement rurale»	Nombre de séances	u	2	1	50%	
	Organiser la mise à disposition des fonds intrants et équipements aux IF pour le compte des OPA.	Virements effectués	u	1	1	100%	
	Recruter un gestionnaire du mécanisme de partage de risque (GMPR)	Contrat signé	u	1	0	0%	
	Assurer la gestion du mécanisme de partage de risque	Rapports d'activités	u	1	0	0%	
Appui institutionnel aux IF	Acquérir et installer dans les IF/UCP le logiciel de gestion de crédits spécifique aux cibles du PROPACOM	logiciel installé	u	1	0	0%	
	Former les agents dédiés et le personnel du projet à l'utilisation du logiciel et à l'opérationnalisation du service financier	Nbre de personnes formées	u	11	0	0%	
	Acquérir et livrer les motos destinées aux IF partenaires	Nbre de motos livré	u	9	8	89%	
	Assurer la gestion du crédit des cibles du PROPACOM Ouest par les agents dédiés des IF	Rapport d'activités	u	10	0	0%	
	Acquérir des ordinateurs pour agents de crédits et points focaux des IF	Nbre d'ordinateurs	u	12	10	83%	
	Démarrer la phase pilote de la solution e-banking pour les IF	Rapport d'activités	u	2	1	50%	
	Former les membres des OPA à l'utilisation de la solution e-banking	Nombre de membres d'OPA formés	u	84	50	60%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Suivre la mise en œuvre de la phase pilote e-banking et de la convention avec l'IF	Rapports de missions	u	6	0	0%	
	Evaluer et restituer la phase pilote de la solution e-banking	Rapport d'évaluation	u	1	0	0%	
Valorisation et mise en marché des produits agricoles							15%
Transformation et Commercialisation							21%
Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché							9%
Modèle de mise à marché	Réaliser l'étude sur les modèles de mise à marché des produits vivriers	Rapports d'étude	u	1	0	25%	
	Organiser l'atelier de restitution des conclusions de l'étude sur les modèles de mise à marché des produits vivriers	Atelier de restitution	u	1	0	0%	
	Mettre en œuvre les modèles de mise à marché identifiés par spéculation	Modèles identifiés	u		0	0%	
Système d'information sur les marchés	Collecter des prix et diffuser chaque semaine les informations commerciales sur les radios locales	Nombre de bulletins diffusés par Antennes		64	0	10%	
Accès des OPA aux équipements de transformation							29%
Appui au volet transformation/commercialisation	Apporter une Assistance technique pour le volet transformation commercialisation	Rapports d'activités	u	1	1	25%	
	Apporter un appui aux activités de transformation	Rapports d'activités	u	1	0	0%	
	Acquerir les équipements de commercialisation	Nombre d'équipements				25%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Information et sensibilisation des OPA	Accompagner les OPA dans l'identification des spécifications techniques dans le cadre de la stratégie de financement des équipements de transformation	spécifications techniques identifiées	u	1	1	100%	
Opérationnalisation des minirizeries	Faire l'évaluation du raccordement des minirizeries en énergie solaire	Nbre de rapport d'étude	u	3	0	0%	
Equipements de transformation	Acquérir les équipements de transformation	Nombre d'équipements				25%	
Infrastructures de mise en marché							7%
	Poursuivre l'information et la sensibilisation des OPA sur la stratégie de financement des infrastructures marchandes	Nombre de séances organisées		2	1	50%	
	Apporter un appui aux activités de commercialisation	Rapports d'activités	u	1	0	0%	
Infrastructures de stockage et de transformation	Assurer la clarification foncière des sites devant abriter les infrastructures de stockage et de transformation	Nombre de sites	u	17	0	0%	
	Recruter des entreprises chargées de la construction des infrastructures marchandes (Convention BNETD)	x entreprises recrutées	u			0%	
	Construire les infrastructures de stockage et de transformation	Nbre d'infrastructure construites	u			0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Réaliser les études techniques des travaux d'aménagement des pistes rurales de desenkavement (Convention BNETD)	x rapports d'études réalisés	u	1		0%	
	Recruter des entreprises chargées de réaliser les travaux d'aménagement des pistes rurales de desenkavement (Convention BNETD)	x entreprises recrutées	u			0%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs							60%
Coordination, Gestion du Projet et Suivi-Evaluation							61%
	Confectionner les outils de communication et de visibilité	Nbre de lots	u	2	0	0%	
	Elaborer et signer des cahiers de charges avec les radios de proximités	Nbre de cahiers de charges	u	6	0	0%	
	Organiser la cérémonie de remise officielle de matériel aux partenaires techniques	Cérémonie organisée	u	1	1	100%	
Pilotage du projet	Organiser une session ordinaire 2017 du COP	Nbre de sessions organisée	u	1	1	100%	
	Organiser les sessions ordinaires des CRC	Nbre de sessions organisées	u	4	2	50%	
Construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Elaborer et signer un cahier de charge avec les DR Construction pour le contrôle des travaux de construction des bureaux des antennes	Cahier de charges signés	u	2	2	100%	
	Réaliser les travaux de construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Nombre d'antenne construite	u	2		50%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
Aménagement bureaux du siège	Réaliser les travaux de relèvement de la hauteur de la clôture, des portails et installations de barbelés pour la sécurité des bureaux du siège	Travaux réalisés	u	1	0	0%	
	Réaliser les travaux de mise en conformité des installations électriques des bureaux du siège après l'audit de LBTP-SECUREL	Travaux réalisés	u	1	1	100%	
Fonctionnement de l'UCP et des antennes	Acquérir les motos pour les antennes de Man et de Séguéla	Nbre de moto	u	2	2	100%	
	Acquérir un véhicule 4*4 pour la Coordination	Nbre de véhicule	u	1	1	100%	
	Acquérir du matériel et autres équipements de bureau pour l'UCP	Nbre de matériel & équipement	u	5	0	0%	
	Recruter un fournisseur pour la fourniture, livraison d'un logiciel d'archivage et la formation des utilisateurs	Un logiciel acquis	u	1	0	10%	
	Acquérir l'option multi sites pour les 2 antennes (Man & Suéguéla) et le siège pour TOM2PRO et TOM2MARCHE y compris la mise à jour des données	Un logiciel acquis	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	u	24	20	83%	
	Assurer les indemnités de fin de contrat du personnel			3	3	100%	
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois	u	2	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires (CF, Régisseurs et cellule focale de suivi)	Nbre de mois	u	24	20	83%	
	Assurer le paiement des charges sociales (CNPS)	Nbre de mois	u	24	20	83%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel		u			100%	
	Assurer le paiement des frais de carburant		u			100%	
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène..etc)		u			100%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, abonnement, assurance auto, etc.)		u			100%	
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets		u			100%	
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur		u			75%	
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI		u			0%	
Programmation/ Planification	Apporter un appui à l'UCP dans la planification et la coordination des activités		u	1	1	100%	
	Assurer les frais des Réunions tournantes et techniques avec les antennes du PROPACOM Ouest	Nbre de réunion	u	2	2	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017					
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017	Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
	Organiser l'atelier de partage du PTBA et de révision du PTBA 2017	Nbre d'atelier	u	2	2	100%	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2018	Nbre d'atelier	u	1		0%	
	Elaborer les rapports d'activités périodiques	Nbre de rapports	u	8	6	75%	
Suivi-évaluation	Apporter une assistance technique pour les activités de suivi-évaluation	Contrat signé	u	1	0	0%	
Audit	Réaliser l'audit de la gestion 2016	Nbre de rapports	u	1	1	100%	
Renforcement des capacités et Gestion des savoirs	former les utilisateurs de Tom2Pro, Tom2Marché, etc			14	14	100%	
	Former le personnel en élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de gestion des savoirs	Nbre de cadres formés	u	15	0	0%	
Genre et ciblage des jeunes	Mettre en œuvre la stratégie genre et le plan d'actions	Plan d'actions	u	1	0	0%	
Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique							0%
	Elaborer et signer un cahier de charges avec le MINESUDD sur les activités relatives à l'adaptation au changement climatique	un cahier de charges signé	u	1	0	0%	
Taux d'exécution physique du PTBA au 30/11/2017 (sans pondération par rapport au poids des activités)							51%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30/11/2017 en milliers d'USD

Source de financement	Montant en millions F CFA (document de conception)	Montant en milliers USD (document de conception)	Montant en milliers USD actualisé au taux de réception des fonds FIDA	Décaissements au 30/11/2017	Taux de décaissement
Prêt et Don FIDA	17 440,50	34 882,00	31 435,88	4 133,13	13,15%
ASAP	3 497,50	6 996,00	6 262,46	904,76	14,45%
Gouvernement	2 667,00	5 332,00	5 332,00	1 318,08	24,72%
Bénéficiaires	1 244,00	2 490,00	2 490,00	-	0,00%
Sous - total hors OFID	24 849,00	49 700,00	45 520,34	6 355,97	13,96%
OFID	5 000,50	10 000,00	10 000,00	-	0,00%
TOTAL	54 698,50	59 700,00	55 520,34	6 355,97	11,45%

Taux à la signature de l'AF : 1,546187943
 DTS/USD

Taux de réception des fonds 1,393434253
 FIDA : DTS/USD

Taux de réception des fonds 1,385500351
 ASAP : DTS/USD

Taux de réception des 586,34
 fonds FIDA : CFA/USD

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante au 30/11/2017 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt et Don du FIDA				ASAP				Gouvernement				Bénéficiaires				Total sources financement effectives			
	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%
A. Amélioration durable de la production agricole	25 294	603 116	1 029	4,1%	6 301	266 808	455	7%	2 864,1	68 732	117	4%	1 836,7	0	0	0%	36 295	938 656	1 601	4%
A.1 Appui structuration et professionnalisation acteurs type groupement /union.	3 921	36 353	62	1,6%	0	0	0	-	7,8	3 311	6	72%	0,0	0	0	-	3 929	39 664	68	2%
A.2 Accès aux facteurs de production	21 373	88 777	151	0,7%	6 301	266 808	455	7%	2 788,8	62 230	106	-	1 836,7	0	0	-	32 299	417 815	713	2%
A.3 Accès au financement rural	0	477 987	815	-	0	0	0	-	67,5	3 190	5	8%	0,0	0	0	-	68	481 177	821	1215%
B. Valorisation et mise en marché des produits agricoles	5 329	14 399	25	0,5%	0	0	0	-	797,4	3 335	6	1%	653,5	0	0	0%	6 780	17 734	30	0,4%
B.1 Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché	1 099	14 399	25	2,2%	0	0	0	-	367,6	2 801	5	1%	653,5	0	0	0%	2 120	17 200	29	1%
B.2 Infrastructures de mise en marché	4 230	0	0	0,0%	0	0	0	-	429,8	534	1	0%	0,0	0	0	-	4 660	534	1	0%
C. Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs	4 259	1 091 230	1 861	43,7%	695	6 845	12	2%	1 670,7	458 449	782	47%	0,0	0	0	-	6 625	1 556 524	2 655	40%
C. 1 Coordination et Gestion du Projet	4 259	1 091 230	1 861	43,7%	0	6 845	12	-	1 616,9	458 449	782	48%	0,0	0	0	-	5 876	1 556 524	2 655	45%
C.2 Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	0	0	0	-	695	0	0	0%	53,8	0	0	-	0,0	0	0	-	749	0	0	0%
TOTAL	34 882	1 708 746	2 914	8,4%	6 996	273 653	467	7%	5 332,2	530 516	905	17,0%	2 490,2	0	0	0%	49 700	2 512 914	4 286	8,6%

Tableau 5C1: Décaissements sur le DON FIDA DSF N° 2000000753 : en DTS au 30/11/2017

Catégories	Allocation initiale	Décaissements	Solde	% déc.
I.Génie civil	3 220 000	96,23	3 219 903,77	0,00%
II.Véhicules	250 000	131 268,17	118 731,83	52,51%
III.Equipements & Matériels	500 000	21 682,28	478 317,72	4,34%
IV.Formation	2 340 000	28 723,62	2 311 276,38	1,23%
V.Ateliers	360 000	90 991,85	269 008,15	25,28%
VI.Consultants	860 000	32 968,45	827 031,55	3,83%
VII.Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00%
VIII.Biens services et intrants	1 920 000	311 639,80	1 608 360,20	16,23%
IX.Coûts de fonctionnement	170 000	111 339,81	58 660,19	65,49%
X.Salaires et indemnités	250 000	158 361,74	91 638,26	63,34%
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00%
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	
Total/Don FIDA	11 280 000	1 483 074,15	9 796 925,85	13,15%

Figure 1: Décaissement du don, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

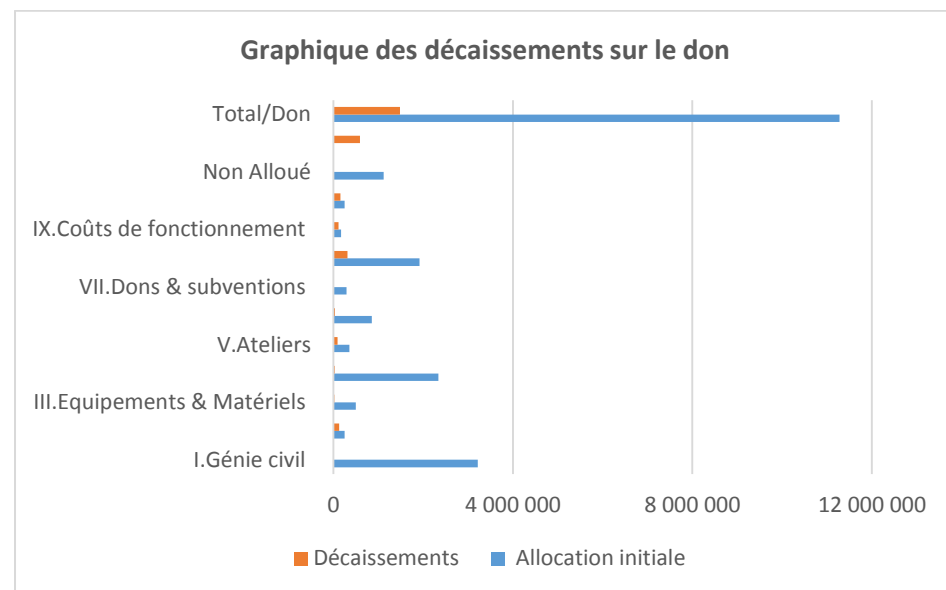


Tableau 5C2: Décaissements sur le PRÊT FIDA N° 2000000754 : en DTS au 30/11/2017

Catégories	Allocation initiale	Décaissements	Solde	%
I.Génie civil	3 220 000	96,23	3 219 903,77	0,00%
II.Véhicules	250 000	131 268,17	118 731,83	52,51%
III.Equipements & Matériels	500 000	21 682,28	478 317,72	4,34%
IV.Formation	2 340 000	28 723,63	2 311 276,37	1,23%
V.Ateliers	360 000	90 991,83	269 008,17	25,28%
VI.Consultants	860 000	32 968,45	827 031,55	3,83%
VII.Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00%
VIII.Biens services et intrants	1 920 000	311 639,80	1 608 360,20	16,23%
IX.Coûts de fonctionnement	170 000	111 339,81	58 660,19	65,49%
X.Salaires et indemnités	250 000	158 361,75	91 638,25	63,34%
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00%
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	0,00%
Total/Prêt FIDA	11 280 000	1 483 074,15	9 796 925,85	13,15%

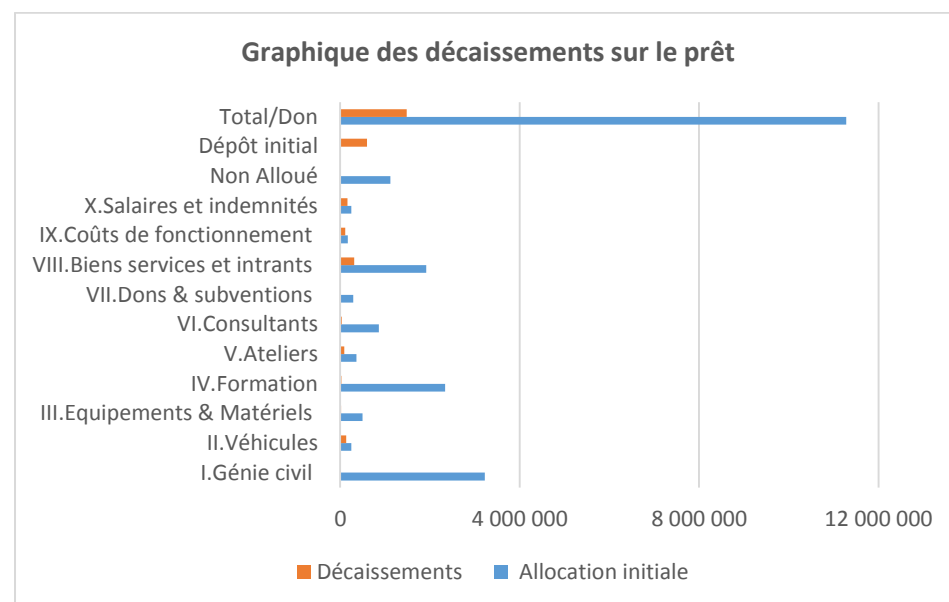
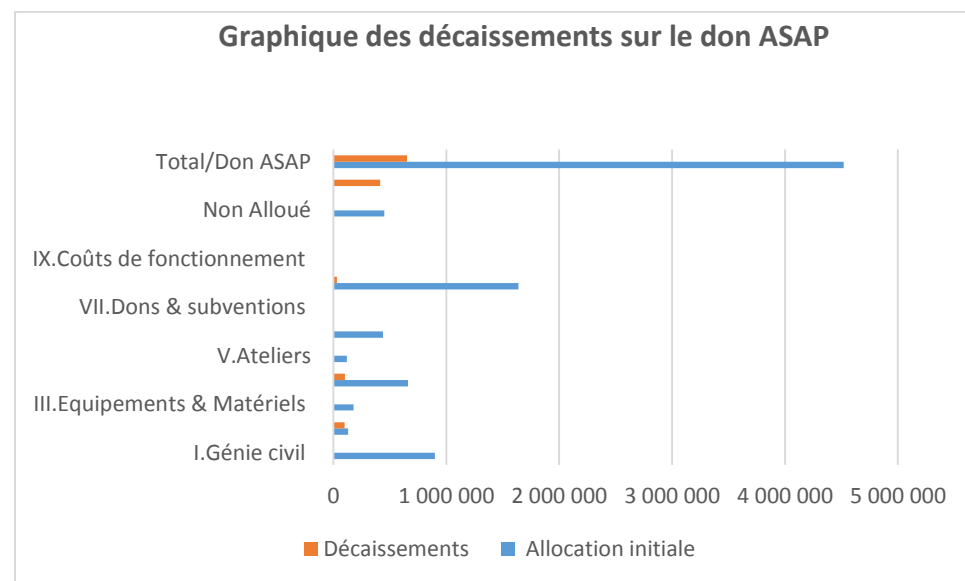
Figure 2: Décaissement du prêt, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

Tableau 5C3: Décaissements sur le DON ASAP N° 2000000752 : en DTS au 30/11/2017

Catégories	Allocation initiale	Décaissements	Solde	%
I.Génie civil	900 000	0,00	900 000,00	0,00%
II.Véhicules	130 000	100 630,34	29 369,66	77,41%
III.Equipements & Matériels	180 000	0,00	180 000,00	0,00%
IV.Formation	660 000	102 888,42	557 111,58	15,59%
V.Ateliers	120 000	2 499,95	117 500,05	2,08%
VI.Consultants	440 000	1 024,20	438 975,80	0,23%
VII.Dons & subventions	0	0,00	0,00	0,00%
VIII.Biens services et intrants	1 640 000	31 604,18	1 608 395,82	1,93%
IX.Coûts de fonctionnement	0	0,00	0,00	0,00%
X.Salaires et indemnités	0	0,00	0,00	0,00%
Non Alloué	450 000	0,00	450 000,00	0,00%
Dépôt initial		414 369,80	-414 369,80	0,00%
Total/Don ASAP	4 520 000	653 016,89	3 866 983,11	14,45%

Figure 3: Décaissement du don, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe 1, II, A, 9 « Unité de Coordination du Projet (UCP) »	Effectif de l'UCP et des Antennes Régionales	Mise en place avant démarrage	Disposition mise en œuvre	A date personnel clef UCP et personnel des 2 antennes mis en place
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	Disposition mise en œuvre en retard	Le PTBA 2018 n'a pas encore été soumis au FIDA. le projet prévoit de l'envoyer en fin décembre.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Les états financiers de l'exercice 2016 ont été envoyés dans les délais.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Le rapport d'audit de l'exercice 2016 a été transmis au FIDA le 7/06/2017.

Annexes

ANNEXES FIDUCIAIRES

PROPACOM OUEST : SUIVI DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS DE SUPERVISION

N°	Recommandation	Etat de la mise en œuvre	Responsable	Délai
1.	Procéder aux mesures appropriées pour préciser et appliquer les modalités de gestion des fonds dont la double signature sur le compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM	Non réalisé. Discussions en cours avec le MEF.	COORDO/RAF	Immédiat
2.	Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA	Non réalisé.	RAF	Immédiat
3.	Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires	En cours. Relances adressées aux partenaires	RAF	Immédiat
4.	Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	Non réalisé.	RAF	Mensuel / Trimestriel
5.	Assurer une planification glissante des activités sur trois mois Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP	Non réalisé:	COORDO/RAF	Immédiat et permanent

SUIVI DES RECOMMANDATIONS D'AUDIT

N°	Recommandations de l'audit de l'exercice 2016	Etat d'avancement
1	Se conformer aux dispositions du manuel de procédures en ce qui concerne la signature des Bons de Livraison	Réalisé: Les BL sont signés par le RPM et l'Assistant Comptable.
2	S'assurer que les pièces de dépenses, sont au nom du projet approprié	Réalisé: Les pièces de dépenses portent clairement le nom du projet approprié (soit PROPACOM ou PROPACOM OUEST)
3	Exécuter la dépense conformément au Manuel des procédures administratives comptables et financières en vigueur au projet, dans un souci d'économie et d'efficacité Recourir à la mise en concurrence pour l'exécution de certaines activités de sensibilisation	Réalisé.
4	Respecter le budget défini et limiter les imprévus à 5% du total des dépenses	Réalisé: Les budgets des ateliers sont globalement respectés et le taux des imprévus a été revu à la baisse (soit 3%)
5	Assurer la tenue de la comptabilité au niveau des antennes par les CAFM	En cours. Les CAFM ont été formés sur l'utilisation du Logiciel de comptabilité. Une cotation a été faite par le prestataire, transmission DANO au FIDA est en cours.
6	Respecter les délais pour l'élaboration du PTBA	Non réalisé
7	Clarifier le référentiel comptable utilisé ; Mettre à jour le manuel de procédures le cas échéant	Réalisé:

PROPACOM OUEST

Exécution PTBA 2017 révisé par bailleur au 30/11/2017 (FCFA)

	PREVISIONS		REALISATIONS		Taux d'exécution
Libellés	Montants	Part dans le PTBA	Montants	Part dans le PTBA	
FIDA (Don & Prêt)	1 583 538 346	68%	1 457 554 351	71,4%	92%
ASAP	545 869 634	23,4%	357 866 334	17,5%	66%
Etat	197 068 583	8,6%	227 111 034	11,1%	115%
Bénéficiaires	0	0%	0	0%	0%
Total	2 326 476 563	100%	2 042 531 719	100%	88%

PROPACOM OUEST - Etat de reconstitution de l'avance initiale au 30/11/2017

Sur base DRF N°7 en cours pour dépenses 01/08/2017 à 30/11/2017 et relevés bancaires au 30/11/2017

PRÊT ET DON FIDA

Montant avance initiale:	1 000 000 000
Solde rapproché compte désigné	0
Solde relevé compte d'opérations Bouaké	310 534 519
Solde comptes Man (1 305 152) + Séguéla (1 363 925)	2 669 077
Solde caisse	300 000
Total soldes banques et caisse:	313 503 596
DRF 7 en cours d'élaboration:	340 519 953
DRF 6 envoyée au FIDA mais non encore créditée au 30/11:	327 435 999
Montant des décaissements non encore présentées en DRF:	18 540 452
<i>(liste détaillée à fournir)</i>	
Total rapproché :	1 000 000 000

PROPACOM OUEST - Etat de reconstitution de l'avance initiale au 30/11/2017

Sur base DRF N°4 en cours pour dépenses 01/09/2017 à 30/11/2017 et relevés bancaires au 30/11/2017

DON ASAP

Montant avance initiale:	350 000 000
Solde rapproché compte désigné	0
Solde relevé compte d'opérations Bouaké	148 182 428
Solde compte ASAP Man	14 986 899
Solde caisse	0
Total soldes banques et caisse:	163 169 327
DRF 4 en cours d'élaboration:	80 193 760
DRF 3 envoyée au FIDA mais non encore créditée au 30/11:	106 636 913
Montant des décaissements non encore présentées en DRF:	0
Total rapproché :	350 000 000

PROJET PROPACOM OUEST– COTE D'IVOIRE : ANNEXE II

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: COTE D'IVOIRE	Identification du prêt/ don: DON DSF 8090 PRET N°2000000754; DON DSF N°2000000753; DON ASAP N°2000000752.
Nom des projets: PROPACOM et PROPACOM OUEST	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) – et PROPACOM extension dans les régions Ouest de la CI (PROPACOM – extension Ouest).
Organisme d'exécution: Ministère de	CPM: Abdoul BARRY FMD : Haoua SIENTA
Spécialiste en gestion financière: Oumou Wane Touré	Date de l'examen: 1 ^{er} au 8 décembre 2017

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
• Risque inhérent			
• Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	E	Les quatre postes clés suivants sont vacants depuis fin mai 2017 : Chef d'Antenne de Man; Chargé de Production Agricole de l'Antenne de Séguéla, RSE et RIR à l'UCP. Le RAF a démissionné le 25 octobre. Son préavis va jusqu'au 25 janvier. Les recrutements ont été lancés et les candidatures seront reçues le 8 décembre 2017, délai butoir. La procédure de sélection doit prendre fin le 31 décembre. L'approbation du FIDA sera requise en Janvier 2018.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les fiches de postes sont décrites dans le manuel des procédures.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Oui, mais la répartition des tâches de saisie comptable entre l'UCP et les antennes n'est pas toujours pas effective. La procédure d'acquisition du logiciel TOM2PRO en version multi-sites est en cours pour permettre cela.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	Le manuel des procédures administratives du PROPACOM a été révisé pour intégrer les activités du PROPACOM Ouest, les nouvelles procédures de passation des marchés suite à la réforme au niveau national, ainsi que d'autres procédures de gestion de la caisse, etc. Cependant, le manuel n'a pas encore été envoyé au FIDA pour approbation.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en	F	Oui, l'évaluation est faite par le Ministère. Une évaluation a été faite en avril 2017, à la suite de laquelle certains agents ont été remerciés pour mauvaise performance.

	temps opportun		
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui, Assurance maladie souscrite pour le personnel, conjoints et enfants.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	En Côte d'Ivoire, tous les paiements de sécurité sociale sont faits sur la contrepartie. Paiement effectué chaque mois à jour. Les points soulevés dans la mission de novembre 2016 pour les arriérés de cotisations sur les gratifications : Le Projet a présenté le montant dû à la conférence budgétaire 2018.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Formation faite avec le FIDA pour le personnel clé suivant à Abuja et / ou à Yaoundé : RAF, Contrôleur Financier, Agent Comptable, Responsable Passation des Marchés, Directeur de la DEP du MINAGRI, Représentant Ministère de l'Economie et des Finances (traitement des DRF), ancien Coordonnateur du projet. La Coordonnatrice a été formée sur le suivi-évaluation en octobre 2017, dans un atelier organisé au niveau du FIDA.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	E	Oui, mais le PTBA est présenté tardivement ; le PTBA 2018 n'a pas encore été transmis au FIDA. La réunion du comité de pilotage est prévu le 19/12/2017.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Les tableaux par catégorie ont été élaborés.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	Référence est faite au cost tab du DCP. La mission a recommandé de recourir à des demandes de proforma, au moment de l'élaboration du PTBA, pour les acquisitions spécifiques, pour avoir un PTBA et PPM réalistes. Le risque est d'avoir des passations de marchés infructueuses et de perdre beaucoup de temps dans l'exécution du projet. C'est le cas auquel le projet s'est confronté lors de l'acquisition (faite ou en cours) pluviomètres et des stations agro-météorologiques sur les fonds ASAP.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Oui
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Oui, en général. Le projet a valorisé et enregistré les exonérations de taxes. Pour la contrepartie en numéraire pendant l'année 2017, le Gouvernement a versé 171.609.364 F CFA pour PROPACOM et 63.427.176 F CFA pour PROPACOM Ouest.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Oui, sauf OFID (prévu dans le document de conception, mais non encore signé).
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant –	E	Comptes d'opérations et comptes des antennes sur signatures unique. Pour les antennes, les fonds sont limités et approvisionnés après justification mais le risque est élevé pour les comptes désignés et les comptes d'opérations de l'UCP. Par ailleurs, les comptes Ressources Propres / Ventes de DAO ne sont pas encore enregistrées en comptabilité.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	E	Problème de la signature conjointe non encore réglé. Cependant, les discussions continuent avec le Ministère des Finances.

	• Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Oui.
	• Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Oui, DRF et DPD utilisées
	• Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	La vérification des états certifiés de dépenses (ECD) est globalement satisfaisante. Les pièces justificatives sont généralement jointes, cependant il y a des cas où les dépenses sont imputées à des catégories non appropriées, d'autres où il n'y a pas eu de respect des clauses contractuelles par rapport au calendrier de paiement, non disponibilité des rapports d'ateliers validés, manque d'évaluation et d'expression des besoins avant d'effectuer les paiements sur les conventions ou avant de lancer la procédure de passation des marchés.
	• Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Oui, globalement.
	• Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Oui
	• Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Liste détaillée de la ligne 7 du formulaire 104 à fournir par le Projet PROPACOM Ouest au 30/11/2017.
	• Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Etats de rapprochement bancaires effectués.
	• Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Taux de décaissement de 88% par rapport au PTBA pour PROPACOM Ouest (taux attendu de près de 100% au 31/12/2017) ; il est de 59,83 % pour PROPACOM pour lequel le taux attendu est également de 100% si le BNETD réalise les travaux planifiés.
	• Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Le projet va envoyer un plan de recouvrement révisé pour tenir compte des paiements à faire au BNETD à partir du compte d'opérations, lorsque l'avance sera apurée jusqu'à atteindre un solde selon le pourcentage prévu dans la convention.

4. Contrôles internes

a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Oui, sauf problème signature unique des comptes bancaires.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la	F	Le processus de réquisition / évaluation et expression des besoins doit être amélioré.

	séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)		
c.	Respect du manuel financier	F	Oui, globalement (voir signature des comptes)
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le Journal des contributions des bénéficiaires est maintenu tenu, suite à la recommandation de la mission de Juin. Il reste à tenir le Journal des Ventes de DAO et des décaissements y relatifs.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Le projet utilise le Module Suivi des Engagements du logiciel TOM2PRO, qui permet également de générer le registre des contrats et les fiches de suivi des contrats. L'obtention de l'attestation d'exonération étant un préalable pour le solde du compte du fournisseur, l'absence de ce document a occasionné des retards dans le paiement des fournisseurs de véhicules notamment. Ces derniers n'acceptent pas le paiement en hors taxes avant la délivrance de l'attestation d'exonération.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	E	Oui ; cependant la règle en vigueur en Côte d'Ivoire est la signature unique des comptes bancaires par l'Agent Comptable.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Oui
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Oui
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Oui
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Longs délais notés pour les reliquats de 5% dus aux fournisseurs et que les bénéficiaires doivent payer, la partie FIDA étant payée dans de courts délais.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Oui
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Oui
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Oui
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Les inventaires physiques seront effectués au 31 décembre 2017.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y	F	Trois véhicules 4X4 ont été achetés par le PROPACOM en 2013. Six ont été transférés du PRAREP.

	<p>compris:</p> <p>i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?)</p> <p>ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?)</p> <p>iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)</p>		<p>Un véhicule de marque HYUNDAI a été acheté en 2017 et a subi un accident survenu en novembre 2017. La déclaration d'assurance a été faite. La maison mère AFRICAUTO a été contactée pour la réparation du véhicule fortement endommagé.</p> <p>Les Ordres de mission sont établis pour chaque mission ; règle appliquée pour le versement des per diem : 80% au départ et 20% au retour après production du rapport.</p> <p>Le Projet doit régler le problème des retards de paiement des per diem des chauffeurs et autres agents, due à la procédure de virement et au retard dans le circuit de paiement.</p>
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	<p>Assurance tous risques pour les nouveaux véhicules.</p> <p>Assurance de base pour les véhicules transférés de l'ancien projet.</p> <p>Les locaux du projet sont assurés multirisques.</p> <p>Les locaux de Bouaké ont fait l'objet d'un cambriolage dans la nuit du 5 au 6 novembre dernier : dix-sept ordinateurs portables, un ordinateur, trois disques durs dont celui de l'Agent Comptable, 5 appareils photo numériques, 3 tablettes, le DVR et l'écran de visualisation des caméras de surveillance ont été emportés. Il faut noter que le contrat de gardiennage présente des défaillances notoires et n'a pas été évalué avant renouvellement. Les clauses de partage des responsabilités sont défavorables au projet : beaucoup de conditionnalités de la sécurité reposent sur le projet et la société de gardiennage n'a pratiquement que la responsabilité de fournir des agents en uniformes et d'organiser les rotations. De plus, le projet a payé pour des détecteurs de métaux et un système d'alarme qui n'ont pas fonctionné durant l'attaque à main armée. La mission recommande de réviser le contrat avec VIGASSISTANCE en renforçant les clauses relatives aux obligations de la société et d'élucider les tenants et aboutissants de ce cambriolage en faisant un suivi rapproché avec le commissariat de police et toute autre autorité ou personnes ressources compétentes en la matière. L'UCP devra envoyer au FIDA le rapport relatif à ce cambriolage.</p>
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diem versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Oui
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / relevé de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Oui
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les états de rapprochements sont effectués mensuellement.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	N/A	Non

5. Procédures comptables		
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F SYSCOHADA en comptabilité d'engagement.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F La comptabilité est bien tenue et est à jour, sauf pour les ventes de DAO. Le module Suivi des Engagements contractuels est renseigné pour tous les contrats, marchés et bons de commande. Toutes les dépenses sont enregistrées selon la comptabilité d'engagement (Journal Achats). Les journaux de trésorerie et d'OD sont tenus. Le Comptable doit mettre à jour le budget révisé dans TOM2PRO. A corriger également l'écriture de comptabilisation des per diem du consultant AT dont la mission a été écourté pour raison de maladie : une compensation a été faite entre les per diem reçus initialement et les honoraires dus.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F Oui
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F Dernière vérification faite par l'audit externe des comptes 2016, faite en avril/mai 2017. A la mission de juin 2017, les problèmes de sécurité n'avaient pas permis de se rendre à Bouaké.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F Oui, les sauvegardes sont faites par le SAF et aussi par une société de maintenance externe.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F Oui, sauf pour les Ventes de DAO, même si les montants sont faibles.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F .Oui
6- Rapports financiers et suivi		
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F Les DRF sont envoyées actuellement de façon régulière, avec le registre des contrats comme reporting financier servant au réapprovisionnement du compte désigné.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F Rapports trimestriels techniques et financiers envoyés régulièrement.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage	F Oui, le projet imprime l'état d'exécution budgétaire à partir du logiciel TOM2PRO, avec indication du pourcentage d'exécution. Recommandation : Exploiter les autres états analytiques et

	d'exécution du PTBA		partager avec Coordonnateur et les autres responsables, RSE et CSE
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoires	F	Quelques recommandations des missions de supervision ont été mises en œuvre mais celle relative à la gestion de l'avance au BNETD n'a pas été appliquée. Par ailleurs, la possibilité d'appliquer la procédure de double signature des comptes du projet est encore en cours de discussion.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	N/A	Non
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)		N/A
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports		N/A
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		N/A
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Oui, mais il faut exclure l'assurance sur les résultats physiques du mandat de l'auditeur, pour l'audit de l'exercice 2017 et les exercices futurs.
b.	Respect des termes de référence		Oui
			Le rapport d'audit des comptes 2016 a été envoyé avant la date butoir, le 7 juin 2016. Les comptes ont été certifiés sans réserve.
c.	Ponctualité du rapport d'audit		Oui
d.	Qualité de l'audit		Le Projet a revu les commentaires sur les recommandations de contrôle interne envoyés au FIDA. recommandations d'audit portant sur la passation des marchés ont été mises en œuvre. Celle relative à la mutation des cartes grises des véhicules immatriculés au nom du PNUD, n'a pas encore été mise en œuvre.
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier		

Évaluation du Risque Fiduciaire du Projet en phase de Supervision

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	E	Les quatre postes clés suivants sont vacants depuis fin mai 2017 : Chef d'Antenne de Man; Chargé de Production Agricole de l'Antenne de Séguéla, RSE et RIR à l'UCP. Le RAF a démissionné le 25 octobre. Son préavis va jusqu'au 25 janvier. Les recrutements ont été lancés et les candidatures seront reçues le 8 décembre 2017, délai butoir. La procédure de sélection doit prendre fin le 31 décembre. L'approbation du FIDA sera requise en Janvier 2018.
2. Budget	E	Exécution à relever avec les réalisations confiées au BNETD
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	E	Suivi rapproché à faire sur la convention BNETD
4. Contrôles internes	E	Adéquat, sauf problème signature unique sur les comptes bancaires
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Adéquat, sauf pour les Ventes de DAO à suivre en comptabilité du Projet, même si les montants concernés sont faibles et sont suivis dans les journaux de comptabilité publique tenus par l'Agent Comptable.
6. Rapports et suivi	F	Adéquat
7. Audit interne	F	N/A
8. Audit externe	F	Adéquat
Risque fiduciaire global du projet	F	Les risques fiduciaires sont élevés, même si la signature unique par l'AC relève du système national (commun à pratiquement tous les pays de l'UEMOA) et que tous les projets des bailleurs de fonds sont gérés selon cette procédure. Les discussions sont en cours avec le Ministère des Finances pour lever ce risque.

PROPACOM-OUEST- DON et PRET 2000000753/754 - WA 6				
N0	Description	Montant en CFA	Pièces justificatives dans la liasse	Documents à compléter et commentaires
DRF 6				
	CAT II.VEHICULES			
ACH5160036	Fournitures de moto Yamaha à l'antenne de Man	2 034 661	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, bordereau de réception, procès-verbal, procès-verbal, FICHE DE CONTROLE ET ORDRE	procès-verbal non signé par le contrôleur financier de GBEKE, Absence de réquisition
	CAT III. EQUIPEMENTS ET MATERIELS			
	Fourniture de vide projecteur à l'Antenne de Man	1 655 000	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, bordereau de réception, procès-verbal, fiche de contrôle technique, ordre de virement,	Réquisition
ACH6170009	Fourniture de mobilier et matériels de bureau Séguéla	1 720 000	Ordre de paiement, facture, bon de commande, bon de livraison, fiche de contrôle, ordre de virement, formulaire de sélection	Réquisition
	CAT IV FORMATION			
ACH1170124	Billet d'avion mission de négociation de la convention PADFA	4 786 700	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande,	Copy billet et expliquer pourquoi un business, rapport de la négociation et pourquoi cette dépense sur la catégorie formation?
	CAT V. ATELIER			
ACH11160114	Frais d'hébergement hôtel Rocher pour bilan PTBA 2016	7 409 048	Bon de Commande, facture, liste des participants, TDR, Rapport	Ordre de mission
ACH6160016	Frais de restauration deuxième crc worodougou	315 000	Journal Tompro, bon de commande, ordre de paiement, TDR, FICHE DE CONTROLE DE LA REALITE, ORDRE DE VIREMENT, Rapport	Ordre de mission
ACH5170008	Frais mission de supervision avec les OPA de MAN	3 087 000	Journal tompro, ordre de paiement, budget de l'atelier, fiche de paiement frais d déplacement, divers factures hôtel et restauration, copy ID participants	rapport de la mission
ACH1160115	Réunion Bilan PTBA 2016	3 190 000	Journal Tompro, bon de commande, ordre de paiement, TDR, ORDRE DE VIREMENT, Rapport	
	CAT VI CONSULTANTS			
ACH1170028	Honoraires consultant pour la réalisation de l'atelier de formation cadre MINADER	1 320 000	Journal Tompro, bon de commande, facture, procès-verbal, ordre de paiement, TDR, FICHE DE CONTROLE DE LA REALITE, ORDRE DE VIREMENT, ANO, Rapport	ANO non conforme
ACH1160141	Honoraires consultant pour l'identification de banque à distance	1 750 000	TDR, Journal Tompro, ordre de paiement, facture, fiche de contrôle, ordre de virement	Rapport final valide, modalités de paiement non respectes
ACH1170064	Honoraires consultant pour l'Elaboration de la stratégie Genre	297 025	Journal Tompro, ordre de paiement, facture, fiche de contrôle, ordre de virement, contrat,	Copie, rapport final valide

ACH1170100	PERDIEM S consultant pour l'Elaboration de la stratégie Genre	1 658 800	Journal tompro, ordre de paiement, facture, bordereau émission cheq, copy cheque, contrat, PV sélection, rapport	
	CAT VIII. BIENS & SERVICES			
ACH6170004	Enlèvement et transport de boutures de manioc	805 000	Ordre de paiement, bon de commande, fiche de contrôle, attestation de service, contrat,	
	CAT IX FONCTIONEMENT			
ACH1160145	Frais de gardiennage	1 240 000	Journal TOMPRO, ordre de paiement, facture, fiche de contrôle, ordre de virement, invitation,	Annonce officielle ds le journal, choix de viga assistance, clauses contractuelles en défaveur de PROPACOM
ACH1170060	Confection de tenues chauffeurs et cartes PRO	2 703 000	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, bordereau de réception, bon de livraison, ordre de virement, PV sélection,	Combien de chauffeurs? Et pourquoi 51 cartes?
ACH1160120	Fournitures de cachets bureau antennes	540 000	Journal Tompro, ordre de paiement, facture, fiche de contrôle, ordre de virement, contrat	
ACH1170040	CONFECTION CALENDRIER 2017	3 400 000	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, bordereau de livraison, fiche de contrôle, ordre de virement, fiche de sélection,	Why 2000 calendriers?
ACH1170047	Assurance Maladie staff	11 100 000	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, Avenant de renouvellement	Copie du contrat
ACH6170008	Fournitures de consommables pour SEQUELA	1 805 000	Ordre de paiement, bon de commande, facture, fiche de contrôle, contrat, fiche de sélection	
ACH1170071	Entretien de locaux	244 500	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, fiche de suivi, fiche de contrôle technique et ordre de virement.	

PROPACOM-OUEST- DON ASAP 2000000752 - DRF 3

N0	Description	Montant en CFA	Pièces justificatives dans la liasse	Documents à compléter et commentaires
DRF 3				
	CAT V Atelier			
ACH1160055	Frais de réception fêtes et cérémonies, atelier d'imprégnation	1 194 984	Journal Tompro, ordre de paiement, bon de commande, facture, fiche de contrôle	Ordre de mission et rapport de l'atelier
	CATVI. CONSULTANTS			
ACH1160041	Fall Ndeye Coumba, Consultant	419 200	TOR, Contrat Consultante, Journal Tompro, ordre de paiement, facture d'émission de cheque, copy cheque, copie du billet, copy virement	Rapport valide, cheque, variance entre cheque et ordre de virement de CFA 8000
	CATVIII Biens, services et intrants			
BQ13170276	Fourniture et livraison de kits de protection d'exploitants	6 670 000	Ordre de paiement, bon de commande, facture, procès-verbal réception, fiche de contrôle, ordre de virement	Réquisition